CLIO

CAHIERS - NUMERO 19

CARREFOUR DES HISTORIENS ET DES ENSEIGNANTS

CAHIERS DE CLIO

1969 - N° 19

COMITE DE PATRONAGE :

John BARTIER - Marinette BRUWIER - Gilbert DELANDSHEERE - Louis FRANÇOIS - Pierre GOUBERT - Paul HARSIN - Etienne HELIN - Jean-Jacques HOEBANX - André JORIS - Jacques LE GOFF - Claire PREAUX - Albert SOBOUL - Jacques STIENNON - Fernand VERCAUTEREN.

COMITE DE REDACTION :

Minna AJZENBERG-KARNY - Pervenche BRIEGLEB - Alfred BRUNEEL - Josette DEBACKER - Armand DEROISY - Jean DUGNOILLE - Jean LECLERCQ-PAULISSEN - Philippe MOUREAUX - René ROBBRECHT - Jenny VAN ROELEN - René VAN SANTBERGEN - Marie-Rose VILLE.

ABONNEMENT ANNUEL (4 numéros) : 300 fr. b.

Conditions spéciales pour les membres du personnel enseignant et pour les étudiants : 250 fr. b.

PRIX DU NUMERO : 85 fr. b.

Paiements au C.C.P. 20.86.80 des Editions Labor, 342, rue Royale, Bruxelles 3.

Envoyez-nous vos suggestions et vos critiques.

SECRETARIAT DES CAHIERS DE CLIO :

Marie-Rose VILLE, 46, av. Dossin de St-Georges, Bruxelles 5.

Honoré du patronage
du Ministère de l'Education Nationale de Belgique.

CAHIERS DE CLIO

TRIBUNE LIBRE

LA PERSPECTIVE HISTORIQUE, FONDEMENT DE TOUTE CULTURE.

La recherche scientifique, sur le plan de la biologie d'abord, sur celui de la sociologie et de l'anthropologie ensuite, a suggéré et imposé l'idée d'évolution qui devait mettre en cause toutes les conceptions antérieures. Qu'il nous suffise d'en évoquer rapidement les implications essentielles pour notre propos. Le monde n'a pas été fixé et figé dans les limites d'un plan définitivement et préalablement arrêté ; il se crée chaque jour lui-même, se réalise progressivement selon les lois de son économie. Que cette évolution trouve sa justification dans les conditions mêmes de la réalité ou qu'elle soit téléologique et s'effectue vers la réalisation de ce point oméga dont parle Teilhard de Chardin, ne change rien au fait que de nouvelles conditions, de nouvelles réalités, de nouvelles « vérités » sont constamment en train d'émerger et émergeront aussi longtemps que l'univers lui-même existera. Le changement, que les philosophes classiques considéraient comme « accidentel » et accessoire, devient la réalité essentielle. Exister, c'est se transformer. L'univers, comme l'être vivant, comme l'homme, c'est un devenir, c'est une *histoire*.

Il en résulte que les adaptations physiques, sociales, morales, institutionnelles qui ont été l'expression des besoins du passé ou qui sont celles des besoins du présent ne sont pas nécessairement adéquates et pertinentes pour l'avenir.

Cependant, quoique relative, la vérité demeure objective. Elle ne dépend pas de l'homme, de ses désirs, de ses ambitions, de sa volonté. C'est la nature elle-même, le cosmos qui est déterminant. Il appartient à l'homme de découvrir ce qu'on attend de lui, les réactions que lui imposent les catégories de temps et d'espace dans lesquelles il doit réaliser sa survie. Ce qui signifie que la supériorité de l'homme dépendra de son pouvoir réactionnel, du caractère adéquat de sa réaction aux conditions particulières que la nature lui propose et lui impose dans le déroulement automatique de son économie interne.

Mais la théorie de l'évolution ne va cesser, au cours des soixante-quinze dernières années, de se développer et de se préciser dans une direction qui annonce et réalise la grande révolution épistémologique du 20e siècle.

On peut exprimer sommairement le sens de ce développement en disant qu'au lieu d'être simplement déterminé, l'homme s'empare peu à peu des décisions et des responsabilités majeures.

Tout d'abord, l'évolution n'est pas limitée au domaine des êtres vivants. Elle embrasse toute la réalité physique et humaine et s'étend donc de la sphère inorganique à la sphère postbiologique ou psycho-sociale.

La notion d'irréversibilité suggère que les changements évolutifs ne reviennent jamais en arrière mais qu'ils engendrent la nouveauté et la variété. Ils se présentent donc dans le temps de telle manière que le passé modifie constamment le présent et que le présent modifie le cours futur des choses.

L'évolution est aussi caractérisée par un accroissement d'organisation. En même temps qu'elle crée une gamme infinie de formes nouvelles et différentes, elle crée aussi, par sélection et par élimination, des structures de plus en plus intégrées parmi ces formes.

Or il est bien évident que c'est surtout l'aspect post-organique qui intéresse l'éducation. Comme le dit J. Huxley : « Bien que la sélection naturelle soit un principe ordinateur, elle opère aveuglément ; elle pousse la vie *en avant de derrière (from behind)* et c'est automatiquement qu'elle réalise un progrès, sans aucune conscience ou prévision d'un but quelconque. La sélection psycho-sociale, elle aussi, agit comme un principe ordinateur, mais c'est de devant (*from in front*) qu'elle tire l'homme en avant. En effet, elle implique toujours la conscience d'un but, quelque perception d'un objectif. A travers l'évolution biologique, le mécanisme sélectif reste fondamentalement invariable tandis que, dans l'évolution psycho-sociale, le mécanisme sélectif évolue *en* même temps que ses produits » (*Evolution after Darwin*, p. 174).

Il s'agit essentiellement ici, on le devine, du processus d'« inculturation », c'est-à-dire de la capacité de l'espèce humaine d'enseigner et d'apprendre, de transmettre ses expériences de générations à générations selon des modes qui ne relèvent pas de l'hérédité, mais de l'acquisition et de l'apprentissage, de sa capacité aussi de modifier ses propres expériences de telle sorte que la nouveauté, la variété et l'accroissement d'organisation puissent se réaliser d'une manière de plus en plus large et de plus en plus riche. Ainsi donc la civilisation est, elle aussi, le produit de l'évolution ; elle évolue constamment mais, au contraire des stades prébiologique et biologique, elle est sujette à un contrôle humain plus ou moins rigoureux. Malgré le jeu inévitable des hasards et des circonstances, l'homme peut anticiper, prévoir des plans pour l'avenir et s'efforcer de les réaliser.

Ainsi donc l'évolution, c'est-à-dire la notion de devenir, est un des instruments les plus pertinents et les plus efficaces dont l'homme dispose : elle lui permet non seulement de comprendre, mais aussi de diriger, de maîtriser son avenir. Bien sûr ceci ne garantit pas la qualité de ce futur. Les prévisions, quelque minutieusement établies qu'elles soient, peuvent être bouleversées par la multiplicité des facteurs en cause et par les relations imprévisibles qui s'établissent entre ceux-ci. Par ailleurs et cette réflexion est primordiale, toute prévision et toute direction supposent un système de valeurs, c'est-à-dire un choix, une prise de position, bref une axiologie qui permettra de faire le tri, de préciser dans quel sens et selon quels critères fondamentaux l'action doit s'exercer. Ainsi s'ouvre devant l'homme la possibilité à la fois de rendre son avenir plus riche et meilleur que son passé et de le faire à un rythme plus rapide que jamais. Nous savons, « nous, civilisations, que nous sommes mortelles » mais nous prenons de plus en plus conscience et nous acquérons de plus en plus les moyens de notre responsabilité dans le processus. De plus

en plus, nous sommes capables d'en accélérer ou d'en freiner le déroulement, d'en modifier et d'en diriger le cours. A la parole de J. Rostand selon laquelle le « Monde de demain sera ce que l'Homme le fera », il convient d'ajouter que l'Homme de demain sera ce qu'il fera du Monde. Et, comme le remarque encore J. Huxley, au lieu de compter l'importance des progrès en millions d'années, comme dans le stade biologique, nous pouvons maintenant compter en siècles, sinon en décennies.

Faut-il, dès lors, souligner l'importance que prend, jour après jour, l'éducation qui apparaît comme l'instrument le plus puissant dont l'homme dispose dans le processus de l'évolution.

Pour préciser les idées et éviter les équivoques, il n'est pas inutile de rappeler ici quelques considérations que j'ai développées ailleurs.

A l'ensemble des faits que constitue la civilisation s'oppose dorénavant la culture (dans le sens français du terme) qui est compréhension, jugement, appréciation, réflexion, sensibilité et conscience. La culture doit être un acte permanent et sans cesse renouvelé de l'esprit qui s'applique aux réalités de la vie, de quelque nature et à quelque niveau qu'elles se situent, pour porter sur elles un jugement de valeur. Or il se fait que dans la pratique scolaire propre au monde traditionnel essentiellement statique, l'éducation a été uniquement la transmission d'une génération à l'autre des connaissances, des techniques, des attitudes, des références et du comportement imposés ou suggérés par la civilisation dans laquelle elle s'exerce. Elle était avant tout un processus d'hérédité et avait pour mission d'assurer la continuité et la permanence, c'est-à-dire de plier la génération montante aux impératifs de la génération adulte. Comme le disait Bernard Shaw : « L'éducation, c'est la défense organisée des adultes contre les enfants ». Dans la réalité historique, l'éducation est donc le plus souvent étrangère à la culture qui, elle, est un processus de mutation. Et le divorce sera d'autant plus grand entre l'éducation et la culture que la société sera, dans sa réalité et dans ses intentions, statique et conservatrice.

Dans le monde dynamique où nous vivons, le problème se pose en des termes très différents. L'éducation doit se confondre avec la culture, c'est-à-dire qu'elle suppose comme un *sine qua non* que l'individu ait la volonté et possibilité de porter sur sa civilisation un jugement critique qui apprécie, met en cause, se situe dans une ligne prospective à la lumière d'une axiologie qui met au premier plan de ses préoccupations, l'homme lui-même, avec toute sa dignité, tout son bonheur et toute sa liberté, c'est-à-dire avec toutes les caractéristiques qui doivent s'affirmer toujours davantage pour réaliser ce que Teilhard de Chardin appelle une « hominisation de l'homme ». Ce qui implique une modification radicale de nos programmes et de nos méthodes et ce qui met en évidence l'importance de l'histoire dans le sens le plus large.

Une première constatation mérite qu'on s'y arrête. Une des grandes idées précisant la signification de l'homme, de ses possibilités et de son destin, l'idée d'évolution, reste pratiquement un chapitre nouveau d'un cours de biologie, sans plus. Or, ainsi que le propose le généticien H. T. Muller, il conviendrait, pour respecter une idéologie que plus personne ne conteste, que l'idée d'évolu-

tion soit le thème central, le principe organisateur, le *rationale* unificateur non seulement dans les sciences biologiques, où la chose va de soi, mais aussi dans les sciences humaines. Pour Muller, l'évolution est une « *catégorie* » fondamentale qui traverse les programmes à la fois dans le temps et dans l'espace. Elle doit permettre de joindre le proche au proche, l'immédiat et le médiat comme aussi le présent, le passé et le futur de l'homme dans l'ensemble des réalités physiques, institutionnelles et morales qui le spécifient.

Dans cette perspective, Muller propose un ensemble coordonné de trois grands cours de sciences parallèles aux trois étapes de l'évolution : le premier, dans les sciences physiques, qui irait de l'astronomie à la physico-chimie, le deuxième dans les sciences biologiques, qui s'occuperait de l'origine de la vie et s'étendrait aux formes de plus en plus complexes du développement physiologique et neurologique culminant dans le cerveau humain, le troisième, dans les sciences humaines qui serait centré sur l'évolution de la civilisation dans tous les aspects où elle se réalise.

La grande nouveauté que nous apporte l'évolution post-organique et que confirme toute la philosophie moderne, c'est la découverte par l'homme que sa destinée est essentiellement entre ses mains, dans tous les cas qu'il dispose, par la connaissance, de moyens de plus en plus considérables pour en influencer le cours. Sa capacité de recherche, centrée sur les exigences d'une discipline épistémologique bien mise au point, le rend capable non seulement d'analyser, mais aussi de synthétiser et de comprendre, non seulement de décrire, mais aussi de prescrire, non seulement de réexaminer et de juger, mais aussi de projeter dans l'avenir des possibilités qu'il nous appartient de traduire dans les faits.

Et c'est là, faut-il le rappeler une fois de plus, toute la justification de cette pédagogie prospective grâce à laquelle, ainsi que le disait H. Wallon, « l'homme ne doit jamais cesser de s'offrir au progrès ». Pour y réussir, il doit s'efforcer de comprendre, indéfiniment, d'étape en étape, toutes les réalisations de l'homme, ne pas se laisser accaparer par un « moment » quelconque, qu'il appartienne à un passé nostalgique, quelque séduisant qu'il paraisse, ou qu'il relève d'un présent considéré comme définitif. Bref, il faut donner à nos élèves, le sens historique qui s'élève au-dessus des admirations contestables et des fixismes sécurisants.

Il en résulte qu'on ne peut préparer l'enfant à faire face à un futur largement ouvert que si on l'amène peu à peu à envisager cet avenir dans le prolongement des multiples possibilités que recèle le présent. Et comment connaître et comprendre le présent, dans l'extraordinaire complexité et l'extraordinaire ambiguïté de sa structure, comment en faire une analyse qui distingue les éléments vivants des éléments fossiles, comment mettre chaque chose à sa vraie place, comment apprécier le caractère dynamique de l'actuel sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, si on n'en étudie pas la genèse, si on n'en suit pas peu à peu, à travers les âges, la lente et difficile élaboration ?

Durkheim le disait déjà : de même qu'il faut plus d'un point pour déterminer la direction d'une ligne, de même ce point mathématique qu'est le présent ne nous permet pas de comprendre le sens d'une réalité en devenir. Son sens, c'est-à-dire sa direction et sa signification. Un fait, quel qu'il soit, une institution, une règle morale, une technique de pensée, une sociologie ou une idéologie, une politique ou une philosophie sont toujours riches d'un passé qui n'apparaît pas directement à la surface. Ils ne peuvent être compris et appréhendés qu'en les rattachant à la ligne évolutive dont ils sont l'aboutissement provisoire. Au lieu de partir de l'homme contemporain ou de l'homme idéal d'une époque considérée comme privilégiée (avec tous les préjugés, les partis pris, les aberrations, les passions et les limites qu'une perspective aussi étroite accompagne), il faut remonter à la réalité la plus lointaine, en suivre les variations et les vicissitudes et redescendre jusqu'à l'homme d'aujourd'hui. Alors, conclut Durkheim, celui-ci nous apparaîtra mieux tel qu'il est, dans ses aspects cachés parce que profonds aussi bien que superficiels, nous saisirons mieux l'importance de ce qu'il y a en lui de neuf, d'original, à l'exclusion des modes passagères et des fantaisies du moment, comme aussi des enthousiasmes irréfléchis et des prises de position dogmatiques.

Il convient donc essentiellement de donner à chacun ce que P. Langevin appelle « une conscience aussi claire que possible de l'effort humain, dans le passé comme dans le présent », sous tous ses aspects accessibles aux différents âges du développement de l'enfant. L'éducation doit amener l'homme à situer son époque, avec toute la complication de ses aspects multiples et à se situer lui-même, avec la complexité de sa « nurture » progressivement enrichie, dans la perspective et dans la ligne souvent sinueuse de cet effort.

Bien sûr il appartient à la psychologie de déterminer les modes d'approche de cette finalité en tenant compte des possibilités et des orientations propres à chaque âge, mais toute la méthodologie, dans ses programmes comme dans ses moyens, doit être élaborée en fonction du but à atteindre si l'on ne veut pas tomber dans le dilettantisme pédagogique, l'érudition inutile et indigeste dont notre enseignement de l'histoire donne trop souvent le spectacle.

Il importe donc que l'enseignement, dans toutes les disciplines, rattache les connaissances comme d'ailleurs toutes les réalités humaines et institutionnelles, à leurs origines et à leur développement, qu'il en suive, par quelque chemin que ce soit, les vicissitudes tout au long de l'aventure humaine. En procédant ainsi, il les présentera comme des événements humains, répondant à des exigences humaines et il donnera à l'enfant, en même temps que le vrai sens de l'homme, la conscience authentique d'un avenir qui est volonté et possibilité de dépassement. L'essentiel, disait encore Langevin, c'est de marquer le sens du mouvement et on ne peut le faire qu'en enseignant intelligemment le passé puisque c'est le passé qui explique le présent et qui prépare l'avenir.

Ainsi, l'expression d'un monde dont « l'essence » est « l'existence » et où le « devenir » apparaît à la fois comme l'explication la plus pertinente du passé et l'espoir d'un avenir généreux, la philosophie contemporaine justifie tou-

jours davantage et précise les exigences d'un humanisme dynamique selon lequel l'homme s'empare des responsabilités majeures. L'homme d'aujourd'hui doit savoir, et il appartient à l'école de le lui montrer, qu'il est en grande partie l'artisan et le maître. Dans le domaine des sciences de la nature comme dans celui des sciences de l'homme, toute formation qui néglige la perspective historique relève d'une pédagogie mesquine et inadéquate.

A. CLAUSSE.

DIALOGUE avec...

LES ECONOMISTES

QUELQUES CERTITUDES ET INTERROGATIONS DES ECONOMISTES.

Praticien de l'économie, nullement enseignant, je n'ai pas compétence pour parler de la formation économique à l'école et je ne le ferai pas(1). Par contre la pratique quotidienne du métier d'économiste auprès des administrations publiques et des entreprises me permet peut-être de parler de quelques certitudes et interrogations que cette pratique engendre.

Je partirai d'exemples que je n'ai pas choisis tout à fait au hasard : la répartition des revenus, l'usage des revenus et enfin la liaison entre les revenus et la production.

*
* *

Il est un fait que les inégalités des revenus sont en France plus prononcées que dans beaucoup de pays aussi « évolués ». Là où les écarts sont de 1 à 10 en France, ils sont parfois en Allemagne ou aux Etats-Unis de 1 à 6 environ.

Des raisons d'ordre économique existent à l'origine de ce fait. D'une part il est possible que dans notre pays le déséquilibre entre besoins et disponibilités de travailleurs entraîne plus qu'ailleurs un excédent de manœuvres et un manque de personnel de qualification professionnelle élevée; et ceci accentue la tendance à rémunérer les manœuvres moins fortement qu'en d'autres pays, et les cadres plus fortement. D'autre part, il existe en France beaucoup d'entreprises peu modernes qui ne peuvent tenir face à leurs concurrents qu'en distribuant des salaires faibles et ce sont les ouvriers — non les cadres, rares dans ce genre d'entreprises — qui font les frais d'une telle situation.

Mais ces deux motifs économiques n'expliquent pas complètement le surcroît d'inégalité de la répartition des revenus en France. En effet dans les années récentes, l'un et l'autre ont perdu de leur force, or l'inégalité est pratiquement restée la même. Une raison plus profonde existe donc qui tient aux mentalités des Français autant et peut-être

(1) Cet article publié dans la revue *Enseignement 70*, reprend le texte d'un exposé présenté au cours d'un colloque de professeurs d'histoire et de géographie, tenu en décembre 1968, au Centre International de Pédagogie à Sèvres.

plus qu'à la situation de l'économie française. Si l'on veut parler de déterminisme en cette matière, ce déterminisme-là repose en bonne partie sur la manière dont les hommes, aux différents postes de travail — manœuvres, ouvriers professionnels, ... direction — pensent et vivent leurs relations mutuelles, que celles-ci soient personnelles ou collectives.

C'est dire qu'une politique volontaire de réduction des inégalités des revenus du travail se heurterait en France davantage à l'obstacle des mentalités et aux structures sociales qu'elles engendrent qu'aux contraintes économiques. Réduire progressivement du tiers ou de la moitié l'inégalité actuelle n'aurait de soi aucune conséquence économique redoutable, et ne bouleverserait pas le type de croissance que connaît notre pays pour peu que les efforts suffisants de formation professionnelle aient été accomplis à temps.

Par contre la réussite d'une telle politique requerrait une modification profonde des esprits et des rapports sociaux.

Il y a là, me semble-t-il, un bon exemple de la façon dont tout effort pour qualifier correctement l'importance des contraintes économiques, permet à la conscience politique d'atteindre une certaine maturité; sous-estimer ces contraintes conduit en effet à l'utopie, en exagérer la portée enferme dans le fatalisme.

*
* *

Dans le domaine économique beaucoup de faits sont entourés ainsi d'une sorte de déterminisme incomplet, sont pris dans une zone mixte partiellement offerte, partiellement soustraite aux prises d'une analyse de type scientifique. Il s'ensuit que la connaissance rigoureuse et contrôlée, en économie, se heurte souvent à des impossibilités et toujours à des limites.

Tous les historiens connaissent les travaux du statisticien allemand Ernst ENGEL qui, le premier sans doute, mit en évidence la relation qui existe entre la dépense alimentaire et le revenu des familles(1); il énonça un résultat tout à fait exact :« Lorsque le revenu s'accroît, la part de la dépense alimentaire dans le budget familial décroît » (et donc la part des autres dépenses s'élève).

La connaissance de ce genre de « loi » est utile puisqu'elle permet de faire des prévisions sur l'évolution de la demande de biens alimentaires lorsqu'on a une idée de l'évolution future des revenus; ou qu'elle « explique » un certain nombre de phénomènes historiques tel le fait que, dans tous les pays du monde, le revenu agricole croît moins vite que le revenu national.

(1) Par exemple *Les coûts de la vie des familles ouvrières belges*, 1895.

Depuis 1930 environ, de considérables travaux sont menés par plusieurs économistes pour préciser notre connaissance de cette loi, estimer la valeur de ses paramètres dans les différents groupes humains et finalement réduire l'imprécision de son énoncé. Des progrès importants sont enregistrés chaque année, mais il est bien évident que jamais l'on ne parviendra à une loi qui ait une valeur prédictive totale; la relation sur laquelle elle porte — comme chacun le sait, mais il est utile de le méditer pour ne pas se leurrer sur le savoir économique — n'est pas déterministe; elle est statistique. La loi que l'on énonce ne vaut qu'*en moyenne* pour les familles de tel revenu, et telles autres conditions socio-économiques. Elle est entachée d'une indétermination tenant à la variété des comportements de chaque famille.

L'exemple est privilégié car nous sommes loin de connaître aussi bien d'autres relations économiques, par exemple celles qui existent entre la recherche technique et le progrès industriel. Il illustre d'autant mieux quelle est la limite de nos certitudes; dans les meilleures circonstances, celles où le savoir économique accède au statut scientifique, l'économiste doit modérer ses ambitions et renoncer à saisir la réalité dans toute sa richesse. C'est à ce prix du reste, comme il en est dans toutes les autres sciences, qu'il progresse et peut être utile. Il semble important que ceux qui enseignent l'économie, surtout à des jeunes, soient bien pénétrés du sens de ces limites.

*
* *

Il ne s'agit pas de proclamer que la connaissance économique est un tissu de choses vaines et imprécises. Je crois tout au contraire que cette attitude soupçonneuse peut être liquidée à partir du moment où, quittant la sphère des discours pseudo-économiques qui ont la prétention de tout éclairer, on se penche sur les quelques aspects de notre histoire ou de notre avenir que la réflexion économique rigoureuse maîtrise en partie. J'en prendrai un exemple, particulièrement simple et transmissible à tous, celui des relations, au niveau d'une nation, entre la production et les revenus.

Pour comprendre cette relation il faut correctement définir la production d'un pays : c'est la somme des valeurs ajoutées aux matières brutes, aux demi-produits ou aux produits finis par la combinaison du travail, de l'intelligence et du capital, ceci dans toutes les entreprises et lieux où travaillent des hommes (la valeur ajoutée par exemple dans une usine de meubles, c'est la valeur des meubles fabriqués moins la valeur du bois, de l'électricité, des colles... qui sont « entrés » dans la fabrication de ces meubles).

Cette valeur créée par le travail des hommes appuyé sur les richesses naturelles et sur les équipements existants a pour contrepartie les revenus distribués de façon directe ou indirecte : salaires, charges sociales, revenus des entrepreneurs... « Valeur ajoutée » et ressources

distribuées ou mises en réserve pour assurer les équipements de demain sont donc liées. A l'échelle d'une nation, sauf endettement envers les pays étrangers, les deux grandeurs s'ajustent l'une sur l'autre.

Mais il faut aller plus loin, Les ressources s'orientent vers la consommation, l'achat de logement, de machines, la construction de lycées, de routes..., c'est-à-dire vers l'utilisation des biens et services produits. D'où un nouveau lien entre production et revenus.

L'ajustement des deux grandeurs n'est pas automatique; il se réalise de manière plus ou moins heureuse, aux dépens de tel ou tel groupe, de telle ou telle opération. Transposé à un niveau plus complexe, c'est un peu le phénomène auquel est soumis tout budget familial où la somme des dépenses ne peut pas dépasser la somme des ressources, augmentée des capacités d'emprunt. Si la famille doit faire face à des charges nombreuses et dont plusieurs regardent l'avenir, le bouclage du budget requiert beaucoup de prévision et de cohérence pour éviter les fins de mois difficiles. A l'échelle de la nation, le bouclage est évidemment plus ardu parce que les acteurs en présence, et les actions à mener sont innombrables. Les contraintes sont aussi fortes, mais elles ont leurs « amortisseurs » particuliers qui se nomment : commerce extérieur, variation des prix et variation des stocks.

Imaginez que l'on décide un beau matin d'accroître pratiquement tous les revenus de 10 % alors qu'on se trouve dans une situation où l'appareil économique ne peut du jour au lendemain produire 10 % de plus. Ce sont précisément ces trois amortisseurs qui vont supporter le choc. Les revenus nouveaux vont chercher à s'employer dans des achats que l'économie ne pourra satisfaire qu'en prélevant sur les stocks qui ne sont pas considérables, en diminuant les exportations et en augmentant les importations; ceci ne suffisant pas encore et les chefs d'entreprise se trouvant devant une demande très forte, plus forte que celle qu'ils peuvent satisfaire, vont augmenter leurs prix et une partie du pouvoir d'achat distribué va être ainsi perdu.

Qui a compris cet enchaînement s'orientera évidemment de bien meilleure façon et contribuera peut-être dans son pays à éviter que l'on recoure à des mesures économiques illusoires et dangereuses. Les conseils des économistes aux gouvernants ne suffisent pas à parer à tout danger de cette espèce. L'opinion publique a bien souvent un plus grand poids que ces experts; c'est là une chose heureuse, à condition que l'opinion soit informée.

De ce point de vue on pourrait souhaiter que la liaison entre production et revenus, brièvement rappelée ici, soit méditée dès les bancs de l'école.

Il doit être évident toutefois que ce schéma, en raison de sa simplicité même, ne suffit pas, et de très loin, pour interpréter la vie économique d'un pays et que, d'un temps ou d'un lieu à l'autre, il n'est pas

toujours transposable. Il est défaillant en particulier sur un point qui n'échappe à aucun historien; parmi les trois pôles qui le constituent — production, distribution des revenus, dépenses — il ne dit pas où est l'initiative; il n'apprend pas qui pilote la croissance économique. Le schéma explique comment les phénomènes s'enchaînent, il ne dit pas d'où peut partir le mouvement. Les économistes ont longtemps pensé que dans les sociétés occidentales modernes, c'était la « demande finale », c'est-à-dire essentiellement les goûts et les besoins des familles, qui orientait tout le système; ils estiment plutôt maintenant que ce sont les progrès techniques et les décisions des producteurs qui sont à l'origine du mouvement. Le débat n'est pas clos et les explications que l'on avance ne sont guère plus que des hypothèses; il en était déjà ainsi au XVIII[e] siècle. François QUESNAY, l'inventeur du schéma dont on a parlé plus haut, le médecin de la Pompadour, affirmait que dans la France agricole qu'il observait, c'étaient les propriétaires fonciers qui détenaient l'initiative économique. Il n'est pas sûr que tous les historiens se rangent à ce point de vue.

*
* *

Ces quelques exemples illustrent deux convictions partagées par beaucoup de praticiens de l'économie.

La première consiste à penser que la vie de notre société, sous son aspect économique, se laisse en partie analyser de façon rationnelle. Il faut pour cela que l'on mette en place quelques notions simples qui, telle celle de la « valeur ajoutée » sont sous-jacentes à toutes les descriptions économiques modernes; et surtout que l'on soit familier des interactions importantes qui président à la vie économique d'une nation, aussi familier que l'élève des écoles primaires l'est avec la relation existant entre le prix de vente, le prix de revient et le bénéfice.

La seconde conviction, tout aussi forte que la précédente concerne les limites de notre métier. Aussi poussées que soient l'analyse et la prévision économiques, elles n'éclairent pas tout, elles ne peuvent décider de toute la vie économique. Deux types d'indétermination s'y opposent; l'indétermination au niveau des fins, constitutive de l'économie parce que celle-ci ne se prononce que sur les moyens; l'indétermination sur les meilleurs moyens pour atteindre des fins données, qui subsistera aussi longtemps que la connaissance scientifique des comportements humains restera partielle, c'est-à-dire toujours.

Méconnaître les interconnexions fondamentales de la vie économique ou, à l'opposé, croire que l'analyse économique peut tout régler et fonder à elle seule une politique économique sont des illusions qui entretiennent le manque de formation des esprits en ces domaines. De telles lacunes exposent à de bien grandes erreurs ou plus souvent encore, pour la plupart des citoyens d'une nation ou des salariés d'une entreprise, à une grande passivité.

Michel GUILLOT.

INFORMATION HISTORIQUE

LA NAISSANCE DES PARTIS POLITIQUES A ATHENES AU TEMPS DE PERICLES.

Dans la première partie de *l'Athenaion Politeia*, Aristote, rappelant les principales étapes de l'histoire d'Athènes et de l'établissement de la démocratie athénienne, est souvent amené à évoquer l'existence de véritables partis politiques. Et même lorsque les groupes qui s'opposent se désignent eux-mêmes par des noms géographiques, comme ce fut le cas à la veille de la prise du pouvoir par Pisistrate, il éprouve le besoin de traduire en termes politiques ces différentes dénominations (1).

On a depuis longtemps démontré que, ce faisant, Aristote plaquait sur la réalité de l'Athènes archaïque les conditions de son époque. Il devient dès lors intéressant de tâcher de préciser le moment où se sont réellement affrontés des partis, c'est-à-dire des groupes d'hommes rassemblés par des intérêts communs et une même idéologie.

Un texte à cet égard mérite d'être examiné de plus près : c'est un passage de la vie de Périclès de Plutarque, dans lequel celui-ci rappelant le conflit qui opposa Périclès à Thucydide d'Alopékè dit à propos de ce dernier : « il ne laissa pas ceux qu'on appelait les gens de l'élite s'éparpiller et se confondre comme auparavant dans le peuple où leur prestige était éclipsé sous le nombre ; il les en sépara et, ramassant ensemble la puissance de tous, il lui donna du poids et redressa ainsi le fléau de la balance. Jadis, c'était une sorte de paille cachée, comme celle du fer, qui marquait la différence entre les deux partis démocratique et aristocratique, mais la lutte et la rivalité de ces deux hommes déterminèrent une coupure très profonde qui sépara les deux groupes désormais appelés, l'un le peuple, l'autre la minorité *(Périclès*, 11,2-3).

L'affirmation de Plutarque est-elle exacte, et a-t-on d'autres moyens de la vérifier, c'est ce que nous allons essayer de démontrer dans les lignes qui suivent. Une première remarque s'impose d'abord : qui dit partis politiques dit aussi groupes antagonistes et groupes conscients de l'opposition de leurs intérêts. Or il est bien certain que la politique athénienne est longtemps restée entre les mains d'une minorité, les chefs des clans aristocratiques, qui pouvaient s'opposer entre eux pour le contrôle de la cité, mais qui ne représentaient pas des groupes sociaux antagonistes. Le premier événement politique d'importance dans l'histoire d'Athènes, la conspiration de Cylon, est en réalité

(1) *Athenaion Politeia*, XIII, 4-5 ; cf notre article *Classes sociales et Régionalisme à Athènes au début du VI^e siècle*, dans *L'Antiquité classique*, I. XXXIII, 1964, p. 401 sqq.

la tentative d'un jeune aristocrate pour s'emparer de la cité avec l'aide du tyran de Mégare. Si Mégaclès, pour lutter contre lui, a dû faire appel au *démos*, celui-ci a joué le rôle de force d'appoint et l'initiative de la lutte n'est pas venue de lui. (2)

La première apparition du *démos* en tant que force politique réelle dans la vie d'Athènes se place au moment de l'archontat de Solon. Mais les poèmes de celui-ci ne laissent planer aucune équivoque quant à ce qui l'avait amené à se dresser contre les Eupatrides : c'était la crainte de tomber en esclavage d'abord, le manque de terre ensuite ; nulle revendication politique ne venait renforcer ce qui n'aurait été qu'une insurrection de la misère, si Solon en accordant au *démos* une partie de ce qu'il désirait n'avait réussi à préserver la paix de la cité. C'est précisément le caractère partiel des réformes de Solon qui explique quelques années plus tard la reprise de l'agitation et la venue au pouvoir de Pisistrate. Mais le tyran, s'il appuya sur le *démos* et lui accorda de substantiels avantages, entendait bien garder pour lui seul l'autorité dans la cité (3).

Avec Clisthène, les choses changent quelque peu. Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur l'importance du personnage et la nature des réformes qu'il entreprit à Athènes et qui devaient avoir une telle importance dans l'histoire de la cité (4). Un fait demeure certain : si Clisthène choisit de « faire entrer le *démos* dans son hétairie », c'est que le poids de celui-ci ne pouvait plus être négligé. Mais s'il lui donna les moyens d'exercer désormais le pouvoir souverain, ce n'était pas pour satisfaire à des revendications précises, non plus qu'au nom d'un idéal démocratique. Dans un contexte intellectuel, politique et social particulier, Clisthène établissait entre les citoyens athéniens *l'isonomie*, condition première de l'apparition de la démocratie. Mais il restait encore à cette démocratie à devenir une réalité.

Or il est bien certain qu'il fallut pour cela plus d'un demi-siècle. Les luttes politiques qui marquèrent le début du siècle et virent pour la première fois entrer en application la loi sur l'ostracisme (5) ressortissent encore du type traditionnel des luttes de faction entre chefs de clans aristocratiques. La présence parmi eux d'un homme nouveau comme Thémistocle n'infirme pas cette remarque générale : à une époque où entre le noble et l'aventurier la frontière n'est pas très nette (cf les deux Miltiade) il est relativement facile de se créer une noblesse, ce que ne manqua pas de faire d'ailleurs Thémistocle (6) et si le danger perse d'abord, le danger spartiate ensuite deviennent les thèmes à propos desquels se font les clivages et se développent les antagonismes, ce sont encore des questions d'intérêt privé, plus que d'intérêt général qui les déterminent.

(2) THUCYDIDE I, 126, 3 sqq, HERODOTE V, 70, 2 ; cf L. MOULINIER, *R.E.A.*, 1946, pp. 182 et sqq. Cl. MOSSE, *La tyrannie dans la Grèce antique*, pp. 51-2.
(3) *Ibid*, 67.
(4) cf P. LEVEQUE et P. VIDAL NAQUET, *Clisthène l'Athénien*, Paris, 1964.
(5) ARISTOTE, *Athenaion Politeia*, XXII, 4 : il s'agit de l'ostracisme d'Hipparchos, du dème de Kollytos, tenu pour « ami des tyrans ».
(6) PLUTARQUE, *Thémistocle*, I, 4.

Déjà cependant les conditions sont en train de changer. Car si Thémistocle a pu avoir des raisons personnelles de mener une lutte acharnée contre le grand Roi, ses raisons rejoignent l'intérêt du *démos* athénien, et la victoire sur les Perses est ressentie comme une victoire *nationale* par tous les Athéniens. De même quand Cimon élabore une grande politique égéenne qui annonce celle de son adversaire Périclès, c'est certes parce qu'il a des intérêts en Chersonèse, mais ce faisant, il agit *aussi* au mieux des intérêts du peuple athénien pour lequel la possession et le contrôle des détroits est une nécessité vitale. C'est pourquoi Périclès, qui sanctionne ce rôle croissant du *démos*, après les lois d'Ephialtès privant l'Aréopage de ses pouvoirs au profit de la Boulé des Cinq Cents et de l'Héliée et fait du *démos* un corps réellement souverain, n'en poursuit pas moins sur le plan de la politique extérieure la voie tracée par Cimon, en liant définitivement l'empire et la démocratie. Il est vrai qu'à propos de ce même Périclès, Thucydide, qui savait de quoi il parlait, dit que, de son temps, le régime de la cité était une démocratie de nom, mais une monarchie de fait (7). Maître en dernier ressort de toutes les décisions qui engageaient la vie de la cité, le *démos* s'en remettait à Périclès pour qu'il agisse au mieux de ses intérêts. Or si nous en croyons le témoignage de Plutarque, c'est alors et alors seulement que les « gens bien », ceux que la littérature politique de la fin du siècle appelle les *kaloi kagathoi*, s'organisèrent pour la première fois en un vértible parti.

De fait, il est permis de penser que, quelle qu'ait pu être l'autorité personnelle du grand stratège athénien, elle ne se maintenait que parce qu'elle allait dans le sens des intérêts du *démos*. C'est que le poids réel de celui-ci dans la détermination de la politique athénienne se faisait sentir de plus en plus concrètement. Dès lors la démocratie devenait une réalité, et il n'est pas étonnant que le mot fasse alors une apparition dans le vocabulaire politique grec (8).

Quelles sont les raisons qui poussent les *kaloi kagathoi* à remettre en cause le régime lui-même ? Les propos qu'Hérodote prête à Mégabyse (III, 81) apportent déjà un premier élément d'appréciation : le peuple est ignorant, il est sensible à la flatterie et se laisse entraîner par de mauvais chefs, il est inconstant ; on ne saurait donc lui confier le soin de prendre les décisions qui engagent la vie de la cité. Quelques années plus tard, l'auteur anonyme de la *République des Athéniens* reprend ces griefs en les complétant, mettant l'accent non seulement sur l'ignorance du *démos*, mais aussi sur l'inefficacité et la lenteur des institutions démocratiques, un argument qu'on retrouvera dans la littérature politique du IV^e^ siècle et qui prépare le développement des théories monarchistes. Mais du texte du Pseudo-Xénophon, il ressort aussi que les griefs de ceux qu'on appelle maintenant les oligarques opposent à la souveraineté du *démos* ne sont pas seulement dictés par des positions de principe, mais aussi par des raisons d'intérêt ; parce qu'elle est le gouvernement des pauvres, la démocratie ne peut qu'être hostile aux riches et ceux-ci doivent donc s'en défier. Là encore, le thème sera repris et développé au cours de la

(7) THUCYDIDE, II, 65, 9 ; cf PLUTARQUE, *Périclès*, 9, 1.
(8) Hérodote en ignore l'usage dans son fameux dialogue du livre III qui est pourtant la première expression qui nous soit parvenue d'une critique de la démocratie.

guerre du Péloponnèse quand le poids des dépenses militaires et les dévastations opérées par les armées lacédémoniennes cimenteront l'opposition des oligarques et d'une partie de la paysannerie athénienne. Mais on peut penser que déjà avant le déclenchement de la guerre, certains aspects de la politique impérialiste entraînaient des dépenses dont le poids reposait sur les riches. Le siège de Samos par exemple dut être une expédition fort coûteuse, et l'on peut supposer qu'elle suscita bien des mécontentements (9).

Enfin il est permis de poser une dernière question : tous les adversaires de la démocratie athénienne se sont plu à opposer à Périclès ses successeurs indignes. Or il est frappant qu'à ceux-ci on reproche leur mauvaise éducation (Eléon), leur activité « banausique » (Cléon, Hyperbobos, Cléophon). Ce ne peut être là un simple fait du hasard. Il est caractéristique qu'alors qu'au début du siècle, le *démos* élisait comme stratèges des hommes appartenant à l'aristocratie, seule réelle classe politique, dans la seconde moitié du Ve siècle, il désigne par ses suffrages des hommes, riches certes, mais sans lien avec l'aristocratie des *Genè*, des artisans, des hommes de la ville. Il y a là assurément un fait nouveau, qui tient à la fois au développement considérable de l'artisanat athénien au cours du Ve siècle, mais aussi au poids accru du *démos* urbain qui se dégage définitivement des vieux liens de clientèle à l'égard des *genè* aristocratiques, et choisit *parmi les siens, ses* dirigeants. Or il y avait là une situation intolérable pour les représentants de l'aristocratie traditionnelle, et ils ne se sont pas fait faute de la dénoncer. Mais alors ne peut-on penser que le mouvement avait déjà commencé du vivant de Périclès, la personnalité de celui-ci laissant dans l'ombre des hommes d'origine modeste dont cependant l'accès aux plus hautes magistratures paraissait intolérable à ceux qui jusqu'alors en avaient seuls le privilège ? C'est là une hypothèse, mais elle n'a rien d'invraisemblable. En tous cas une telle situation jointe à tous les autres griefs formulés tant dans les propos de Mégabyse que dans ceux du Pseudo-Xénophon explique qu'un parti oligarchique ait pu se constituer à Athènes au temps de Périclès, rassemblant ceux qui n'approuvaient pas le tour nouveau pris par le régime démocratique, et qui en était la conséquence même. Ce parti avait-il un programme dès ce moment là ? Il n'est pas facile de le prouver. En tout cas on peut penser que c'est à ce moment-là que l'on commence à élaborer la théorie de la *patrios politeia*, que furent peut-être rédigées ces pseudo-constitutions de Solon et de Dracon dont Aristote devait faire l'usage que l'on sait (11).

Le caractère principal en était que les thètes étaient exclus des délibérations publiques et des tribunaux, et que les fonctions publiques n'étaient pas rétribuées. Seuls pouvaient participer de plein droit à la vie politique ceux qui étaient à même de servir comme hoplites. A partir de ce point de départ, on devait par la suite élaborer des programmes plus précis qui verront le jour

(9) On ne sait pas à combien s'éleva le montant des dépenses occasionnées par le siège de Samos, mais quelques années plus tard le siège de Potidée coûta à la cité 2000 talents (THUCYDIDE, II, 70, 2).

(10) A l'exception toutefois de Platon qui n'est pas tendre pour le grand stratège athénien du Ve siècle et le blâme tout autant que les démagogues de la fin du siècle.

(11) Sur ce problème cf E. RUSCHENBUSH, Patrios Politeia, *Theseus, Drakon, Solon und Kleisthenes in Publizistik und geschichtsschreibung des 5 and 4 Jahrunderts* v. chr., dans *Historia*, XII, 1958, pp. 398-424.

au moment des deux révolutions oligarchiques de la fin du siècle. Il est douteux que de tels programmes aient existé dès l'époque de Périclès. La guerre, en aggravant les antagonismes, en permettant aussi la confrontation avec d'autres modèles (12), allait permettre leur développement. Leur diversité aussi, car en poussant une partie de la paysannerie dans une attitude de plus en plus résolument hostile à la guerre (13), elle en faisait une alliée naturelle des oligarques. Et si certains d'entre eux demeuraient résolument hostiles à toute participation du *démos* à la vie politique, d'autres, dont le plus célèbre est Théramène, comprenaient que pour se ménager cette alliée, il fallait lui laisser une part du pouvoir dans la cité. D'où l'apparition des programmes modérés qui s'efforceront sans succès de s'imposer en 411, puis en 404. Encore une fois, ces nuances n'existaient sans doute pas encore au temps de Périclès. Mais elles étaient en germe dans cette naissance d'un parti oligarchique à Athènes autour de Thucydide d'Alopékè.

Y eut-il dès ce moment-là, en face de ce parti oligarchique, un parti se réclamant de la démocratie ? Il est difficile de répondre sur ce point de façon affirmative. Mais le dialogue d'Hérodote contient déjà les éléments d'une doctrine de la souveraineté du *démos* qui se retrouve, développée, dans l'oraison funèbre de Périclès (*Thucydide*, II, 38 et ss) et dont le pamphlet du Pseudo-Xénophon est comme la parodie. Cette doctrine, on en retrouve l'écho dans les propos que Thucydide prête aux soldats athéniens de Samos en 411 (VIII, 76). Elle repose essentiellement sur deux principes : la loi de la majorité, et la possibilité pour tous, si modeste soit leur origine, de participer à la vie politique et de décider des affaires de la cité.

Mais l'existence d'une doctrine démocratique qui a dû s'élaborer pour répondre aux critiques des adversaires du régime dont elle prend exactement le contrepied n'implique pas nécessairement l'existence d'un parti démocratique ; tout au plus y avait-il des hommes qui face à ces attaques qui se multipliaient, s'affirmaient prêts à justifier le régime et à le défendre. Et c'est seulement au cours de la guerre qu'ils en viendront à se concerter, singulièrement à partir du moment où les oligarques passeront à l'action. Jusque-là en effet, leur fidélité au régime ne leur interdisait pas des prises de position divergentes sur des questions politiques, singulièrement, en matière de politique extérieure, sur l'attitude à adopter à l'égard des alliés. Si le *démos* dans sa grande majorité était favorable à l'*archè* exercée par Athènes en mer Egée, il y avait parmi les dirigeants de la démocratie des hommes qui sans remettre en cause la légitimité de cette *archè*, aurait souhaité qu'elle s'exerçat de façon plus juste. Tel était aussi l'avis de Thucydide qui à plusieurs reprises prête à ces hommes des propos allant dans ce sens. (14). La guerre cependant allait durcir les positions, lier plus étroitement le maintien du régime à celui de l'empire, et rejeter les modérés du côté des oligarques. Dès lors, il existe un parti démocatique, dont les

(12) cf A.D. LARSEN, *The Beotian Confederacy and fifth century Oligarchic Theory*, dans TAPA, LXXXVI, 1955, pp. 40-50.

(13) Du fait de l'abandon des campagnes préconisé par Périclès au début de la guerre puis des dévastations, opérées par les armées lacédémoniennes en territoire athénien. Sur ce point les comédies d'Aristophane apportent de précieuses indications.

(14) cf en particulier, le discours de Diodotos en III, 42 et sqq.

chefs s'appellent Androclès, Thrasybule, Thrasylos, Cléophon, qui rassemblent autour d'eux la masse du *démos* urbain, et tous ceux dont les intérêts sont liés au maintien de l'empire. Ce sont ces hommes qui en 411 préparent le soulèvement des soldats à Samos, et condamnent ainsi la révolution oligarchique à l'échec. Ce sont ces hommes qui dirigent la cité entre 409 et 404, qui font adopter par l'assemblée le redoutable décret de Demophantos contre quiconque tenterait de renverser de nouveau le régime (15), qui s'appuient résolument sur les pauvres auxquels ils font verser la diobélie, qui n'hésitent pas enfin à émanciper des esclaves pour les faire servir sur la flotte et assurer la victoire des Arginuses. Allaient-ils jusqu'à souhaiter comme le prétend Théramène (*Helléniques*, II, 3,48) que participent à la *politeia* « les misérables prêts à vendre la cité pour une drachme et les esclaves » ? C'est sans doute aller un peu loin, et il n'y a en particulier nulle trace dans ce parti démocratique d'une quelconque pensée anti-esclavagiste. On s'est même souvent plu à insister sur le conformisme des chefs démocrates, qui en 403, après la restauration du régime, refusèrent d'accorder le droit de cité aux métèques qui avaient combattu aux côtés des gens de Phylé, et quelques années plus tard condamnèrent Socrate pour non-conformisme. Il faudrait cependant ne pas oublier que l'amnistie et la réconciliation négociées par l'intermédiaire de Pausanias entre gens du Pirée et gens de la ville avaient en fait permis à ces derniers de se maintenir à la tête de la cité. Il n'est pas exclu qu'à part Thrasybule, qui faisait un peu figure de héros national, les chefs démocrates aient été éliminés, du moins les plus avancés d'entre eux, au bénéfice de ces modérés qui désormais ne songeront plus à remettre en cause le régime dont ils chercheront seulement à contrôler le fonctionnement (16). Ils y seront aidés par le désintérêt croissant du *démos* pour la vie politique qui caractérise le IV^e^ siècle. Mais c'est là un autre problème.

La seconde moitié du V^e^ siècle apparaît ainsi comme le moment essentiel dans la formation des partis politiques à Athènes. Moment qui sera bref, mais qui est à l'origine de la naissance de la science politique.

Cl. MOSSE.

(15) ANDOCIDE, *Mystères*, 96-98.

(16) On sait qu'Anytos qu'Aristote présente comme un modéré (*Athenaion Politeia*, XXXIV, 3) est l'un des dirigeants d'Athènes après 403 et sera l'un des accusateurs de Socrate. Les propos que Xénophon prête à Thrasybule dans le discours qu'il prononça devant l'assemblée après la réconciliation indiquent bien que la démocratie restaurée serait modérée : « Je vous demande, vous mes amis, de ne rien transgresser au serment qui vous lie, mais de montrer, à côté de vos autres vertus, votre respect de la foi jurée et votre piété ». Et Xénophon conclut : « après ces paroles et d'autres du même genre, et la *recommandation d'éviter* toute agitation révolutionnaire et d'appliquer au contraire l'ancienne constitution, il congédia l'assemblée » (*Helléniques*, II, 4, 42). Thrasybule devait d'ailleurs lui aussi être écarté.

AUX ORIGINES DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL : LIEGE 1886.

Le 18 mars 1886, à la soirée, un banquet d'adieu clôture la visite faite à Liège par l'illustre maëstro Franz Liszt. Les *Disciples de Grétry*, chorale réputée, lui donnent la sérénade. Ils chantent *Germinal*, cantate exaltant le noble labeur du mineur.

« *Lève ton front avec fierté,*
« *Mineur ! Ton sang versé, tes sueurs, ta souffrance,*
« *Germeront pour la vie et pour l'humanité !* »

La brillante compagnie pour l'occasion assemblée rend grâce aux richesses de la terre du ravissement qu'elles lui procurent. Le mineur en est l'instrument, qu'il en soit loué !

Ce même soir, à la même heure peut-être, les glaces du restaurant Mohren, au Pont d'Avroy, où se tient la réunion, s'effondrent fracassées par ces mêmes mineurs, êtres de chair et de sang.

C'est un monde qui s'effondre ! L'émotion mise à part, qui des convives du festin s'en est rendu compte ? Franz Liszt entre à Vienne le lendemain. Le rhume contracté à Liège l'emportera dans la tombe quelques jours plus tard.

Tout le sillon Sambre-Meuse est en ébullition. Trop longtemps contenue, la colère, soudain, a éclaté.

Le 18 mars 1886, c'est le quinzième anniversaire de la *Commune de Paris*. Qui s'en souvient encore en cette fin d'hiver ? Trente cinq mille morts, cela s'oublie vite lorsque la justice du régime couvre les excès. On pardonne moins volontiers les quelques dizaines d'otages massacrés par des rebelles affolés. Une poignée d'anarchistes liégeois : Jean Joseph Rutters, François Billen, Edouard Wagener a décidé de commémorer l'événement.

Les circontances doivent paraître favorables à ce groupuscule qui depuis janvier 1886 multiplie les initiatives. L'Occident européen, les Etats-Unis d'Amérique mêmes, connaissent les effets dramatiques de la crise qui depuis de longs mois ébranle l'industrie et le commerce.

Le premier de l'an, à Bruxelles, au Palais royal, le vice-président du Sénat dans son compliment aux souverains déplore l'aggravation de la crise. Il appelle les pouvoirs publics et les citoyens à leur devoir. Le gouverneur de la Banque nationale a cependant enchaîné par ces mots : « Toute entrave à la liberté de l'industrie ou du commerce ou à la morale naturelle des choses, ne peut que ralentir le mouvement des affaires ». Une intervention ouverte de l'Etat est

délibérément écartée. Il n'est point question de déroger aux règles du libéralisme manchestérien auxquelles la Belgique reste accrochée.

Le même jour, on lit dans le journal *LA MEUSE*, le billet du plumitif de service : « Bonne Année ! ... Le 1er janvier, c'est le jour des pauvres. La mendicité s'étale sans crainte dans les rues. Des enfants malpropres fourrent dans vos poches d'énormes pains à cacheter, des « hosties » disent-ils, qui doivent nous « porter bonheur ». Pour peu, ils vous les colleraient au milieu du dos... »

Cynisme, sarcasme, inconscience ? On peut s'interroger.

Inconscience pour beaucoup : les lettrés, électeurs censitaires, qui trouvent leur pâture quotidienne dans les nombreux journaux conservateurs qu'ils soient libéraux doctrinaires ou catholiques. Ils commandent l'opinion publique. Absorbés par leurs querelles internes, ils ignorent les vrais problèmes. Le journal radical *LA REFORME* note fort bien lors des événements de mars : « Depuis un demi-siècle, les deux coteries de privilégiés qui se succèdent au pouvoir n'ont rien fait pour le peuple, ils l'ont laissé croupir dans l'ignorance, la sauvagerie, la misère », leurs membres « sceptiques, entretenaient le malaise social ».

Ce n'est pas d'hier que ce malaise existe. Apparu avec les premiers effets de la révolution industrielle, il a provoqué quelques inquiétudes, vers 1843, puis vers 1848 par exemple, puis plus tard vers 1862-1863. Les périodes de croissance économique ont suffi à les dissiper, sans faire disparaître pour autant les causes du malaise. Celui-ci reste latent. La longue crise qui suit les années 1870, le porte a son comble. Des mouvements politiques tendent à le matérialiser. L'*Internationale*, ébranlée par l'échec de la Commune, déchirée par des schismes internes, a fait place à des organisations plus actives : socialistes, anarchistes. Une aile radicale, progressiste, se dessine dans le parti libéral traditionnel de Belgique. Des inquiétudes sociales se manifestent chez certains catholiques : « Allons au peuple, Messieurs, c'est dans son sein que s'agiteront désormais les grandes questions de notre temps ». Ainsi s'exprime, à Louvain Albert de Mun, en 1885. Il poursuit : « Allons à l'ouvrier pour le connaître, pour l'aimer. Allons à lui pour savoir ce qu'il souffre et ce qu'il demande ». Vaine exhortation si l'on en juge par l'image idéale que trace de l'ouvrier le milieu louvaniste de 1886 : « Connaissez-vous rien de réjouissant à voir, comme un intérieur d'ouvrier laborieux, sobre et honnête, quand il a la chance d'avoir une femme active et soigneuse. Tout est simple, mais tout est propre ; pas de luxe, mais de l'ordre et de l'aisance. Tout est à sa place, seuls quelques jouets d'enfants sont un peu jetés au hasard ». On paraît se satisfaire d'une transposition, à échelle réduite, des mérites bourgeois. C'est Henry Carton de Wiart, un catholique cependant, qui témoigne : « Ah, ces ménages ouvriers logés dans des mansardes délabrées, où la femme faisait la lessive et la cuisine, tandis que dans une sorte de caisse, des enfants étaient couchés, secoués par la coqueluche, en même temps que déguenillée et dépeignée, une aïeule gémissait, elle aussi étendue sur une pauvre paillasse. Que de fois, le cœur serré, j'avais croisé en chemin, dans ces ruelles et ces impasses nauséabondes, des hommes aux vêtements négligés, au regard dur et hostile à qui j'aurais voulu

apporter autre chose que des paroles de résignation, des bons de soupe ou de charbon ». Il s'agit, hélas, de mémoires rédigés bien après les événements. Ses congénères affirment sans sourciller : « Après une période de grande prospérité, une crise est en quelque sorte nécessaire pour les progrès de l'industrie et pour le bien-être de l'ouvrier ... » Heureuse conscience qui travaille à la prospérité de l'ouvrier, mais qui la subordonne à la sauvegarde du capital : « Sous prétexte et avec l'intention de protéger le travail, on doit bien se garder de faire la guerre au capital, toujours timide et soucieux lorsqu'il s'agit de sécurité. Le capital se porte là où il croit rencontrer le plus de garanties. Si une législation nouvelle, croyant protéger le travailleur, diminuait la sécurité du capital, celui-ci ne tarderait pas, au grand préjudice de nos classes ouvrières, à émigrer vers des pays plus hospitaliers où il trouverait à la fois protection et sécurité ».

Aussi la situation est-elle tragique pour qui ne peut vivre que des fruits de son travail en ce début de 1886. Le chômage enlève toute ressource à un nombre grandissant d'ouvriers. Pour qui travaille, le salaire baisse par rapport au rendement exigé : « La diminution du personnel de 1880 à nos jours, reconnaît le patronat, est le résultat de la crise que nous traversons et de l'effet utile plus grand de l'ouvrier résultant de la remise de certain travaux à l'entreprise. Elle est aussi due à l'installation de nouveaux appareils ». Un estampeur liégeois caractérise bien le drame : « On a voulu diminuer mon salaire sous prétexte qu'une nouvelle machine allait plus vite et que je pouvais faire plus d'ouvrage, mais il fallut travailler plus fort pour suivre la machine et celle-ci allant trop vite, je gâtais l'ouvrage. Je suis parti ».

Les conditions d'hygiène et de salubrité sont pénibles : « Lorsqu'un industriel érige une usine, une fabrique ou un atelier de travail, avoue le Gouverneur de la Flandre occidentale, il cherche avant tout à n'y consacrer que l'espace strictement nécessaire, ce, afin de réduire les frais de premier établissement... ». Un délégué des mineurs sérésiens accuse : « On voit dépérir la race. La plupart des ouvriers sont rachitiques à 30 ans ». Ce que confirme le président du bureau de bienfaisance de Seraing : « La mortalité parmi la classe ouvrière est beaucoup plus rapide que parmi les classes moyennes et aisées », constate une caisse de retraite des vieux. En général, ceux-ci sont sans ressources : « Les salaires étant en général insuffisants et permettant à peine de pourvoir aux nécessités de la vie, on ne doit guère s'attendre à voir réussir de nouvelles tentatives pour propager l'épargne, surtout parmi la classe ouvrière proprement dite ». Qu'à cela ne tienne : « Quand on est arrivé à un certain âge, si on ne peut plus dépenser la puissance musculaire voulue, on vous dit que vous tenez inutilement cette place et cela ne peut plus continuer ainsi. Vous n'avez qu'à chercher une autre occupation, car on procède à votre remplacement, sans nul souci de ce qui peut en résulter », ainsi parle un délégué.

Les enfants sont exploités au détriment des adultes. Un patron avoue : « ... les travaux les plus légers sont confiés aux enfants ; cependant comme les salaires de ces derniers sont inférieurs, on cherche depuis quelque temps à leur faire faire des travaux qu'on ne donnait précédemment qu'aux femmes, et cela afin de diminuer les prix de revient ».

Les malades et les blessés sont abandonnés avec des secours dérisoires et temporaires. Le salaire déjà minime est amputé encore par l'obligation d'acheter au magasin du patron ou du contre-maître. Mais ici, comme ailleurs, la logique libérale est implacable : « Interdire législativement le paiement en nature ! Et pourquoi ? », demande un directeur d'usine liégeois. « L'engagement d'un ouvrier constitue un contrat entre deux parties : qu'y a-t-il de délictueux à stipuler dans ce contrat librement consenti et signé par elles, que le salaire sera complètement ou partiellement touché en nature ? Ce système est très mauvais, il est rempli d'inconvénients, mais il est parfaitement licite ... Toujours cette tendance malheureuse de mettre l'ouvrier en dehors du droit, comme du devoir général. Que la loi, à son égard, soit ce qu'elle est pour les autres classes de citoyens ».

Les questionnaires et les procès-verbaux réunis par la Commission du travail de 1886-1887 accumulent ainsi les témoignages tragiques et, hélas, formels. « Nous nous privons le plus possible, nous mangeons des aliments peu chers. Nous prenons du pain commun très mauvais », confession d'un affamé, pourrait-on croire ? Non ! lot quotidien du travailleur en chambre de Verviers et d'ailleurs, comme en témoigne l'hygiéniste Hyacinthe Kuborn de Seraing, obstiné à réclamer l'intervention des pouvoirs publics.

Le militant socialiste liégeois Omer Wattez décrit les budgets ouvriers insuffisants : « Avec ces ressources, il faut se nourrir, se vêtir et se loger. Aussi, quiconque n'a pas vu de ménages ouvriers, ne peut s'imaginer les conditions de vie de nos travailleurs. En général, ils n'ont qu'une nourriture insuffisante et malsaine, des vêtements d'étoffes communes tombant rapidement en lambeaux, des logements consistant le plus souvent en une ou deux pièces exiguës, à plafond bas, à plancher exhalant les odeurs fétides de la misère, à mur suintant l'humidité et la maladie ».

Qui s'en soucie parmi la bourgeoisie dont les aumônes apaisent les scrupules.

Une entreprise liégeoise, ancienne et florissante s'étonne : « Interdire le travail aux femmes, c'est joli en théorie ! Mais comment doit vivre la veuve d'un ouvrier qui a des enfants ? Les industriels ne demandent pas mieux que de ne ne pas prendre les enfants en dessous de 12 ans ou même 14. Mais c'est encore une ressource que la loi retire au ménage de l'ouvrier chargé de famille. On nous sollicite sans cesse de prendre de jeunes enfants pour soulager certaines misères, des veuves, des estropiés, etc. Une Association charbonnière remarque que les « ouvriers occupés le dimanche et qui font ainsi, au moins, sept journées par semaine (dommage qu'il n'y en ait pas plus), sont généralement des travailleurs rangés, dont l'aisance et la santé robuste contrastent avec celles des ouvriers qui prennent plusieurs jours de repos par semaine ». O lapsus significatif ! Comme on comprend l'angoisse de Jules Destrée, futur ministre de l'Instruction publique, écrivant en ces semaines agitées de 1886 : « Tout ce que j'ai vu ou entendu depuis un mois, tout cela m'a consterné. Je suis épouvanté de voir sous quelles immenses iniquités inconscientes, continues, journalières, tout notre ordre bourgeois est fondé. Et je me demande avec effroi, à être seul ou presque, à m'indigner, si ce n'est pas moi qui ai des idées étranges et le sens moral faussé... Mais la misère ! Mais la faim ! ».

Quel cynisme dans tel propos d'un directeur liégeois lors de l'enquête de la *Commission du travail* : « Toutes ces conceptions philanthropiques sont magnifiques en théorie et sur le papier. En fait, que l'on ne perde pas de vue que la science industrielle consiste à obtenir d'un être humain, la plus grande somme possible de travail utile, en le rémunérant au taux le plus bas. L'organisation de la société repose de plus en plus sur les principes de la liberté individuelle et du *self help*. Les méconnaître c'est faire du socialisme, et, à mon sens, du pire ».

Les socialistes, en effet, avec les anarchistes et quelques radicaux sont les seuls à s'émouvoir et à crier au scandale. Les seuls à prévoir les conséquences funestes de cet état. Louis Bertrand, du jeune *Parti ouvrier belge* écrit dans le nouvel organe de celui-ci, *LE PEUPLE*, fin février : « Les ouvriers ont faim et froid et les magasins sont pleins de marchandises qui restent là, attendant le consommateur qui ne vient pas. Déjà les pauvres commencent à se fâcher... Tout cela ne présage rien de bon et l'on peut se demander comment cela finira ... ».

C'est bien connu, les socialistes sont « les ennemis de l'ouvrier ». Tel est le dernier argument des milieux doctrinaires qui s'effrayent de l'incidence de l'essor socialiste sur l'aile radicale du parti libéral :

« Le Spectre rouge n'est pas une chimère. Le spectre rouge, aujourd'hui même, montre sa face hideuse en Irlande et en France, en Russie et en Angleterre. En Irlande où les crimes agraires sèment la terreur, à Londres, où le pillage, le vol, brisent les vitrines, à Decazeville, où des milliers de malheureux, enrôlés par des scélérats, désertent leur travail et laissent leurs enfants manquer de pain, le Spectre rouge a montré sa face hideuse et agité son linceul sanglant »... « Oui, là est le vrai danger, car il menace l'édifice social, le travail et la liberté... C'est à l'œuvre de la défense et de la préservation sociale qu'il faut appeler tous les bons citoyens, tous les vrais libéraux, et ce n'est pas en décrétant le suffrage universel, en donnant le droit de vote aux ignorants et la toute-puissance électorale aux imbéciles que l'on fera chose utile pour le pays et le salut public... » Voilà qui est clair, définitif.

Ont-ils raison ceux qui se plaignent des affaires et de la misère ? On exagère estime *LA MEUSE* : « Quoique l'hiver ait été rigoureux et dur aux pauvres gens, on n'a pas cessé de dépenser et, dans toutes les classes de la société, de rire et de jouer. Les cabarets n'ont pas désempli, les théâtres ont eu du monde ; les bals, les concerts se sont multipliés et toujours et partout où un plaisir s'achète, la foule s'est portée joyeuse, jetant l'argent sans souci ».

Sans souci ! Telle doit être la position des milieux bourgeois en cette journée du 18 mars 1886 à Liège. La police, sourde aux rumeurs, conclut que la manifestation et le meeting projetés par le groupe anarchiste de Liège ne dépasseront pas l'ampleur des précédentes manifestations, au contraire. Des mesures de sécurité de routine sont prises au dernier moment. Déjà cependant, la physionomie de la ville a changé. Il y règne une animation inusitée. Comme un air de fête, avec des rumeurs curieuses : « Louise Michel, l'héroïne de la Commune, sera présente ! ».

Au sortir des ateliers, les travailleurs traînent sur les trottoirs, l'air indifférent dans le soir qui s'allonge. De la banlieue, dès l'après-dîner, des bandes ont pris la route de la Cité, au son de « chants lugubres », dit un témoin.

Les organisateurs sont débordés dès qu'ils parviennent sur la place Saint-Lambert, à 19 heures. Curieux et manifestants se comptent par centaines, puis par milliers. Beaucoup de jeunes : des « gamins », des « voyous » écriront les journaux et la police. Tout alors se passe très vite. Devant les Assises, Wagener et Rutters plaideront qu'ils ont souhaité amener la bourgeoisie à comprendre l'importance du drame social en faisant défiler en ville tous ces misérables, à prendre conscience de leur condition d'exploités. A la sortie du meeting de la place Delcour, des violences se sont déjà déchaînées dans le quartier de l'Hôtel de Ville : rue Léopold, en Neuvice. Elles reprennent, dans le quartier du Théâre royal, place Verte, au Pont d'Avroy. Vitres brisées, mobiliers malmenés, étalages pillés alternent avec les coups de feu, les jets de pierres, les altercations, les collisions entre manifestants et service d'ordre. La garde civique tout entière, la garnison militaire ont été alertées. Le calme ne se rétablit que tard, laissant sur le carreau des blessés et bon nombre de manifestants en prison. Tout ne fait que commencer. La grève s'étend comme flambée dès le petit jour. Tout le bassin houiller est affecté, la métallurgie reste réticente. Mais déjà des heurts se produisent avec l'armée, en hâte établie dans les usines de la vallée, à Tilleur, à Jemeppe, à Seraing, à Ougrée.

Des fusillades, des bagarres multiplieront dans les jours suivants les victimes. Il y a des morts. Le 25 mars, la fermentation a gagné la région de Charleroi, elle dégénère le 26 en Apocalypse. Les verreries Baudoux flambent à Lodelinsart, le château du propriétaire à Jumet. Ce ne sont pas les seuls sinistres. L'armée précipitamment amenée tire ; grévistes, émeutiers, tombent. Puis, tout redevient calme. Les grévistes abattus mais non découragés reprennent le travail, quand ils en trouvent, sans obtenir de réelle satisfaction. Ils sont fiers et étonnés de leur force soudain révélée.

Théophile Blanvalet, animateur du *Parti ouvrier belge* à Liège constate non sans orgueil : « Maintenant, il existe des sociétés de propagande, des sociétés de résistance, des sociétés coopératives, etc., que je considère comme des moyens d'éducation morale pour la classe ouvrière ». Il parle en août 1886. Avant le 18 mars, il n'y avait pratiquement rien que des mouvements qui à grand peine se faisaient, se défaisaient, tiraillés entre les anarchistes, les démocrates, les libéraux progressistes, toujours en nombre restreint.

Huit mille travailleurs forment maintenant la *Fédération ouvrière de la Meuse*. Ils ont compris où se trouvait leur avenir. Ils défient les patrons qui traquent les meneurs et les affiliés qui osent revendiquer ou se présenter aux séances d'enquête de la *Commission du travail*.

La répression n'a eu d'égale que la crainte éprouvée par les possédants. Dès le 24 mars, les sanctions pleuvent. Presque toutes les peines prononcées atteignent le maximum. Wagener, condamné pour bris de clôture à 6 mois de prison, sera condamné par les Assises à 5 ans plus 10 ans de mise à disposition

de la justice pour excitation au meurtre. La loi est renforcée pour traquer la propagande subversive. La grâce viendra plus tard.

L'armée, célébrée pour son héroïsme en la personne du général Vandersmissen, a donné des motifs d'inquiétude. Une campagne est entreprise pour la réformer et la rendre plus sûre. La gendarmerie voit son budget augmenter. Des indemnités sont votées au Parlement pour réparer les dommages aux industries. Il faut assurer l'ordre et la reprise des affaires.

Au lendemain des troubles de Liège, d'une seule voix l'opinion conservatrice et le gouvernement en avaient attribué la cause à des agitateurs, un complot étranger. Alertées, les chancelleries n'en ont découvert aucune trace, sinon des mouvements analogues qui en Angleterre, en France et ailleurs découlent de mobiles semblables. Ces mobiles il faudra bien les découvrir. Ce sera le rôle de la *Commission du travail* installée en avril 1886. En attendant, la presse de toute tendance se déchaîne. Les socialistes, les radicaux sont accusés des intentions les plus effrayantes, confondus avec les anarchistes ou les meneurs étrangers. Ils doivent être coupables puisqu'ils créent le péril en le dénonçant. Le *Catéchisme du Peuple* largement répandu est désigné comme un des moteurs importants du drame. Son auteur sera condamné, comme le sera Edouard Anseele pour son appel aux soldats : « A Seraing et dans les environs, on force les soldats à tirer sur le peuple. Nous ne pouvons empêcher cette guerre fratricide. Mais vous, pères, mères, sœurs, amantes, vous le pouvez ! Ecrivez vite, très vite, à tous vos parents et amis de l'armée : suppliez-les, au nom de tout ce qui leur est cher, de ne point tirer sur le peuple. Ouvrier ! Les gouvernants et les riches font des meurtriers de vos enfants !... Plaidez la cause de l'humanité et de l'amour du peuple ! ».

Les élections de juin 1886 renforcent la majorité conservatrice catholique, mais si la manifestation socialiste du 13 juin a été interdite, rien n'est terminé sur le plan social. L'agitation persiste, qualitativement mieux orientée. Si les anarchistes connaissent un certain démantèlement de leurs groupes, les socialistes s'organisent et progressent. Une prise de conscience s'est opérée, qui n'a pas nécessairement d'équivalent du côté adverse. La situation de l'ouvrier « n'a pas donné lieu jusqu'ici à des réclamations » déclare aux membres de la *Commission du travail l'Association des maîtres de forge de Charleroi.* Ce ne sont cependant pas les avertissements qui ont manqué dans cette région, spécialement en mars 1886. Il n'y a pire sourd ... !

Il est vrai que certains milieux ne voient les événements qu'en fonction des querelles de parti. « On cherche des anarchistes, mais le vrai coupable c'est la misère ! », peut s'écrier Jean Volders dans ses meetings. Les libéraux accusent « l'influence néfaste du clergé », car « l'Eglise n'est pas faite pour diriger la société moderne ». N'est-il pas étrange s'inquiète un de leurs journaux que les églises et les couvents aient été épargnés ? A l'anticléricalisme rabique répond l'intolérance aveugle : « Si l'édifice social croule, c'est que le libéralisme libre-penseur en a sapé les bases, principalement par l'école et la presse. Les principes religieux sont le seul frein efficace à l'explosion des mauvaises passions qui grouillent dans toute société ». Détourner l'ouvrier de la religion,

« c'est le pousser dans les bras du socialisme, du nihilisme ». « Le mal moral c'est l'absence de religion... ». « L'homme du peuple perd, de jour en jour davantage sous l'action démoralisante de la mauvaise presse et du socialisme cet esprit de devoir et l'abnégation qui lui faisait accepter sa part des charges sociales. Depuis qu'on a réussi à bannir de son cœur les sentiments religieux, il est devenu égoïste et cet égoïsme le suit aussi bien à l'armée qu'à la fabrique ». Voilà qui est bien dit pour des maîtres en égoïsme ! « Il faut se tourner vers le Dieu vivant du christianisme », il faut « enseigner ses lois éternelles aux petits enfants qui dans dix ou quinze ans deviendront à leur tour des patrons, des contremaîtres ou des ouvriers ». Ce ne sont que quelques citations significatives.

A les lire, on pourrait se demander s'il y a vraiment un autre problème, d'autres causes plus profondes. *LA MEUSE* inspirée par l'opposition doctrinaire reconnaît fin mars 1886 : « que les ouvriers sont mécontents et qu'ils souffrent. Il y a une question sociale à résoudre, et elle réclame impérieusement une solution ... Nous réclamons avec instance une enquête, une de ces vastes enquêtes comme on sait en faire en Angleterre, sur l'état de l'industrie houillère et la condition des ouvriers mineurs en Belgique ». L'idée, reprise aux progressistes, aboutit à la création de la *Commission du travail.*

« Quels cris de colère sauvage à travers cette enquête, écrira Victor Arnould, député censitaire d'opinion libérale, et comme ils se comprennent en présence de l'assurance méprisante et froide des patrons, qui se contentent de nier tout, jusqu'à l'évidence, certains d'être soutenus par la force publique qui veille et par la loi qui les couvre ! ».

En novembre 1886, le discours du trône annonce que des projets sont en train pour favoriser la libre formation de groupes professionnels, de conseils d'arbitrage et de conciliation, pour réglementer le travail des femmes et des enfants, pour réprimer les abus qui se produisent dans le payement des salaires, pour construire des habitations ouvrières convenables, pour créer des institutions de prévoyance, de secours, d'assurances, de pension, pour combattre l'ivrognerie et l'immoralité, pour freiner la falsification des denrées alimentaires, pour développer l'agriculture, pour promouvoir l'instruction.

« La population des travailleurs est lasse de son sort, elle aspire à plus de bien-être, elle a soif de justice ... Le mécontentement gagne les plus dignes et commence à troubler les gouvernements qui se sentent les complices des misères des prolétaires ». Ainsi s'exprime au même moment Omer Wattez.

Tous ces problèmes ont été soulevés par les travaux de la *Commission du travail.* Toutefois, si dans son congrès des 25 et 26 juillet 1886, le *Parti ouvrier belge* a réclamé, à Gand, une intervention de l'Etat dans la réglementation du travail, c'est dans une optique opposée que se situe l'esprit du *Congrès catholique des œuvres sociales* tenu à Liège, en septembre suivant.

Les conclusions de la *Commission du travail* et les suites données à leurs constatations iront également dans ce sens de telle sorte qu'on peut affirmer que l'acquis immédiat, mais peut-on parler d'immédiat dans ces circonstances,

n'aura qu'un caractère résiduel bien impropre à satisfaire les besoins profonds révélés si brutalement, le 18 mars 1886, par les événements déclenchés à Liège sur l'initative bien hasardeuse d'un groupuscule anarchiste.

Le débat restera donc ouvert. Peut-on affirmer qu'il soit clôturé à l'heure présente malgré tous les progrès réalisés ?

Tout le monde sera d'accord pour constater aujourd'hui combien des domaines aussi différents que le religieux, le scolaire, le politique, l'économique sont en puissance de transformation. Certains se montrent surpris, d'autres affligés par la montée des contestations. Ils dédaignent ce faisant l'enseignement du passé. L'histoire révèle que tout est mouvement. Les rythmes d'évolution ont atteint de nos jours une vitesse inconnue précédemment. La diffusion de l'instruction, la multiplication inouïe des moyens d'information, leur rapidité, leur puissance de pénétration, contribuent à intensifier le rôle de la masse dans toutes les matières. Ce rôle s'exerçait cependant jadis : « Vox populi, vox dei » dit le proverbe. Le peuple n'avait toutefois des choses qu'une conscience confuse.

L'historien peut, aujourd'hui, saisir à l'égard du passé, en raison du recul du temps; l'ensemble des phénomènes que les contemporains ne percevaient que partiellement. Les erreurs d'interprétations de ces derniers s'expliquent par cette vision réduite que ne dépassaient que des êtres particulièrement bien inspirés et lucides. La lenteur des pulsations découlait en partie de ces courtes vues, d'autant plus que coupées des masses les classes dirigeantes n'en saisissaient pas les besoins et ne pouvaient dès lors les reculer.

Depuis longtemps les sociologues savent qu'appuyés sur l'histoire, grâce aux moyens d'investigation modernes ils peuvent, eux aussi, révéler, appréhender les grands mouvements de l'humanité et par là aider à l'établissement d'une société plus humaine et plus juste. Même basée sur des événements minimes comme le sujet qui nous a retenu ici, l'histoire sociale doit aider à cet accomplissement. Aux historiens d'y contribuer.

C'est ce que nous avons entendu faire dans les pages qui suivent. Elles reprennent les constatations qui se dégagent d'une analyse des événements liégeois de 1886. Elles constituent le chapitre final d'un volume récemment publié sous le titre : *Une bourrasque sociale : Liège 1886* (1).

***

(1) VAN SANTBERGEN René, *Une bourrasque sociale : Liège 1886* dans *Mémoire, documents*, t. IX, Liège, Commission communale d'histoire, Imprimerie Vaillant-Carmanne, place St-Michel, à Liège, 1969 - Prix : 240 F B.

INVENTAIRE DE LA CRISE DE 1886 A LIEGE.

Les pages qui précèdent ont eu l'intention d'amener le lecteur à une perception progressive du phénomène de la crise sociale belge de 1886 à travers l'exemple liégeois. La méthode inductive pratiquée explique ce qui peut y apparaître décousu. Il est temps de remettre une peu d'ordre dans ces propos en dégageant les caractères essentiels de ce mouvement où nous pouvons a priori distinguer quatre moments :

1. La détérioration d'un équilibre social déterminé par des facteurs écomiques, politiques, culturels.
2. Le dépassement d'un point critique caractérisé par une explosion brutale et soudaine dont la violence est proportionnelle à l'intensité de la tension antérieure.
3. Le développement de réactions en chaîne accusant l'opposition entre les couches sociales et l'habileté de chacune d'elles à engendrer une stabilité nouvelle.
4. Le retour à un équilibre à son tour précaire.

Après avoir situé sommairement les préalables du problème tels qu'ils pouvaient se manifester à un observateur ordinaire, après avoir décrit l'événement dans son état brut, nous avons tenté de définir un certain nombre de traits dominants de la crise tout en recherchant à travers l'enquête de la *Commission du travail* les ressorts profonds de celle-ci.

Parvenu au terme de ce long parcours, le lecteur pourrait s'étonner qu'on ait pu consacrer tant d'attention à des faits à tout prendre bien ordinaires pris dans leur isolement. Il pourrait s'inquiéter que notre analyse ne touche en définitive qu'un secteur exigu du territoire et des institutions affectées par la bourrasque de 1886.

Nous préciserons donc notre but, à savoir, montrer que l'exceptionnel se trouve souvent dans le quotidien, que tout fait même anodin est chargé de sens, que les phénomènes les plus complexes se décomposent en séries dont chacune fournit une vision possible de l'ensemble, que la multiplication des analyses partielles, par leurs comparaisons et leurs recoupements fournira l'approche la plus rigoureuse de la connaissance scientifique de l'humanité.

Ce lecteur ne pourra toutefois contester, que pour partielle qu'elle soit, notre étude ne traduise l'importance dont est chargée en Belgique l'année 1886 sur le plan social. Il ne pourra dissimuler non plus que pour diffuses qu'elles soient dans leur ensemble, nos notations ne rendent compte d'une situation objective infiniment plus générale. il constatera par là même que de données particulières nous arrivons à dégager un schéma type applicable, *nolens volens*, à des situations analogues. Notre travail dès lors se trouve justifié.

Dans le cas présent, nous pouvons en effet, définir un cadre, reconnaître des circonstances et repérer des modalités que d'autres crises de même nature

ont manifestées ou manifestent encore, *mutatis mutandis*, dans l'espace et dans le temps.

Voyons-les de plus près :

1. LE CADRE.

Il délimite une *société industrielle de type capitaliste* axée sur les principes rigides de l'école libérale de Manchester. Le rôle de l'Etat y est limité à l'application des lois garantissant l'exercice de la liberté dont bénéficient en principe toutes les classes de la société.

Celle-ci se divise en deux groupes d'inégale importance : la bourgeoisie et le prolétariat. Chacun d'entre eux révèle une composition hétérogène :

a) *la bourgeoisie*, moins importante en nombre, détient l'influence la plus grande. Elle tire sa subsistance des revenus de la propriété immobilière, rurale ou industrielle, de ceux de la propriété mobilière, financière, commerciale et autres. Elle contrôle de la sorte l'essentiel des ressources du pays. Préoccupée de son bien-être, elle s'est assuré la primauté dans l'Etat. Elle s'est attachée ce faisant une bureaucratie de gestion et d'administration, ainsi qu'une clientèle de service dont la condition dépend de la stabilité du régime. Ces catégories sans appartenir à la bourgeoisie proprement dite en revendiquent généralement la caution et en affectent les formes. Celles-ci s'inscrivent dans les structures traditionnelles : famille, Eglise, fortune. Ce milieu est essentiellement conservateur. La perméabilité sociale s'y limite à l'absorption d'un nombre restreint d'éléments puisés dans les classes inférieures préalablement soumis à une transmutation destinée à leur faire perdre leurs caractères originels. Pénétrée de sa réelle puissance économique, la bourgeoisie a tendance à négliger les contradictions sociales qu'elle engendre au bénéfice de conflits de caractère affectif : religieux, linguistique, scolaire dans lesquels éclate son égoïsme.

b) *Le prolétariat* représente le plus grand nombre. Il se compose dans son ensemble de ceux dont les ressources résultent du produit de leur travail rural, artisanal, industriel, commercial. Il comporte une foule de variantes témoignant de la persistance des structures antérieures et d'une tendance à prendre modèle sur la classe dominante.

Ebranlés par la révolution industrielle, les cadres traditionnels ont livré leur contenu humain aux dures contraintes de l'économie nouvelle. Déracinés, inorganisés, étrangers dans un Etat qui leur impose des devoirs et leur mesure des droits, beaucoup de représentants de cette catégorie vivent aux limites de la résistance physique. Aux yeux de la bourgeoisie leur valeur dépend de la force que représente leur travail. Cette force épuisée, ils n'ont plus d'autre importance que celle que leur accorde la compassion privée. Sans autre instruction que celle nécessitée par les besoins d'une économie peu exigeante sur le plan intellectuel, ces malheureux connaissent peu leurs droits. Quoique spontanément portés à faire confiance à ceux qui leur assurent la subsistance, ils éprouvent un sentiment de plus en plus net de frustration en raison de l'ex-

ploitation dont ils se sentent l'objet et du mépris dans lequel ils sont tenus. La bourgeoisie ignore le prolétariat, ou plutôt elle le nie en traçant de l'ouvrier une image idéale faite de qualités morales que l'absence de misère seule pourrait réunir. Elle se convainc par un curieux retour de raison que l'absence de ces qualités entraîne la misère et elle abandonne la victime jugée irrécupérable à sa condition, quitte à se servir de toutes les forces en son pouvoir pour la maintenir dans cet état. Par réaction, le prolétariat tend confusément à modifier sa situation. Passé un certain stade de refuge dans l'immobilisme ou le passéisme, il est naturellement progressiste. Certains tendent à lui faire prendre conscience plus rapidement de ces perspectives. Il en résulte un état de tension sociale grandissant.

2. LES CIRCONSTANCES.

Elle jouent un rôle évident. Leur accumulation crée les conditions favorables à l'explosion :

a) une période de basse conjoncture persistante de caractère mondial, cause et conséquence à la fois de sous-consommation, entraîne des réactions mal inspirées pour favoriser la relance :

1. diminution des salaires par prolongation de la journée de travail, par diminution des tarifs nominaux, par chômage partiel, par *truck-system*, par élimination des ouvriers handicapés trop faibles ou trop âgés.
2. augmentation de la productivité par introduction de la rémunération à la pièce, à la tâche ou à l'entreprise, par modernisation mécanique.
3. introduction de travailleurs sous-rémunérés : ouvriers ruraux saisonniers ou non, travailleurs étrangers, femmes, mineurs d'âge y compris des enfants.
4. compression des frais généraux au détriment des règles de sécurité ou d'hygiène ; contestation des responsabilités patronales.

b) une mutation démographique déterminée par l'augmentation de la population générale et l'émigration rurale entraîne la croissance du chômage et du sous-emploi et favorise la pression sur la chute des salaires.

c) un hiver rude et long aggrave la détérioration d'un état sanitaire déficient par suite des privations alimentaires et domestiques (vêtements, chauffage, logements insuffisants).

d) une absence de vigilance des autorités limitées dans leurs initiatives par les principes du système économique libéral, écartant toute intervention de l'Etat, absorbées par des problèmes politiques étrangers aux préoccupations de la masse, aveuglées par l'habitude du danger social.

e) une organisation renaissante du monde du travail après le drame de la *Commune* et l'échec de l'*Internationale*. Elle inspire des mouvements réformistes et révolutionnaires en voie d'unification mais dé-

chirés de divisions internes parfois persistantes (entre socialistes et anarchistes notamment). Animés par des intellectuels d'origine bourgeoise ou prolétarienne non intégrés dans le système, ou par des autodidactes, ils souffrent d'une trop grande richesse d'idées et de structures fragiles.

3. LES MODALITES.

Elles caractérisent la crise elle-même dans sa dynamique et ses manifestations propres.

L'allure du mouvement est classique. Un démarrage brutal provoqué par une occasion quelconque, ici l'anniversaire de la Commune, le 18 mars. Une foule sympathique où dominent des éléments jeunes entraînés à la suite de drapeaux rouges et de drapeaux noirs, des cris, des chants, une agitation joyeuse. Les violences restent limitées. Elles concernent les signes extérieurs de la contrainte économique : saccage de boutiques, de restaurants et de lieux de plaisir, bris de vitres aux domiciles des dirigeants des entreprises, envahissement des lieux de travail. Elles s'adressent aussi aux représentants de la contrainte politique : service d'ordre, responsables politiques locaux, maisons communales, éclairage et transports publics.

Ce vandalisme élémentaire témoigne de la timidité d'un mouvement improvisé, foncièrement soumis aux structures en place. Il exprime un malaise plutôt qu'une volonté délibérée de mutation sociale. Tel quel, il provoque néanmoins la réaction affolée des gens d'ordre. Le désarroi et la démesure, entretenus par une presse quotidienne diserte, caractérisent l'action des responsables publics. Déploiements policiers, démonstrations militaires, exploits de la garde civique, intransigeance judiciaire apparaissent comme autant de provocations. Ils durcissent l'opposition ouvrière, étendent le mouvement de grève et alimentent les manifestations de protestation. Meetings publics, piquets de grève, chasse aux briseurs de grève, escarmouches avec le service d'ordre, coups, blessures, mort d'hommes marquent l'installation dans la crise.

Inorganisé, dépourvu de cadres experts, sans unité et sans ressources propres, le mouvement est dès le départ condamné à l'échec. Les chefs, débordés par leurs troupes ouvrières, tendant de ramener celles-ci au calme et d'orienter leur action vers des voies plus méthodiques : organisation de groupes d'étude et conquête du suffrage universel.

L'agitation cristallise contre le mouvement ouvrier l'opinion des timorés. Le premier affolement passé, ceux-ci louent et encouragent les responsables de l'ordre. En neutralisant l'opposition politique, le climat de crainte favorise le gouvernement, justifie les mesures d'exception, et contre toute attente, augmente finalement son prestige. Le corps électoral, soucieux de stabilité, en lui apportant son soutien, consacre ses qualités de sauveur du régime.

Sûrs de leur force, n'étaient certaines menaces de concurrence étrangère, les patrons laissent pourrir le mouvement. Sourds aux revendications des négociateurs, ils ne cèdent finalement que des broutilles. Née de préoccupations poli-

tiques, la *Commission du travail* rencontrera peu de faveur de leur part. Ses résultats seront résiduels.

Pleins d'enthousiasme, d'espoir et de colère au départ, le mouvement de grève finit dans la résignation. La résolution cède aux contraintes du besoin. Au rebours, une vague d'euphorie saisit la bourgeoisie, empressée à oublier avec la crainte ressentie les raisons mêmes qui l'ont déclenchée, soucieuse de se donner plus de sécurité en honorant le service d'ordre ou en l'améliorant, sans pour autant reconnaître dans les apparentes révélations de l'enquête de la *Commission du travail* d'une réalité trop affligeante. Ainsi, à bon prix, se donne-t-elle bonne conscience.

Vraiment, il n'y a pas de problème, ou plutôt, celui-ci est artificiellement suscité par des meneurs, fauteurs d'un complot international, des agitateurs, « étrangers » évidemment : les anarchistes et les socialistes sont de ceux-là. Ils s'appuient sur les « voyous », la « lie populaire ». Ils entraînent dans le malheur le « brave ouvrier ». Celui-ci comprend aisément que ces « cerveaux brûlés », ces « déclassés » ne peuvent que trahir ses intérêts si bien défendus par « des maîtres qui font tant pour l'ouvrier ». Tels sont à travers une presse abondante, influente, prolixe, sentencieuse et polémique, les arguments de ceux qui invoquent la loi. Sur le fond du problème, avertissements et mises en garde des parties adverses sont tenues pour inventions. L'école, la religion tour à tour sont mises en cause. On s'étonne, on tranche. Ah tout était mieux avant. Si l'on sonde un peu l'affaire, c'est pour déplorer que le travailleur manque précisément de ces qualités que pourrait lui donner la fortune.

A quoi bon les efforts d'imagination. Les conditions économiques sont ce qu'elles sont. Tout ira mieux demain. Des remèdes seront appliqués : l'extension du libre-échange, l'émigration, l'ouverture de colonies. On fera une enquête. L'Etat soutiendra ces initiatives ; pour accroître la liberté, oui ; pour assurer la justice distributive, non, la charité ici suffit !

Ceci dit, le problème en soi demeure, alourdi encore du poids d'une conscience nouvelle.

Inséré dans l'Etat gendarme, le travailleur se reprend à attendre l'Etat providence. Le vrai souverain ne fut-il pas toujours distributeur de provende ? Pourquoi ne deviendrait-il pas lui ce souverain ? Trop de suggestions dans cette voie lui viennent. Laquelle suivre ? Il y a tant d'obstacles !

Ses forces se divisent donc, elles s'annulent et le livrent sans ressort apparent à ceux qui le mènent.

Jusqu'à d'autres réveils !

René VAN SANTBERGEN.

LES DEBUTS DE LA RESISTANCE EN EUROPE

(1939-1942)

Les difficultés de l'historien.

Un certain a posteriorisme a obnubilé le souvenir des premières années de l'occupation allemande. Les historiens continentaux s'attachent, en effet, trop volontiers à la glorieuse phase finale de la guerre, et la tendance à l'apologie de la Résistance et à l'inflation du rôle joué par celle-ci est très nette. Quoi de plus naturel, puisque, pour la plupart des pays européens ayant connu l'invasion, la résistance à l'occupant constitue l'aspect principal et parfois même la seule forme de leur appui à l'effort de guerre allié. Les historiens britanniques et américains, par contre, versent souvent dans l'excès opposé en concentrant leur attention sur leurs propres services spéciaux dans les pays occupés, de sorte que les aspects idéologiques, politiques, sentimentaux et les péripéties de la vie journalière ne retiennent pas assez leur intérêt. Enfin, l'acharnement que mettent les écrivains des pays de l'Est à « politiser » le sujet, a également contribué à négliger l'époque précédant l'entrée en guerre de l'U.R.S.S.

La difficulté provient ensuite de la désolante carence documentaire : les Alliés, et notamment le S.O.E., n'ont pas encore ouvert la porte de leurs archives; les sources allemandes et italiennes ont été souvent détruites et les rares dossiers qui sont parvenus jusqu'à nous sont très fragmentaires. Enfin, la Résistance avait comme règle de ne pas conserver d'écrits pour éviter que l'ennemi ne puisse s'en servir pour décimer les organisations. Tout détenteur surpris était assuré de subir d'atroces « interrogatoires ».

Il reste les abondants récits des témoins et des acteurs. S'ils constituent la majeure partie de la documentation actuellement disponible, il faut s'en servir avec la plus grande circonspection car beaucoup manquent de sérénité et d'objectivité. Hélas aussi, de nombreux résistants de la première heure, et souvent ceux qui en savaient le plus, ont disparu, torturés à mort, fusillés ou engloutis par « l'univers concentrationnaire ». Les survivants parmi les acteurs et responsables du monde nazi se taisent... ou travestissent la vérité par leurs plaidoyers pro domo..

On conçoit donc les lacunes inévitables et probablement définitives de la synthèse qui suit.

La vision hitlérienne de l'Europe nouvelle.

Les règles morales et juridiques résultant de l'idéologie totalitaire différaient fondamentalement des critères que le monde civilisé avait réussi à codifier. Cette différence se traduisit, non seulement par le degré, mais aussi par la nature même de la guerre menée par les nazis.

Tel est le fait capital qui domine le destin des régions occupées.

En 1939, les hommes d'Etat occidentaux n'avaient pas considéré sérieusement la volonté d'Hitler de « forger le destin de l'Allemagne pour les mille ans à venir ». Dans l'ivresse des succès de 1939-1940, le Führer croit pouvoir soumettre l'Europe à cet *Ordre Nouveau* qu'il avait imaginé au fil des années. Cette Europe nouvelle, dominée par le *Grand Reich,* Hitler la voit jusqu'à l'Oural.

Sa conception est à la fois raciste et géopolitique. Tous ceux qui parlent allemand doivent être immédiatement intégrés au Reich et « jouiront » des privilèges de « l'Etat supérieur » germanique. Hiérarchiquement proches en raison du fort pourcentage de sang aryen qui coule dans leurs veines, les Scandinaves, les Hollandais, les Flamands, voire même les Anglais, seront progressivement « germanisés ». Au rang suivant, et maintenus en stricte sujétion, viennent les pays latins : France, Italie, Espagne, Roumanie. Les Slaves n'auront aucune existence politique : ils formeront la réserve de main-d'œuvre. Quant aux Juifs, ils seront exterminés.

Telle est, dans son atroce schématisation, le plan aux limites imprécises qu'Hitler commencera à mettre en œuvre avec une impitoyable énergie.

Ainsi l'Allemagne, maîtresse de l'Europe et disposant enfin de son *« Lebensraum »,* pourra vivre de façon autarcique et remplir sa « mission séculaire ».

Surpris par les rebondissements d'une guerre qui se prolonge et s'étend au-delà de ses prévisions, Hitler soumettra l'exécution de son programme à un certain nombre d'impératifs stratégiques et politiques. Suivant l'opportunité, il nuancera provisoirement son attitude à l'égard de certains pays et de certains groupes sociaux et politiques.

Dans l'ensemble, cependant, les territoires occupés seront traités d'une façon différente, suivant la place qui leur est réservée dans la « Nouvelle Europe ». C'est pourquoi nous examinerons leur sort séparément, dans l'ordre chronologique de leur invasion par les nazis.

Le sort prévisible des Tchèques...

Le 14 mars 1939, les forces du Reich entrent en TCHECOSLOVAQUIE. Le pays tchèque est transformé en protectorat de Bohême-Moravie et la Slovaquie devient un Etat vassal. L'ancien président Edouard

Benes, chef du Gouvernement provisoire fixé à Londres, garde un contact permanent avec les milieux de l'opposition intérieure. La Résistance tchèque put ainsi organiser des chaînes d'évasions et faire parvenir de précieux renseignements. L'efficacité de l'opposition augmentera sérieusement avec l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. en juin 1941. A partir de ce moment, les communistes, délivrés du dilemme dans lequel les plaçait le pacte de non-agression germano-soviétique, se jettent collectivement dans la lutte. Le sabotage s'intensifie brusquement. Envoyé à Prague pour y mener une implacable répression, l'effroyable *Reichsprotektor* Heydrich fut assassiné en mai 1942. Les représailles allemandes dépassèrent toute imagination. Les villages de Lidice et de Lezaky furent rasés, les habitants exterminés, des milliers d'otages fusillés et beaucoup plus encore envoyés dans des camps de concentration.

Ces lourds sacrifices incitèrent Benes à mettre l'accent sur les services de renseignement plutôt que sur l'action directe, tant que les fronts alliés resteraient éloignés. Comme Moscou exigeait au contraire une lutte ouverte immédiate, le clivage entre les deux ailes de la clandestinité s'approfondit à la fin de 1942.

Pologne, « terre de souffrance » de l'Europe.

Pour la POLOGNE l'invasion nazie, suivie bientôt de l'irruption soviétique, prit l'allure d'un véritable cataclysme. Une vague de terreur indicible accompagna en effet les troupes du IIIe Reich. En maints endroits, les SS se livrèrent à des exécutions massives. L'application du « plan oriental d'ensemble », chassa cinq millions de Polonais vers l'Est et des colons allemands les remplacèrent. Le reste du territoire non occupé par les Soviets, érigé d'abord en Gouvernement général sous l'autorité du Dr Frank, fut incorporé au Reich à la fin de 1940. Les Soviets, de leur côté, déportèrent plus d'un million de personnes et internèrent les réfugiés de l'Ouest; ils traitèrent les prisonniers de guerre de façon rigoureuse. Aussi les Polonais considèrent-ils les deux occupants avec la même haine.

La précocité et la vitalité de la Résistance polonaise traduisent aussi une disposition historique pour la clandestinité. Tirant parti des conditions géographiques favorables, des petits groupes prennent aussitôt le maquis.

Dès la fin de 1939 le Gouvernement légal polonais, fixé à Londres, est en contact avec la Résistance intérieure, déjà remarquablement coordonnée. Le sabotage ira en s'intensifiant dans les usines et sur les communications qui, jusqu'en juin 1941, amenaient le ravitaillement de l'Est vers l'Allemagne. Après le déclenchement de l'offensive allemande contre l'Union Soviétique, la Résistance entreprit de désorganiser les arrières de l'armée hitlérienne. Mais les représailles de l'occupant furent telles que cette activité dut être suspendue en 1942.

Tandis que l'*Armée Secrète* fusionnait, en les incorporant, les divers groupements de Résistance dépendant de Londres, Moscou forma, au cours de cette même année 1942, des groupements de Partisans dont la compétition se transforma bientôt en hostilité. En 1943, cette situation aboutira à un état de crise ouverte.

En Scandinavie.

En avril 1940, de nouvelles « opérations-éclair » portèrent la *Wehrmacht* au Danemark et en Norvège. Du point de vue du droit international, la situation de ces deux pays vis-à-vis du Reich fut initialement très différente.

Au DANEMARK, le gouvernement s'était soumis après une protestation formelle et avait conclu un modus vivendi par lequel l'occupant garantissait l'indépendance danoise. Cette décision, à la fois réaliste et équivoque, plongea le pays dans une situation politique anormale puisque la Résistance, lorsqu'elle prit naissance, ne pouvait être « légalisée ». Cela explique l'apathie initiale de l'opinion publique. Ce n'est que dans le cours de 1941, lorsque les exigences allemandes montreront le caractère illusoire du statut d'indépendance, que les consciences vont lentement se cristalliser.

Le S.O.E. réussit néanmoins à mettre sur pied des réseaux de renseignement et de sabotage, grâce à la proximité de la Suède. La véritable action unanime ne débutera qu'en 1943.

Tout autre est l'atmosphère en NORVEGE où, malgré Quisling, l'on assiste à une véritable réaction d'ensemble de la population. La présence en Grande-Bretagne du roi et de son gouvernement ainsi que la continuation de la lutte par 85 % de la flotte et par de petites forces de terre et d'air facilita cet état d'esprit. Dès la fin de 1940, un noyau d'organisation clandestine, appelée *Milorg* se fixe un programme à long terme : former prudemment une armée secrète en évitant des actions intempestives qui compromettraient sa mise en œuvre au moment voulu. Ceci provoqua une crise de confiance réciproque avec le S.O.E. qui, poursuivant un programme à court terme, déclenchera immédiatement des coups de main. C'est ainsi que le *Milorg* désapprouvera le raid sur les Lofoten, en mars 1941, qui fut suivi de lourdes représailles allemandes. Cette atmosphère d'incompréhension subsistera jusque fin 1942, lorsqu'une coordination des intentions sera réalisée.

L'Europe occidentale : tel un boxeur « groggy »...

A l'Ouest, la troisième phase de la stratégie hitlérienne avait abouti à l'occupation de la Hollande, de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de la majeure partie de la France. Alors, Hitler, pour la première fois, énonça de façon formelle, ses intentions pour l'avenir : outre la prévision de restitution par la France « de tous les territoires

ravis au peuple allemand depuis 400 ans » et l'éventualité d'une paix séparée avec l'Angleterre, l'Allemagne récupérait dans l'immédiat Eupen-Malmedy et Moresnet, le Grand-Duché (ce ne fut réalisé qu'en mai 1942) et l'Alsace-Lorraine.

Le choc sentimental de l'occupation fut ressenti de façon douloureuse dans les pays d'Europe occidentale en dépit de l'attitude « correcte », visiblement de commande, des troupes allemandes. Beaucoup pensaient sincèrement que la guerre était irrémédiablement perdue. L'appel du maréchal Pétain déroutait les esprits. Il y avait une tendance à s'adapter, aussi bien qu'il était moralement possible, à la situation de fait. Aussi, au début, la Résistance ne s'imposa pas à la population avec la même nécessité qu'en Europe orientale. Mais pour beaucoup, la guerre signifiait d'abord la séparation d'êtres chers, retenus en captivité militaire, ensuite les restrictions alimentaires et les dommages matériels dans les régions sinistrées. La plupart des gens restaient coincés dans un système social qui, par nécessité, continuait d'exister sous l'occupation, parfois même à l'avantage de l'économie nazie.

Ce n'est qu'avec l'automne, la victoire dans le ciel d'Angleterre, les appels lancés via la B.B.C. par les gouvernements libres, et la décantation des idées, que l'espoir renaîtra, et en même temps la volonté de le réaliser.

Alors seulement, après l'abattement des premiers mois, il y aura une claire prise de conscience de la brutale réalité de la privation de la liberté.

Tel est le schéma général. Il varie dans le détail, suivant les circonstances particulières de chaque pays, ainsi qu'il apparaît ci-après.

La Hollande : coupée de l'extérieur.

Aux Pays-Bas, la *Propaganda Abteilung* avait placé beaucoup d'espoir dans le parti national-socialiste de Mussert qui comptait 50.000 membres. Ce fut un échec. Il fut vite évident, en effet, que la mentalité des différentes classes, des groupes et des individus était imperméable aux doctrines totalitaires. L'émotivité patriotique qui se regroupa autour de la Maison Royale en exil donna à l'ensemble de la population une cohésion spirituelle remarquable.

Mais la persécution des Juifs, plus que toute autre considération, heurta les sentiments profonds du peuple hollandais et fut la motivation principale de la Résistance. La première manifestation active d'opposition, hormis les réseaux de renseignement et la presse clandestine, fut la grève massive à Amsterdam et environs, à la fin de février 1941, en protestation contre les mauvais traitements infligés en public à 400 Juifs, avant leur déportation vers Mauthausen. L'arrivée de chars allemands fit comprendre aux Néerlandais qu'il valait mieux abandonner provisoirement les démonstrations de foule. Le Commissaire du Reich,

Seyss-Inquart, véritable dictateur du pays, était décidé à mettre tout en œuvre pour réprimer l'opposition. Jusqu'en 1943, celle-ci prit une allure plus discrète; le noyautage se forma parmi les groupes sociaux distincts : les Eglises, les étudiants, les médecins, le mouvement sioniste et les communistes.

Lorsqu'en 1942 les déportations massives de Juifs commencèrent, tous ces groupes s'uniront dans une rare manifestation de solidarité nationale pour cacher des Israélites : plus de 20.000, dont beaucoup d'enfants. Cent vingt mille s'en iront cependant vers leur affreux destin.

Un épouvantable désastre empêcha, à partir de mars 1942, la Résistance hollandaise de prendre un plus grand développement. La capture d'un opérateur radio envoyé par S.O.E. permit à l'*Abwehr* d'envoyer de faux messages pendant plus d'un an. Cette ruse, appelée *Englandspiel* eut des conséquences terribles : beaucoup d'agents tombèrent entre les mains ennemies, de même que la plupart des *containers* « droppés » sur le pays. Jusqu'à la fin de 1943 la Hollande resta ainsi, pratiquement isolée.

Luxembourg : le moins de collaborateurs.

Ce petit pays de langue germanique, qu'Hitler pensait pouvoir facilement intégrer à son Reich, fut celui où il trouva le moins de collaborateurs. L'abstention au plébiscite organisé par le *gauleiter* Simon en octobre 1940 fut générale (97 %) et Berlin perdit sérieusement la face. Mais plus de 8.000 jeunes hommes furent enrôlés de force dans la *Wehrmacht* à partir d'août 1942 et beaucoup plus encore dans le *Reichsarbeitsdienst*. Cette conscription donna lieu à des grèves, suivies d'une féroce répression. Celle-ci n'empêcha pas des milliers de déserteurs de prendre le maquis. La plupart d'entre eux rejoignirent les fomations de Résistance belges ou françaises. Certains parvinrent à s'évader vers la Grande-Bretagne où se trouvaient la Grande-Duchesse et son gouvernement.

Belgique : une tradition patriotique vivace.

Comme ses voisines, la population belge fut un moment ébranlée par la rapide défaite de 1940. La majorité des Belges retrouva cependant, à la fin de l'été, ses traditions patriotiques vivaces de 1914-1918 lorsqu'il fut clair que la guerre continuait. L'occupant abandonna bientôt sa politique de correction : impositions, réquisitions, discriminations linguistiques dans la libération des prisonniers de guerre, obligation pour les Juifs de porter l'étoile de David, toutes ces mesures réveillèrent l'indignation. Les tracts et les journaux clandestins ne cessent de se multiplier. A l'appel de la B.B.C. les murs se couvrent du « V », symbole de la victoire. Plus efficaces pour la conduite de la guerre, des réseaux de renseignement se créent, d'abord spontanément puis avec l'aide d'agents et d'opérateurs venus d'Angleterre. A la fin de 1942 ces ré-

seaux utilisent 25 postes émettant de Belgique et de France. Des lignes de courrier et d'évasion vers l'Angleterre sont organisées via la France et l'Espagne. D'autres mouvements préparent l'action militaire : au milieu de 1941 ils en sont encore au stade de l'organisation. Leur multiplicité et l'exiguïté du terriroire provoqua de nombreuses arrestations et entrava la coordination souhaitée par S.O.E. De plus, le gouvernement belge de Londres manifestait une certaine méfiance envers le plus important de ces mouvements, la *Légion belge.* Cet état de crise cessera à la fin de 1942 et la Résistance belge prendra, à partir de ce moment, un magnifique essor.

Enfin, il convient également de mentionner aussi la forme d'opposition particulière que fut la *Résistance civile,* dont l'action morale et matérielle fut considérable : soustraction de résistants et de Juifs aux recherches, action des milieux universitaires (l'Université de Bruxelles suspendit volontairement ses cours à la fin de 1941), attitude intransigeante de la magistrature et de l'Eglise, aide aux prisonniers et aux familles des victimes de la répression, refus de fonctionnaires d'appliquer les ordonnances allemandes, etc.

France : une situation complexe.

La complexité de l'opinion publique française jusqu'à la fin de 1942, provient en majeure partie de l'existence d'une zone non-occupée, illusoirement libre. La politique de temporisation de Vichy dut son succès à l'auréole de son chef, le maréchal Pétain et à l'anglophobie du début, après l'attaque de Mers-el-Kebir. L'appel à la continuation de la lutte, lancé par le général de Gaulle, à partir de Londres, le 18 juin 1940, s'il rallia la masse en France occupée ou dans beaucoup de territoires d'outre-mer, plongea un certain nombre de ses concitoyens — surtout dans la zone sud — dans un profond dilemme de conscience. La population du Nord, au contact de l'envahisseur, se montrera même plus confiante à l'égard des Britanniques que de Gaulle lui-même...

En bref, la Résistance prend, durant cette première phase de la guerre, des couleurs politiques diversifiées : mouvements gaullistes, mouvements indépendants, résistants alsaciens, groupes recevant directement leurs instructions de S.O.E., attitudes différentes des zones nord et sud.

Deux étapes marquent la nette progression vers une unification de l'opposition : le *22 juin 1941,* lorsque tous les communistes rallièrent la clandestinité et le *11 novembre 1942* lorsqu'à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, les Allemands occupèrent toute la France.

Beaucoup de communistes français n'avaient pas attendu l'attaque nazie contre l'U.R.S.S. pour participer, à titre individuel, à la Résistance. Mais à partir de cette date ils mirent rapidement leurs forces en action. Leur coopération avec les mouvements de droite fut plus étroite ici que

partout ailleurs en Europe. Leur méthode fut cependant toujours plus agressive et plus directe.

L'occupation de la zone de Vichy dégrisa, par ailleurs, ceux qui restaient encore attentistes ou rêveurs. La collaboration ouverte des milieux pétainistes avec le Reich, la vision du vieil homme à la dérive, la promesse non tenue de la libération des 500.000 prisonniers de guerre, les méthodes terroristes de la milice de Vichy, tout cela leur apparut comme révoltant. Par la démobilisation de l'Armée de l'Armistice, des milliers de militaires se trouvèrent moralement libérés de leurs scrupules de conscience et rejoignirent pour la plupart les rangs de la clandestinité.

Ces circonstances facilitèrent grandement le regroupement des forces résistantes entamé depuis la fin de 1941 par le gouvernement de France Libre.

Yougoslavie : un déchirement sanglant.

Au lendemain de la rapide défaite d'avril 1941, un rideau impénétrable sépare la Yougoslavie occupée du camp allié. En fait, Londres, où se trouve réfugié le gouvernement du jeune roi Pierre, ne saura pratiquement rien de ce qui s'y passe avant juillet 1941 et il s'en suivra une série de malentendus tragiques. Dans ce microcosme peuplé de Slovènes, de Croates, de Bosniens, de Monténégrins et de Serbes, tous encore imprégnés d'anciens rêves, rien n'est d'ailleurs plus difficile que de démêler l'écheveau des réactions populaires.

Les Allemands et les Italiens misèrent sur ces dissensions ethniques pour créer un Etat croate « indépendant », à la tête duquel ils placèrent un de leurs agents attitrés, Ante Pavelitch, chef du mouvement extrémiste des Oustachis. Aussitôt ceux-ci se mirent à massacrer et à persécuter les Serbes, les Juifs, ainsi que leurs opposants de tendance yougoslave. Les Hongrois firent de même en Voïvodine et les Bulgares en Macédoine. Au milieu de ce chaos, la masse paysanne resta attentiste, se conformant aux instructions de son chef Matchek, qui redoutait les représailles envers cette population. A Belgrade, les occupants installèrent un gouvernement fantoche, sous le général Neditch.

Dans les montagnes de Serbie et au Monténégro pourtant, des groupes armés continuent la résistance. Ils se trouvent malheureusement partagés entre deux optiques politiques et idéologiques. Le mouvement Tchetnik, royaliste et pro-serbe, que les Britanniques avaient soutenu lors du coup d'Etat d'avril 1941, est dirigé par le colonel Draza Mihaïlovitch. L'autre aile de la résistance est formée par le parti communiste yougoslave, dont le secrétaire général est Josip Broz, dit Tito.

Mihaïlovitch voulait attendre, pour passer à l'action généralisée, que se dessine la victoire alliée. Il craignait d'autre part que les opéra-

tions de guérilla ne permettent aux communistes d'étouffer en même temps le mouvement tchetnik. De son côté, Tito, qui semble avoir agi au début indépendamment de Moscou, décida au contraire de livrer le combat ouvert à déclencher partout simultanément. Ainsi se dessine une rivalité qui, dans les années suivantes, va se développer en véritable guerre civile.

En juillet 1941, les Partisans déclenchent l'action généralisée qui ne cessera de s'amplifier malgré les épouvantables représailles des forces de l'Axe. En même temps, Tito combat les *Tchetniks*. Ceux-ci sont convaincus de la victoire alliée et la souhaitent, mais ils collaborent néanmoins avec les Italiens et les Allemands pour liquider d'abord les communistes.

Adoptant la tactique du *Tip and Run* que Lawrence avait pratiquée contre les Turcs, Tito échappe à toute tentative de destruction et réussit à fixer près de 30 Divisions de l'Axe. A la fin de 1942, les Partisans contrôlent un territoire de 54.000 kilomètres carrés.

Albanie : cloîtrée dans la sphère communiste.

Dans l'Albanie occupée par les Italiens en avril 1939, la densité des forces ennemies ne permit pas à la résistance de s'extérioriser, aussi rapidement qu'ailleurs.

Au moment de l'attaque de la Grèce, le 28 octobre 1940, de petits groupes albanais sabotèrent et tendirent des embuscades dans les arrières italiens. Une partie des unités albanaises formées par les fascistes passa dans les lignes grecques à l'occasion de la stabilisation du front.

A partir de l'automne 1941, les Partisans albanais entament la guerilla dans la montagne. Ce type de harcèlement s'amplifie progressivement et, à la fin de 1942, les Italiens doivent maintenir cinq Divisions dans la région pour assurer leurs communications. Il convient de noter que l'Albanie fut le pays où le S.O.E. eut le moins d'influence, la Résistance y étant entièrement orientée vers Moscou.

En Grèce : l'ombre de la guerre civile.

Jusqu'en avril 1941, moment où, les Allemands étant venus à la rescousse, la Grèce sera entièrement envahie, l'opinion publique de ce pays aura eu le temps de faire le point. A vrai dire, elle reste partagée en différents clans, consécutivement à l'instauration, depuis 1936, de la dictature de Metaxas. Il y a, en fait, une résistance dès cette époque.

Lorsque, la défaite consommée, le roi Georges et son gouvernement dictatorial se réfugient au Caire, leurs partisans resteront attentistes, certains allant même jusqu'à la collaboration de fait. Aussi la résistance se manifeste-t-elle surtout dans les milieux républicains (le mouve-

ment EDES du général Zervas) et communistes (le mouvement ELAS). Elle se trouve au reste elle-même divisée et délibérément ignorée du gouvernement exilé.

Dans les montagnes, des maquis subsistaient depuis la reddition, richement dotés des armes cachées à la capitulation, en contact avec le S.O.E. du Caire depuis le parachutage d'agents au début de 1941. Mais aucune action d'envergure n'avait pu être entreprise en raison de la division politique des groupes.

En octobre 1942, à la veille de la grande offensive en Egypte, les Britanniques envoyèrent une mission chargée de réconcilier ces tendances en vue d'opérations en commun. Au début, les choses allèrent assez bien, et le 25 novembre 1942 on put ainsi saboter un pont très important sur le chemin de fer Thessalonique-Athènes par où passait l'essentiel des ravitaillements pour l'Afrika Korps.

L'année suivante, cependant, la fugitive union sera de nouveau brisée.

Fin 1942 : l'Europe vit surtout d'Espérance.

Exception faite pour les pays d'Europe orientale et centrale, où la lutte commence très tôt, on ne peut souscrire à la version idyllique suivant laquelle l'ensemble de la population des pays occupés manifesta d'emblée sa haine à l'occupant.

Jusqu'en automne de 1941, les seuls groupes qui agissent réellement sont ceux qui dépendent de l'Intelligence Service et de S.O.E.

Il y a bien une impulsion nouvelle à partir de l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. mais, dans l'ensemble, la Résistance reste sporadique et dispersée jusqu'à la fin de 1942. Il n'y a pas plus d'unité nationale que de coopération internationale.

Ce qui manque à la Résistance de cette époque, c'est sa reconnaissance morale et officielle comme membre des forces combattantes. Elle est privée de moyens et ce qui lui manque, surtout, ce sont des ordres. Les peuples occupés se rendent compte que sans aide extérieure ils ne peuvent agir efficacement et sont, dès lors, condamnés à l'impuissance.

A l'aube de 1943 cependant, une évidence éclate aux yeux de tous, alliés comme ennemis : *c'est qu'en dépit de leurs facettes multiples, les populations occupées possèdent un dénominateur commun,* puisque partout elles connaissent les mêmes circonstances d'existence clandestine.

Il s'en dégage, malgré les divergences, une profonde unité de pensée : un *Esprit européen de Résistance à l'oppression.*

Jean-Léon CHARLES,
Professeur à l'Ecole Royale Militaire.

INFORMATION PEDAGOGIQUE

REFLEXION SUR LES METHODES DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE, DE LA GEOGRAPHIE ET DE L'INSTRUCTION CIVIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

Cet exposé présente quelques réflexions au sujet des buts de l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique et quelques suggestions dans le domaine des méthodes. Il ne s'agit donc pas d'un inventaire exhaustif de techniques pédagogiques, mais d'un simple apport à une confrontation d'expériences. Le but des échanges entre professeurs n'est pas de définir une méthode unique mais de permettre une information réciproque qui rend chacun plus libre de choisir et d'inventer. N'abordant pas le domaine des activités extérieures à la classe et à l'établissement, cet exposé porte uniquement sur des activités qui se déroulent à l'intérieur de la classe.

Les buts de notre enseignement.

On ne peut pas bien s'expliquer à propos de telle ou telle méthode si on n'annonce pas au moins succinctement les buts auxquels on se réfère.

Une réflexion sur les buts de notre enseignement doit tenir compte de l'évolution de notre société, de l'évolution de nos disciplines, et des besoins et des possibilités des élèves selon leur âge. Elle suppose un dialogue avec des interlocuteurs extérieurs au professorat du second degré : parents d'élèves, médecins, élèves, chercheurs et enseignants du supérieur ...

A l'occasion de ces confrontations se manifestent deux besoins des adultes et des futurs adultes que sont nos élèves :

— celui d'apprendre à se situer dans de grands ensembles, et à situer par rapport à ces ensembles les informations dispersées qui assaillent chaque jour l'homme, le citoyen ;

— celui d'apprendre à s'exprimer de multiples façons, et à exercer initiative et responsabilité ; cela implique une organisation et une vie de la classe, une certaine expérience sociale dans la classe.

Dans ce contexte, l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique est appelé à contribuer, en liaison avec toutes les autres disciplines, à l'éducation équilibrée des jeunes de 11 à 18 ans. Il doit plus particulièrement les aider à se situer dans le temps et dans l'espace, les rendre aptes à comprendre le monde qui les environne, afin qu'ils puissent y vivre et y agir.

Dans une telle perspective qui, sans négliger les problèmes de contenu, donne la priorité à la méthode, il est particulièrement justifié que l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique soit assuré par le même professeur qui de ce fait peut passer un temps suffisant avec les élèves chaque semaine. Il est souhaitable que cet enseignement se déroule selon trois axes, de telle façon que trois centres d'intérêt soient proposés chaque année à l'attention des élèves :

a) *l'axe historique.* C'est celui d'une réflexion sur l'évolution du monde dans le temps, qui permet de comprendre le présent dans une genèse, un mouvement. Cette étude invite les jeunes comme les adultes à relativiser leur vision du monde en découvrant avec sympathie les conditions d'existence, les problèmes et les aspirations des hommes qui les ont précédés.

L'histoire n'a pas pour seul intérêt d'expliquer l'actualité immédiate. Ce mouvement de sympathie pour ce qui est autre que nous-mêmes, pour des civilisations autres que la nôtre, est un élément fondamental dans la construction d'une personnalité solide et ouverte.

L'histoire apprend que le présent n'est pas absolu car il est relativisé par une évolution. S'enfermer dans le présent, c'est s'interdire de le comprendre. C'est risquer de fermer son esprit à l'avenir, faute de références autres que celles du présent.

Ceci appelle un enseignement de l'histoire pratiqué dans son originalité : non pas seulement une « histoire économique » ou une « histoire des techniques », mais l'histoire tout court, c'est-à-dire une histoire qui s'intéresse aux divers aspects de l'existence humaine.

b) *l'axe géographique.* C'est une attention portée à la diversité du monde actuel dans l'espace, qui permet de découvrir avec sympathie les grands ensembles humains d'aujourd'hui dans leur cadre de vie, leurs problèmes, leur civilisation. Le réduire à l'étude de données chiffrées serait lui ôter une partie essentielle de sa valeur éducative.

c) *l'axe de l'instruction civique.* Il correspond à une étude des grands traits de la vie économique, sociale et politique d'aujourd'hui, afin d'éclairer les mots et les réalités avec lesquels le citoyen est couramment confronté : inflation, monnaie, gouvernement, parlement, planification, syndicats ... L'instruction civique appelle une étude très libre de l'actualité (de la 6e à la Terminale, quel que soit le « programme » de l'année).

L'enseignement selon ces trois axes forme un ensemble, et profite de l'écho d'un centre d'intérêt à l'autre. L'étude de réalités économiques, sociales et politiques et d'un vocabulaire de base en instruction civique sert à la compréhension de civilisations d'autrefois en histoire et de grands ensembles d'aujourd'hui en géographie, et réciproquement.

Un préalable.

Ces exercices ne doivent pas donner aux élèves de travail à la maison (à part quelques quarts d'heure par trimestre). Et ils sont conçus de telle façon

qu'ils ne donnent pas de travail supplémentaire au professeur, dont la tâche est déjà assez lourde.

Afin de s'appuyer sur un exemple précis, on supposera que les formes de travail décrites dans cet exposé s'adressent à des élèves de 2me ou de 1re, c'est-à-dire à des jeunes de 15 à 18 ans.

Un cours allégé.

Dans cette perspective, et pour des élèves de cet âge, l'hypothèse présentée consiste pour le professeur à organiser une alternance très souple au cours de l'année entre un cours allégé et des séances de réflexion et d'expression qui mettent en jeu la responsabilité des élèves.

Le cours (auquel on peut ne consacrer qu'environ la moitié des séances de l'année, afin de réserver l'autre moitié à des séances d'exercices) fournit aux élèves quelques idées claires qui les aident à comprendre les principaux aspects d'une période, d'une région ou d'un problème. Il y a donc un abîme (du point de vue de la quantité des informations) entre ce cours allégé et un manuel. Le manuel est considéré comme un livre de lecture, que les élèves peuvent regarder chez eux sans la hantise d'apprendre, et qui fournit des documents utilisables à l'occasion, en classe. Le cours est beaucoup plus simple, plus léger, plus assimilable que le manuel.

Dans le cours, les dates et les chiffres sont des repères d'autant plus utiles qu'ils sont peu nombreux : 30 dates dans l'année pour l'histoire, une vingtaine de chiffres (des rangs et des proportions plutôt que des nombres absolus) pour la géographie peuvent convenir.

L'entassement des faits, des noms, des événements, des productions, est de la même façon inutile. Les quelques lignes directrices, simples et claires, dont l'élève a besoin, ce sont des idées. Ces idées doivent lui apprendre, par exemple, ce que c'est qu'une région, un régime politique ou un courant de pensée. Deux ou trois idées par chapitre, écrites sous une forme sobre au tableau, voilà la seule charpente utile : elle s'inscrit d'elle-même dans la mémoire.

Cela ne servirait pas à grand-chose si l'entassement reprenait à l'intérieur de ces 2 ou 3 paragraphes du chapitre. Il est bien plus intéressant et efficace d'expliquer longuement et en termes simples chaque idée en l'illustrant par un exemple. On peut alors donner à cet exemple relief et vie concrète.

Le cours gagne à former dans l'année un ensemble clair, facile à noter et à apprendre. Cela suppose que le professeur fasse un choix dans le programme en présentant aux élèves les lignes de force et quelques exemples significatifs. Cela n'empêche pas de faire sentir les nuances, au contraire.

A partir de ces quelques principes, on est facilement convaincu qu'il est possible de consacrer au cours environ la moitié du nombre des séances de l'année afin de réserver l'autre moitié à des séances d'exercices. C'est réalisable, et le professeur et les élèves peuvent alors prendre tout leur temps et n'ont plus le sentiment exaspérant d'être sans cesse bousculés.

Un rythme peut être donné, très librement, à l'alternance du cours et des séances d'exercices décrites plus loin : pour un des sujets retenus dans le programme de l'année, une série de 4 heures de cours peut être suivie d'une série de 5 ou 6 heures d'exercices : pour un autre, 5 heures de cours, précédées ou suivies de 3 heures d'exercices ... Ce rythme très souple permet de s'adapter aux circontances, de n'être pas pris par le temps (1).

Les séances d'exercices.

En alternance libre avec le cours, la moitié environ du temps dont nous disposons dans l'année peut être consacrée à des séances de réflexion et d'expression qui mettent en jeu la responsabilité des élèves.

Il s'agit, en effet, de :

— développer la capacité de jugement des jeunes. Ceci suppose des exercices à sujets larges, conçus pour occuper une heure, et qui permettent aux élèves d'acquérir par la pratique l'habitude d'une démarche intellectuelle.

— mettre en jeu la responsabilité individuelle et collective des élèves, leur apprendre à collaborer, à dialoguer ; c'est ce que permet l'organisation de la classe en équipes permanentes (de 5 élèves, par exemple).

Voici, à titre d'exemples, quelques séances d'exercices, dans une classe de 2me ou de 1re. On peut bien entendu en concevoir beaucoup d'autres. Il ne s'agit pas d'un inventaire, mais d'une simple illustration.

Séances de lecture de romans, d'enquêtes, de témoignages.

Nous le savons bien : rien ne vaut un roman ou un témoignage de qualité pour restituer sa richesse concrète, sa densité, à un événement, pour découvrir une réalité « de l'intérieur ». Celui qui a lu *Germinal* a appris ce que c'était qu'une grève, celui qui lit *Le Feu* de Barbusse entrevoit ce que c'est que la guerre ; la vie des paysans hindous est fidèlement exprimée par *Le riz et la mousson* de Kamala Markandaya, etc...

Conseiller aux élèves de lire des romans chez eux relève souvent du vœu de pure forme. L'exposé fait par un élève sur un livre demande beaucoup de travail à cet élève et ennuie souvent l'auditoire qui n'a pas lu l'ouvrage. En revanche, la méthode de la séance de lecture permet à toute une classe de profiter directement d'un livre. Un équipe est chargée, un trimestre à l'avance,

(1) Cette organisation est réalisable dans le cadre actuel, où l'horaire fait se succéder au cours de la semaine des heures d'histoire, de géographie et d'instruction civique. Mais, de plus, il est souhaitable que le professeur puisse organiser librement la répartition des heures dont il dispose au cours de l'année (en alternance, en série autour d'un sujet ou de toute autre façon, selon les besoins). Il est également souhaitable qu'il puisse consacrer, avec ses élèves, un certain nombre de séances à l'étude très libre et très simple de n'importe quel sujet historique, géographique ou d'instruction civique, quel que soit le programme de l'année. Cela veut dire, par exemple, qu'à l'occasion d'une exposition à Paris sur Toutankhamon, une classe de 1re, bien que ce sujet ne corresponde pas à son programme, passe, si elle le souhaite, une heure, deux heures ou trois heures à s'intéresser à la vie dans l'Egypte ancienne. Il ne s'agit pas de remplacer tout le programme par des sujets spontanément choisis, mais d'ouvrir la classe à des apports suggérés par l'actualité, l'intérêt des élèves, la coordination avec d'autres disciplines, etc.

d'en prendre connaissance et de choisir des passages significatifs, assez longs pour qu'ils puissent introduire les auditeurs dans le mouvement de l'ouvrage ; le jour dit, un ou deux élèves, au bureau, lisent sobrement ces passages à leurs camarades, sans commentaires, pendant une demi-heure ; la fin de la séance est consacrée à une brève discussion qui permet de souligner les thèmes abordés (2).

Séances de lecture et d'audition de disques.

Un poème, un mouvement de symphonie, cela se goûte. Nos cours d'histoire de l'art sont bâtis sur du sable s'ils ne peuvent s'appuyer sur un contact direct avec des œuvres.

Le classe peut organiser quelques séances de lecture et de musique à propos d'une période de l'histoire. On établit en classe, un mois à l'avance, une liste d'écrivains et de musiciens. On s'accorde sur l'attribution d'un écrivain et d'un musicien à chaque équipe, celle-ci étant ensuite libre du choix des œuvres. Deux équipes sont responsables d'une heure : elles présentent, en alternance, deux lectures et deux passages de disques, dans le silence attentif de toute la classe, et sans autre commentaire que d'écrire au tableau le nom de l'auteur, le titre et la date. Le professeur n'a pas eu à s'en occuper. Les élèves prennent plaisir à cette sorte de « célébration » gratuite, très simple, sans prétention ni tapage, et le dernier en littérature est heureux de venir lire Rimbaud dans son exemplaire du Livre de Poche, en butant sur les mots sans que le professeur le reprenne. Le cours suivant sur le mouvement intellectuel et artistique de l'époque est écouté avec une attention plus grande ...

Séances de discussion.

Le dialogue entre le professeur et toute la classe, même s'il est poursuivi de façon ininterrompue pendant toute une heure, outre qu'il est épuisant pour le professeur, ne donne la parole à chaque élève, au mieux, qu'une ou deux fois dans l'heure et pour quelques secondes. La répartition de la classe en équipes permet au contraire d'organiser de véritables séances de discussion.

Une équipe est chargée de préparer un sujet. L'heure venue, un des élèves fait un exposé de six à sept minutes sur les données du débat : le sujet est en effet présenté sous la forme d'une question, pour susciter réflexion et controverse. Puis les élèves se groupent par équipes en différents points de la classe, autour de quelques tables, et chaque équipe débat pendant un quart d'heure (à voix basse pour ne pas gêner les classes voisines) ; dans l'équipe, un rapporteur veille à ce que chacun s'exprime et note les idées émises. Puis tout le monde se retourne vers le bureau, où se succèdent les rapporteurs qui présentent en quelques phrases concises les principaux arguments, et un élève dirige la discussion générale.

(2) On peut signaler l'excellente série de fiches de lecture éditées par « Peuple et Culture », mouvement d'éducation permanente agréé par l'Education nationale (27, rue Cassette, Paris 6e).

Cette forme de débat permet à chaque élève, quelle que soit sa « force » en histoire et en géographie, de se sentir concerné et de s'exprimer dans son équipe de façon libre et cependant ordonnée puisqu'il faut présenter un rapport.

Discussion sur un document, un tableau.

La séance de discussion peut être orientée vers l'étude d'un document écrit ou figuré. Il est utile alors de fournir aux élèves au début de l'année (ou d'établir avec eux) une « grille » de questions proposant des repères pour l'étude d'une grande catégorie de documents : « Repères pour l'étude d'un texte politique », « Repères pour l'étude d'un tableau » ; la pratique habitue les élèves à s'en servir de façon nuancée et libre. Les 5 ou 10 minutes du début sont consacrées, soit à la réflexion personnelle sur le texte, soit à la contemplation silencieuse du tableau, dont chaque élève a sous les yeux une bonne reproduction, grâce à son manuel ou à une de ces cartes postales d'excellente qualité et de prix modique dont l'achat collectif peut être fait par la classe. Puis les équipes se réunissent et la séance se déroule de la façon qui a été décrite précédemment. Le professeur veille à ce que les rapporteurs se renouvellent à chaque séance.

(Il est évident que lorsque les conditions le permettent, cette étude de documents peut s'appliquer à des films, des émissions de radio ou de télévision).

Etude de journaux.

Des séances peuvent porter sur l'étude de journaux, achetés par les équipes et dont on examine la mise en page, le pourcentage de surface attribué aux divers domaines de l'information, les différences dans la présentation d'un même événement, etc...

Voici deux possibilités :

— étudier ce qu'a été *une semaine* pour les lecteurs de six journaux. Chaque équipe achète la totalité des six journaux pendant six jours. Une séance ou deux sont consacrées au travail en équipe à partir d'un plan d'étude établi la semaine précédente. Une ou deux séances se passent ensuite en rapports et discussion générale, et les élèves découvrent que les six lecteurs n'ont pas eu les mêmes préoccupations.

— ètudier de la même façon *un événement*, vu par un certain nombre de journaux.

Séances de rédaction.

Sur un sujet donné (en relation avec la série de cours qui a précédé) chaque élève doit en une demi-heure rédiger une page ou une page et demie en français correct, suivant un enchaînement rigoureux ; la confection d'un simple plan ne suffit pas, un plan étant une sorte de déclaration d'intentions qui n'oblige pas à un effort complet de rédaction ; manuel et cahier de notes peu-

vent rester sur la table : on s'habitue vite à ne les consulter que pour mémoire ; la fin de l'heure est consacrée à la lecture à haute voix par le professeur de deux ou trois textes et à leur correction par toute la classe.

Cette méthode met au travail tous les élèves, leur permet de repérer les principales erreurs à éviter, et ne donne aucun travail supplémentaire au professeur.

Une telle séance peut être appliquée au commentaire écrit d'un document. Un exercice très formateur consiste à résumer un texte (tiré au besoin d'un manuel) en un nombre limité de lignes : il développe l'esprit de synthèse, la rigueur, la précision.

On pourrait objecter que cette activité relève du professeur de français ; l'objection ne peut être retenue, car tout professeur doit, dans sa discipline, développer l'expression ; on n'apprend à utiliser correctement le français dans un domaine historique ou géographique que dans des exercices d'histoire ou de géographie. Il en va de même pour les mathématiques ou la physique ...

La plupart de ces exercices ne sont pas notés. Il faut éviter que le souci du contrôle (nécessaire à certains moments) prenne le pas sur celui du développement des aptitudes. Parmi les exercices de contrôle, celui qui consiste, sur un sujet donné, à rédiger une texte clair, suivant un enchaînement rigoureux, est particulièrement significatif de la capacité de réfléchir et de s'exprimer. L'une des méthodes possibles consiste à donner à réviser deux chapitres seulement du cours : tout l'effort porte alors sur la réflexion et la rédaction. Pour obliger à la rigueur, on peut fixer un maximum de quatre pages pour une rédaction d'une heure, et demander de fournir sur une page séparée le plan suivi. Avant cet exercice de contrôle, une ou deux séances de travaux pratiques de rédaction constituent un entraînement utile.

Les exercices qui viennent d'être décrits présentent encore un avantage : ils permettent au professeur de se taire périodiquement ; cela équilibre son travail en même temps que celui des élèves et donne à toute la classe une sorte de respiration.

Ils s'inscrivent aussi, pour leur part, dans une perspective de démocratisation : les élèves dont le milieu social stimule moins l'expression verbale trouvent ainsi en classe, de façon habituelle, l'occasion de s'entraîner à parler et à écrire.

Ils forment un cadre aussi précis qu'un cours qui s'étend sur toute l'année. Et ils ne posent pas de problème particulier de discipline : les élèves ont le sentiment tout au long de l'année de suivre une méthode de travail claire où alternent cours et séances d'exercices.

Ils ne constituent pas l'apanage de l'expérience d'un seul professeur. On peut témoigner qu'ils ont tous été pratiqués de façon suivie, et parfois dans des classes très chargées (cette remarque n'implique évidemment pas la résignation devant la surcharge des classes !).

Enfin, les relations entre le maître et les élèves en sont profondément modifiées. Elles peuvent d'ailleurs être enrichies par un questionnaire de dialogue rédigé par le maître et auquel les élèves répondent chez eux. (Voici deux exemples de questions de début d'année : « Qu'est-ce qui vous a le plus et le moins intéressé en Histoire et en Géographie depuis le début de vos études et pour quelles raisons ? », « Quels sujets souhaiteriez-vous étudier cette année en Instruction Civique et par quelles méthodes ? »). Il peut se pratiquer deux fois dans l'année : trois semaines après la rentrée et en fin d'année. C'est un moyen de dialogue, et une source de réflexion pour le professeur.

Jacques BOURRAUX,
professeur au Lycée de Dieppe.

UTILISATION D'UNE EMISSION DE TELEVISION SCOLAIRE.
« L'HOMME ET LA ROUE ».

3e A3 ou 5e DES HUMANITES.

REMARQUES PRELIMINAIRES.

Si cette émission, présentée au mois d'avril 1967, pouvait parfaitement s'insérer dans le programme de 5e des humanités, soit comme préparation à la leçon sur le développement des moyens de transport, soit comme synthèse et illustration de cette leçon, elle a en fait été utilisée avec des élèves de 3e A3 qui avaient précédemment eu l'occasion d'étudier l'histoire des sources d'énergie. Ces élèves en outre étaient tous abonnés à la revue *Clio XXe* et avaient été invités à revoir et à apporter le nº 25 « *L'Homme et les Transports* ».

BREVE DESCRIPTION DE L'EMISSION.

INTRODUCTION : quelques images en gros plan : trains, voitures, avions, engrenages en mouvement montrent l'importance de la roue dans la vie moderne.

Suivent dans l'ordre les thèmes suivants :

— avant la roue : portage, traîneaux

— premières roues connues : char aux félins d'Our - 4000

— évolution jusqu'à la roue de diligence au 19e s., avec brève étude des formes d'attelage

— autres utilisations de la roue : noria, roue hydraulique, treuil, poulie, volant

— retour aux transports sur lesquels est centrée l'émission :
  — voyages en diligence au 19e s.;
  — utilisation des rails;
  — naissance et développement des chemins de fer;

— conséquences économiques et sociales : accroissement de l'activité économique (métallurgie, charbonnages), déplacements facilités mais situation pénible de la classe ouvrière;
— apparition des chemins de fer vicinaux et des tramways;
— transports routiers : célérifère, bicyclette, voiture à vapeur, puis à moteur, à explosion, emploi des pneumatiques;
CONSEQUENCE : la route reprend de plus en plus d'importance (autoroutes et échangeurs de circulation);
— transport d'avant-garde : aéro-train, hovercraft sur coussin d'air, fusées : semblent se passer de roues, mais nombreux mécanismes rotatifs internes.

ACTIVITE PEDAGOGIQUE.

a) *Avant l'émission :*

DOCUMENTATION DU PROFESSEUR :

— une fiche documentaire fort complète proposait, après un plan de l'émission, des suggestions quant à sa préparation et à son utilisation, ainsi qu'une bibliographie à l'usage des élèves et des professeurs.

— une préémission d'avant-soirée permettait de juger de l'intérêt d'une vision en classe et de compléter la préparation suggérée par la fiche documentaire.

PREPARATION DES ELEVES : (une quinzaine de minutes au cours de la leçon précédant l'émission).

1. VOCABULAIRE :

à l'aide de croquis schématiques, explication des termes suivants : moyeu, essieu, jante, bandage, rai, piston, bielle, volant, combustion externe et combustion interne.

2. LOCALISATION : sur planisphère et ligne du temps de

Sumer, Mésopotamie

Ancien et Nouvel Empire Egyptien.

Age du bronze au Danemark

Empire Romain

Lutèce

Epoque des diligences.

3. BIBLIOGRAPHIE :

Signaler l'existence d'ouvrages accessibles aux jeunes, tels que :

— *Esso Magazine,* n° 1, janvier 1959.

— Sprague de CAMP, *La conquête de l'énergie,* édition des deux Coqs d'Or, Paris (ouvrage très complet et magnifiquement illustré).

— Charles DOLFUSS, *Encyclopédie de la vitesse,* Paris, Hachette.

— Maurice FABRE, *Histoire de la locomotion terrestre,* coll. La Science Illustrée, Lausanne, édit. Rencontre.

— *Clio XX^e^,* n° 25, *« L'Homme et les transports ».*

4. Inviter les élèves à noter brièvement ce qu'ils ne comprennent pas, ce qui les a fort intéressés.

   Les prévenir qu'on va leur demander leur avis sur le fond et la forme.

b) PENDANT L'EMISSION :

— assurer de bonnes conditions de réception à tous les élèves : réglage du son et de l'image, position surélevée du poste, légère occultation et aération du local;

— maintenir la discipline et attirer éventuellement l'attention sur l'une ou l'autre image ou partie du commentaire, tout en limitant ses interventions au minimum.

c) APRES L'EMISSION :

REMARQUES GENERALES.

Suivant la classe à laquelle il s'adresse et la façon dont l'émission s'insère dans son cours, le professeur pourra l'utiliser

— soit comme illustration et synthèse de leçons antérieures.
  Ex. : Les véhicules à roues et l'énergie motrice (en 3^e^ A3).

— soit comme base à une leçon consacrée à une partie ou à la totalité de la matière abordée par l'émission.
  Ex. : La révolution des transports aux 19^e^ et 20^e^ s. (5^e^).

— soit comme point de départ de plusieurs leçons en rapport moins direct avec l'émission
  Ex. : L'essor des charbonnages de la métallurgie au 19^e^ s.
  Le sort des travailleurs au 19^e^ s.

L'abondance des documents déjà présentés par l'émission pourrait faire juger inutile l'utilisation, en cours d'exploitation, des auxiliaires pédagogiques habituels : diascope, épiscope, graphiques, schémas, magnétophone... Mais l'expérience enseigne qu'il est nécessaire de prévoir la projection ou l'audition des documents que l'on désire étudier en détail, ne serait-ce que pour s'assurer de leur bonne interprétation par les élèves.

De toute façon, une exploitation d'une trentaine de minutes semble un minimum nécessaire et pourra comporter :

1. UNE APPRECIATION GENERALE DE L'EMISSION.

Débat dirigé, destiné à former le jugement des élèves, et portant notamment sur :

— *le rythme (pas trop rapide ? longueurs ?);*
— la qualité des images;
— celle du commentaire.

Demander aux élèves — ce qu'ils n'ont pas compris;
— ce qui les a le plus frappés;
— ce qu'ils auraient souhaité trouver dans l'émission.

N. B. — Certaines de ces remarques peuvent utilement être transmises aux réalisateurs par l'intermédiaire des cartons-réponses.

2. UNE SYNTHESE.

Dégager les points principaux à l'aide des souvenirs des élèves.

Au T. N.

LA ROUE

SANS ELLE : portage humain
animaux de bât
traîneaux
rouleaux, radeaux } charges importantes surtout

PREMIERE REPRESENTATION CONNUE.

roue pleine Sumérienne (— 4000).

EVOLUTION.

TRANSPORTS :

— roue à rayons en bois :des chars antiques aux diligences (18e s.) et aux chariots et charrettes (20e s.);
— roue métallique avec ou sans bandage pneumatique dans les pays industrialisés surtout (19e et 20e s.);
— règne du chemin de fer (trains et trams vicinaux) concurrencé puis détrôné par la route (automobile, autobus, camions, deux roues).

AUTRES UTILISATIONS :

— noria (irrigation);
— roue à aubes (force motrice);
— moulin à vent;
— treuil, poulie;
— engrenages.

CONCLUSIONS GENERALES

Réactions des élèves :

— En règle générale, l'annonce de l'assistance à une émission de T.V.S. est toujours bien accueillie, ce qui prouve l'intérêt qu'ils y apportent.

— Pendant l'émission, les élèves se montrent attentifs si l'on prend soin de les placer dans de bonnes conditions de réception et s'ils savent que l'émission sera suivie d'une exploitation faisant appel aux notions présentées.

— Le degré de réceptivité et de fixation est nettement supérieur à celui d'une leçon classique, si l'émission est bien conçue. En particulier, plusieurs semaines après la présentation de « L'homme et la roue », et lors des revisions de fin d'année, il est apparu manifestement que les notions enseignées grâce à cet auxiliaire audio-visuel avaient été mieux fixées et faisaient l'objet de souvenirs plus précis.

Aspects positifs et négatifs des émissions de T.V.S.

Avantages principaux :

— meilleure attention des élèves et meilleure fixation des notions enseignées.

— présentation de documents peu accessibles provenant notamment des archives de la R.T.B.

— présentation de sujets en mouvement beaucoup plus vivante et explicite que les projections statiques (par ex. dans l'H. et la R., dessins animés expliquant très clairement le fonctionnement des machines de Newcomen et de Watt).

— possibilité de mieux mettre en valeur certains détails par des gros plans, une sonorisation appropriée, etc...

Inconvénients principaux :

— difficulté ou impossibilité pour le professeur de visionner l'émission s'il n'a pas chez lui un poste de T.V., ce qui est plus fréquent que l'on ne croit (d'où la nécessité d'une fiche bien détaillée).

— le travail de préparation et d'exploitation ne peut généralement être ni perfectionné, ni réutilisé les années suivantes, les émissions, sauf exception, n'étant plus programmées.

— difficulté de disposer des élèves et de libérer le professeur au moment de l'émission, problème se compliquant encore si l'on doit y faire assister 4 ou 5 classes parallèles.

— impossibilité de disposer de celles-ci au moment opportun, de les interrompre pour une synthèse partielle ou pour un arrêt sur une image trop fugitive.

— absence de couleurs

*
* *

Conclusions et suggestions.

— Malgré ces inconvénients, la T.V.S. constitue une aide pédagogique précieuse.

— La plupart de ces inconvénients seraient éliminés par l'utilisation d'un appareil reproduisant sur petit écran des enregistrements par kinéscope (films) ou magnétoscope (bandes magnétiques) des meilleures réalisations, sélectionnées par un comité de professeurs ou par les cartons-réponses.

Il y aurait évidemment à doter chaque établissement d'un appareil coûteux et à organiser un service de distribution disposant d'un nombre suffisant de copies. Chaque professeur devrait en outre tenir à jour un fichier des notes de films.

Au rythme actuel de 2 ou 3 émissions valables par classe et par branche annuellement, les producteurs et réalisateurs n'auraient pas à craindre de se voir privés de travail avant longtemps et les dépenses engagées pour chaque émission seraient amorties sur de nombreuses années.

Cette solution n'empêcherait pas l'utilisation des appareils dont disposent maintenant presque tous les établissements pour la présentation des nouvelles réalisations et de celles basées sur l'actualité ou indépendantes du programme.

Autre moyen de pallier au manque de souplesse du système actuel : l'utilisation de films de 16 mm sonores distribués soit par le Service Cinématographique du Ministère de l'Education Nationale, 7, Quai du Commerce à Bruxelles 1, soit par des firmes telles que : Sofedi, 147, Avenue de l'Hippodrome, Bruxelles 5, ou par certaines ambassades. Beaucoup d'établissements sont actuellement munis d'un appareil de projection moderne dont le maniement et le déplacement ne pose aucun problème ; même une occultation réduite donne de bons résultats ; et l'emploi de la couleur si nécessaire à certains sujets de leçons est un avantage supplémentaire.

Pol GHIGNY.

AFRIQUE : TERRE DE CIVILISATION.

a) Classes de TROISIEME DES HUMANITES.

b) CLASSES DEUXIEME SCIENTIFIQUE B.

1. CHOIX DU SUJET.

A l'ère planétaire il faut décidément rompre avec l'idée encore très solidement ancrée : « Europe = centre du monde » et donner aux jeunes la possibilité de prendre contact avec la civilisation de tous les continents.

L'Afrique, depuis une vingtaine d'années, progresse difficilement vers l'indépendance réelle. Les siècles de colonialisme ont gravé dans les esprits l'idée d'infériorité des peuples de couleur ; et c'est contre cette idée-là qu'il faut surtout lutter si l'on veut que l'Afrique connaisse des jours meilleurs.

Le problème des peuples noirs n'est pas seulement à l'ordre du jour en Afrique. Il l'est aussi aux Etats-Unis. Partout, il excite les passions.

C'est pourquoi il faut montrer ce que fut l'Afrique, ce qu'elle a apporté à la civilisation.

Il faut rétablir un jugement équitable en déracinant le mépris, source de tant d'erreurs, de tant d'injustices, de tant de crimes.

Etudier la civilisation africaine c'est donc :

— élargir la connaissance des problèmes actuels ;

— œuvrer à une meilleure compréhension internationale ;

— travailler au rapprochement des peuples ;

— combattre les préjugés et l'intolérance ;

— rétablir la vérité historique.

II. **BIBLIOGRAPHIE** (1).

Elle n'est pas exhaustive. Elle se limite aux ouvrages utilisés au cours de la leçon et à quelques travaux utilisés lors de la préparation du présent travail.

A. SOURCES.

IBN BATTUTA, *Voyages*, trad. C. Defrémy et B.R. Sanguinetti, Paris, Société Asiatique, Imprimerie Nationale, 1877, 4 vol.

B. RECUEIL DE TEXTES.

COQUERY Catherine, *La découverte de l'Afrique*, Paris, Juillard, coll. « Archives », 1965.

C. TRAVAUX.

BAUMANN H. et WESTERMANN D., *Les peuples et les civilisations de l'Afrique*, Paris, Payot, (coll. « Bibliothèque scientifique »), 1957.

BOUSQUET G.H., *Les Berbères*, Paris, P.U.F., (coll. « Que Sais-je » ?), 1957.

BRION Marcel, *La résurrection des villes mortes*, t. II, Paris, Plon, 1959.

CHALLAYE F., *Petite histoire des grandes religions*, Paris, P.U.F., 1947.

CHEIKH ANTA DIOP, *Nations nègres et cultures*, Paris, Editions africaines, (coll. « Présence africaine »), 1954.

CORNEVIN R., *Histoire de l'Afrique*, Paris, Payot, (coll. « Bibliothèque historique »), 1956.

de la RONCIERE Ch., *La découverte de l'Afrique au Moyen Age*, T.V., Le Caire, Société Royale de Géographie, 1925.

DESCHAMPS H., *L'éveil politique africain*, (coll. « Que Sais-je » ?), Paris, P.U.F., 1952.

FROBENIUS, *Histoire de la civilisation africaine*, Paris, Gallimard, 1952.

FROELICH J.C., *Les Musulmans d'Afrique noire*, Paris, Editions de l'Orante, 1962.

GUERNIER E., *L'apport de l'Afrique à la pensée humaine*, Paris, Payot, (coll. « Bibliothèque historique »), 1952.

JULIEN C., André, *Histoire de l'Afrique*, Paris, P.U.F., (coll. « Que Sais-je » ?), 1944.

LABOURET H., *Histoire des Noirs d'Afrique*, Paris, P.U.F., (coll. « Que Sais-je » ?), 1946.

LABOURET H., *L'Afrique précoloniale*, Paris, P.U.F., (coll. « Que Sais-je » ?), 1959.

LE COURRIER DE L'UNESCO, Paris, Unesco, décembre 1965.

LOMBARD M., *L'or musulman entre le VIII^e^ et le XI^e^ siècle* dans *Annales*, Paris, A. Colin, 1947, n° 2.

---

(1) *Bibliographie complémentaire.*

La présente leçon a été réaljsée en 1968. Depuis, de nombreux ouvrages ont paru concernant ce sujet. Je désire simplement signaler aux collègues quelques travaux parus depuis, d'un accès facile et susceptibles de les aider.

CHRETIEN J.P., *Le Moyen Age, Age d'or de l'Afrique*, dans l'*Information historique*, Paris, J.B. Baillière et fils, 1965, n° 5, P. 185-195.

L'article a paru peu de temps après l'élaboration de cette leçon et n'a donc pas été utilisé. Excellent exposé scientifique sur l'Afrique noire à l'époque du Moyen Age européen. Sérieuse bibliographie.

Emploi très profitable pour la préparation d'une leçon sur le sujet.

KESTELOT Lilyan, *Anthologie négro-africaine*, Gérard, Verviers, 1967, collection Marabout Université, n° 129.

LURAGHI R., *Histoire du colonialisme*, Gérard, Verviers, 1967, coll. Marabout Université, n° 132.

MAQUET J., *Les civilisations noires*, Gérard, Verviers, 1966, collection Marabout Université, n° 120.

DJIBRIL TAMSIR NIANE, J., SURET-CANALE, *Histoire de l'Afrique occidentale*, Présence africaine, Paris, 1965. (manuel).

CLIO XX^e^, nouvelles du Passé, *l'Afrique Noire et ses techniques*, n° 48.

NKRUMAH KWAME, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Payot, (coll. « Etudes et Documents »), 1964.
PAULME D., *Les civilisations africaines*, Paris, P.U.F., (coll. « Que Sais-je » ?), 1953.
SCHOELCHER V., *Esclavage et colonisation*, Paris, P.U.F., (coll. « Colonies et Empires » 2e série, les Classiques de la colonisation), 1948.
SIK A., *Histoire de l'Afrique noire*, Tome I., Budapest, Akademiai Kiado, 1961.
SURET-CANALE, *Afrique noire occidentale et centrale*, tome I., 2e édition, Paris, Editions sociales, 1961.
TULIPE O., *Cours de géographie humaine*, 2e partie, *Géographie humaine générale*, t.I, Liège, Desoer, 1945.
VARAGNAC A., *L'homme avant l'écriture*, Paris, A. Colin, (coll. « Destins du Monde »), 1959.

D. OUVRAGES D'ART.

FAGG W., *Sculptures africaines*, Paris, F. Hazan, 1965.
LAUDE J., *En Afrique noire, Arts plastiques et Histoire*, dans *Annales*, Paris, A. Colin, 1959, n° 4.
LEUZINGER E., *Afrique, l'art des peuples noirs*, Paris, Albin Michel, 1961.
LEYDER J., *Le graphisme et l'expression graphique au Congo belge*, Bruxelles, Société Royale Belge de Géographie, 1950.
PAULME D., *Les sculptures de l'Afrique noire*, Paris, P.U.F., 1956.
RANKE H., *Chefs-d'œuvre de l'art égyptien*, Bâle, Holbein, 1950.
SCOTT N., *The home life of the ancient Egyptians*, New York, The Métropolitan Museum of art, 1947.

E. ATLAS.

FAGE J. O., *An Atlas of African history*, London, Edition Arnold, 1958.

F. MANUEL.

ASSOI ADIKO, *Histoire des peuples noirs*, Abidjan, C.E.D.A., 1961.

III. MATERIEL DIDACTIQUE.

A. CARTES.

L'AFRIQUE ACTUELLE.

4 cartes : réalisées par le professeur à partir de :
ASSOI ADIKO, *op.cit.*,
FAGE J.D., *op. cit.*,

1) Voies commerciales et pénétration de l'Islam du VIIe au XVe siècle indiquant les matières premières servant au trafic : sel, or, cuivre.
2) L'Empire des Almovarides : 1050-1140.
3) L'Empire du Ghana et les territoires vassaux du VIII au XIe siècle.
4) L'Empire Mali à son apogée au XIVe siècle.

B. DIAPOSITIVES.

1) Chephren, 4e dynastie d'après CHEIKH ANTA DIOP, op. cit., fig. 7.
2) Chancelier égyptien, *Ibidem*, fig. 6.
3) Toumotis III, 17e dynastie, *Ibidem*, fig. II.
4) Femme égyptienne, *Ibidem*, fig. 14.

5) Statue de boucher, 5e dynastie, *Ibidem*, fig. 17.
6) Calebasse gravée de la tribu des Assolongo, d'après : LEYDER J., *op. cit.*, p. 34.
7) Peinture rupestre à Sefar-Tassili, d'après : VARAGNAC A., *op. cit.*, p. 242.
8) Tabouret AFO, d'après : FAGG W., *op. cit.*, p. 42.
9) Statue Dogon, d'après : LE COURRIER DE L'UNESCO, *op. cit.*, p. 10.
10) Masque Atye, d'après FAGG W., *op. cit.*, p. 17.
11) Aoudaghost (ruines de), d'après ASSOI ADIKO, *op. cit.*, p. 33.
12) Koumbi Saleh, *Ibidem*, p. 37.

C. EPISCOPE.

Portrait de K. NKRUMAH.

D. ENREGISTREMENTS.

Dans l'ordre d'utilisation :

1) TAM-TAM.
2) LEAKY L.S.B., *The progress and evolution of man in Africa*, O.U.P., 1961, p. I., cité par NKRUMAH KWAME, *op.cit.*, p. 45.
3) CHEIKH ANTA DIOP, *op.cit.*, p. 45.
4) GUERNIER E., *op.cit.*, p. 230.
5) AL-BAKRI, *Description de l'Afrique septentionale*, 1068, Trad. M.G. de Slane, 2e édit., Alger, 1915., p. 38, cité par COQUERY C., *op. cit.*, p. 55-57, passim.
6) AL-IDRISI, *Le livre de Roger ou Amusement de celui qui désire voyager autour de la terre*, 1154, Extrait : *Description de l'Afrique et de l'Espagne*, trad. R. Dosy et J. de Goeje, 1866, p. 7, cité par COQUERY C., *op.cit.* p. 50.
7) AL-BARKI, *op.cit.*, p. 382-385, passim, cité par COQUERY C., *op.cit.*, p. 53-54.
8) IBN-KHALDUN, *Histoire des Berbères, XIVe siècle*, trad. de Slane, T. II, Alger, 1852-56, p. 109-110, cité par COQUERY C., *op.cit.*, p. 59.
9) IBN-KHALDOUN, *op.-cit.*, t. II., p. 112-114, passim, cité par COQUERY C., *op.cit.*, p. 61-62.
10) IBN-KHALDOUN, *op.cit.*, t. IV, p. 342, cité par COQUERY C., *op.cit.*, p. 62.
11) IBN-BATTUTA, *op.cit.*, t. IV, p. 407-408.
12) IBN-BATTUTA, *Ibidem*, p. 421.
13) IBN-BATTUTA, *ibidem*, p. 392, 393, 394, passim.
14) CA'DA MOSTO A., *Relation de voyages à la côte occidentale d'Afrique*, 1457, Paris, Ch. Schefer, 1895, p. 52. Cité par COQUERY C., *op.cit.*, p. 72-73.
15) NKRUMAH KW., *op.cit.*, p. 17-24, passim.
16) Tam-tam.

IV. MARCHE DE LA LEÇON.

A. INTRODUCTION.

Enregistrement I. Tam-tam.

Montrer aux élèves le journal « *Le Monde* » du jour ouvert à la page traitant des « questions africaines ».

« Vous avez sous les yeux, un des meilleurs quotidiens de langue française : « *Le Monde* ».

Vous pouvez voir qu'une large place y est faite aux problèmes de l'Afrique.

Ces problèmes dont on parle tant montrent toute l'importance de l'Afrique à l'heure actuelle. Or, que connaissons-nous en général de l'histoire de l'Afrique?

Question : Que vous a-t-on enseigné à propos de l'histoire de l'Afrique ?

Réponse : Le problème colonial.

Explication : On ne vous a donc parlé que de l'action européenne en Afrique. Mais on ne vous a rien dit des peuples africains, de leur passé, de leur action, de leur civilisation, de leur vie propre.

Pourquoi ?

Enregistrement 2.

« Dans tous les pays où l'on se rend et où on est amené à discuter de l'Afrique, des gens qui devraient ne pas en être là, demandent régulièrement : « Mais qu'est-ce que l'Afrique a fait pour le progrès universel ? Elle ne nous a donné ni la roue, ni l'écriture, ni les mathématiques, ni l'art. » L.S.B. LEAKY, *The progress and evolution of mission africa.*

Utilisation.

Explication : Et par Afrique, on entend ici, Afrique noire.

Voyons si tout le monde partage ce point de vue.

B. CONTRIBUTION DE L'AFRIQUE A LA CIVILISATION.

a) *EGYPTE.*

Questions : Regardez attentivement les diapositives que l'on va vous montrer. Que pensez-vous du faciès des personnages qui vous sont présentés ? A votre avis à quel groupe ethnique appartiennent-ils ?

Projection : diapositives 1, 2, 3, 4, 5.

Réponse : Ils appartiennent au groupe ethnique noir.

Explication : Passer à nouveau les 5 diapositives en identifiant chacun des personnages et en le situant dans le temps.

1. *Chéphren* : pharaon d'Egypte de la IV^e^ dynastie (2665-2609 av. J.C.) constructeur d'une des trois grandes pyramides.
2. *Un chancelier égyptien* de l'ancien empire (3.064-2300 av. J.C.).
3. *Toutmosis III*, pharaon d'Egypte (1483-1450 av. J.C.).
4. *Une femme égyptienne.*
5. *Un boucher*, V^e^ dynastie, vers 2.500 av. J.C.

Nous pouvons peut-être faire nôtre ou tout au moins réfléchir très sérieusement à l'opinion que nous allons entendre.

Enregistrement 3.

« On peut dire... que, d'une façon générale, en les parcourant depuis Menès jusqu'à la fin de l'empire égyptien, depuis le bas peuple jusqu'au pharaon, en passant par les dignitaires de la Cour et les hauts fonctionnaires, il est impossible... d'y trouver autre chose que des nègres de la même espèce que tous les naturels d'Afrique. »

Utilisation.

Explications : Que nous acceptions cette idée dans son entièreté ou que nous pensions que des peuples du groupe ethnique blanc ont aussi contribué

à la civilisation égyptienne, nous ne pouvons en tout cas plus dire que les peuples noirs d'Afrique n'ont rien donné à la civilisation du monde.

Menès : premier roi d'Egypte, vers 3.000 av J.C.

Mais je vois venir votre objection ; il s'agit de l'Egypte uniquement et nous savons qu'elle a beaucoup donné au monde, mais quel a été l'apport du reste de l'Afrique ?

b) *L'ART AFRICAIN.*

Enregistrement 4.

« L'Afrique mélanique a donné au monde l'universalisme de ses gravures, de ses peintures, de ses fresques... elle a donné ses statuettes, ses statues, ses masques, image d'une frénésie de vie... elle a donné au monde l'universalisme de ses chants, le sens de la prédominance du rythme conforme à la nature des choses, l'universalisme de sa musique faite de vie et de joie. »

Utilisation.

Mais naturellement vous désirez des preuves.

En voici :

Projection.

diapositives 6, 7, 8, 9, 10.

6 *Une calebasse gravée* : travail de la tribu des Assolongo — région de Banave — République Démocratique du Congo - Illustration du proverbe bantou : « Deux cochons se valent ».

7. *Une fresque :* peinture rupestre à Séfar. Tassili au Sahara.
Grande figure : environ 5.000 av. J.C.
Petites figures : 3.500 à 3.000 av. J.C.

8. *Une statuette* : tabouret supporté par 2 figures féminines servant au culte de l'esprit-mère. Travail de la tribu Afo en Nigéria du Nord.

9. *Une statue* : taillée dans un tronc d'arbre et mesurant 1 m. 30, découverte dans un village Dogon au Mali.

10. *Un masque* : masque atye, près d'Abidjan, en côte d'Ivoire.

Nous avons parcouru bien du chemin en Afrique, à la recherche de son art.

1er plan partiel (voir plus loin).

Si vous le permettez, nous allons nous arrêter ici, dans la région du Niger (carte) et voir ce qui s'y passait aux XIe et XIIe siècles.

C. LES ETATS DU NIGER.

a) *GHANA.*

Enregistrement 5.

« Ghana est le titre que portent les rois de ce peuple... Le souverain qui les gouverne actuellement, en l'an 460 (1082-83 de J.C.) se nomme TENKAMENIN... chez ce peuple l'usage et les règlements exigent que le roi ait pour successeur le fils de sa sœur... TENKAMENIN est maître d'un vaste empire et d'une puissance qui la rend formidable...

Le roi prélève un droit d'un dinar d'or sur chaque âne chargé de sel qui entre dans son pays et deux dinars sur chaque charge de sel que l'on exporte. La charge de cuivre lui paye cinq mithcals, et chaque charge de

marchandises, dix mithcals... Le meilleur or du pays se trouve... à dix-huit journées de la capitale, dans un pays rempli de peuplades nègres... Les mines de l'empire appartiennent au souverain... il abandonne au public la poudre d'or... sans cette précaution, l'or deviendrait si abondant qu'il n'aurait presque plus de valeur...

Le roi peut mettre en campagne 300.000 guerriers dont plus de 40.000 sont armés d'arcs et de flèches... »

Utilisation.

Question : De quel pays s'agit-il ?

Réponse : Il s'agit du Ghana.

Explication.

Par les cartes, montrez le Ghana d'aujourd'hui et d'alors.

Question : A quelle époque se situe le texte ?

Réponse : Il se situe au XI[e] siècle.

Question : Pourquoi AL BAKRI écrit-il « en l'an 460 » ?

Réponse : AL BAKRI est un musulman. Il utilise l'ère musulmane qui commence à l'Hégire (juillet 622 de l'ère chrétienne).

Question : La population est-elle nomade ou sédentaire ?

Réponse : La population est sédentaire.

Question : Quelle est la forme du gouvernement ? Le Ghana est-il réellement un Etat ?

Réponse : Le Ghana est un Etat ; c'est une monarchie centralisée.

Question : Comment est assurée la succession ?

Réponse : Par le système dit : Matrilinéaire, qui existe toujours en Afrique et qui diffère du matriarcat.

Question : Cet état est-il puissant - Quelle est l'origine de sa richesse ?

Réponse : Le Ghana est riche et puissant. Sa richesse provient du trafic du sel, du cuivre, de l'or.

Question : A qui appartienent les richesses essentielles ?

Réponse : Les richesses essentielles appartiennent au roi.

Question : Quelle est l'organisation qui permet au roi d'avoir des revenus, de maintenir la valeur de l'or ?

Réponse : Le roi a organisé une douane, avec des droits d'entrée et de sortie. L'abandon de la poudre d'or au peuple permet d'éviter la surproduction et de maintenir la valeur du métal. Ce mesures montrent qu'il y a organisation économique.

Question : Sur quelle force repose la puissance du roi ?

Réponse : La puissance du roi repose sur une armée importante.

Question : Quelles sont les armes utilisées ? Quelle est leur valeur à cette époque ? comparez avec l'Europe occidentale au XI[e] siècle.

Réponse : L'arc et la flèche sont des armes offensives de premier plan en Europe. A Crécy, en 1346, soit 3 siècles et demi plus tard, ce sont ces armes-là qui assurent la victoire de l'infanterie anglaise sur les chevaliers français.

Explication : Il faut faire remarquer que l'arc et la flèche sont connus depuis la plus haute antiquité. Ils ont été faits de matériaux divers et leur force est variable.

Vocabulaire :

dinar, mithcal, succession matrilinéaire, Hégire, charge.

Enregistrement 6.

« Ghana est la ville la plus considérable, la plus peuplée et la plus commerçante du pays des Noirs. Il y vient de riches marchands de tous les pays environnants et de tous les pays du Maghreb occidental. »

Utilisation.

Question : Quelle est d'après AL-IDRISI, autre écrivain arabe, l'importance de la ville de Ghana ?

Réponse : C'est une ville commerçante, la ville la plus importante de l'Afrique noire.

Question : Avec quels pays le Ghana est-il en relation ?

Réponse : Le Ghana est en rapport avec les autres pays des Noirs et avec l'Afrique du Nord.

Carte des voies commerciales entre les pays du Niger et l'Afrique du Nord.

Carte de l'Empire des Almoravides.

Utilisation.

Explication : Les deux textes que nous venons de lire d'AL-BAKRI, écrivain andalou vivant au XI[e] siècle et d'AL-IDRISI, écrivain originaire de Ceuta, vivant au XII[e] siècle. Ils sont tous deux musulmans et ont vécu dans l'Empire des Almoravides.

Qu'est-ce à dire ?

Au X[e] siècle, une tribu berbère de Mauritanie, les Lemtouna, se convertit à l'Islamisme. Au XI[e] siècle, un de leurs princes ramène de la Mecque où il est allé en pèlerinage, un « sage » musulman : Ibn Yacine et ses partisans fondent un *ribat*, d'où le nom de *Al Morabithin* (ceux de *Ribat)* d'où *Almoravides.*

Ils eurent un grand succès et rallièrent un grand nombre de guerriers. La guerre sainte place sous leur autorité un empire qui va du Tage au Sahara occidental. En 1054, ils s'emparent d'Aoudaghost.

Projection : Diapositive II : ruines d'Aoudaghost.

Revenons au Ghana.

Enregistrement 7.

« Ghana se compose de deux villes situées dans une plaine. Celle qui est habitée par les Musulmans est très grande et renferme douze mosquées ; car la ville possède des jurisconsultes et des hommes remplis d'érudition.

La ville occupée par le roi est à six milles de celle-ci et porte le nom d'El-Ghaba (la forêt). Le territoire qui les sépare est couvert d'habitations. Les édifices sont construits avec des pierres et du bois d'acacia. La demeure du roi se compose d'un château et de plusieurs huttes à toit arrondi, le tout environné d'une clôture... Dans la ville du souverain est une mosquée... Tout près se trouvent les demeures des magiciens de la nation chargés du culte

religieux, c'est là qu'ils ont placé leurs idoles et les tombeaux de leurs souverains... car la religion de ces nègres est le paganisme et le culte des fétiches.

A la mort du roi, ils construisent, avec du bois... un grand dôme qu'ils établissent sur le lieu qui doit servir de tombeau, ensuite ils placent le corps sur un canapé garni de quelques tapis et coussins, et le placent dans l'intérieur du dôme ; ils posent auprès du mort ses parures, ses armes, les plats et tasses dans lesquels il avait mangé ou bu et diverses espèces de mets et de boissons. Alors ils enferment avec le corps de leur souverain plusieurs de ses cuisiniers et fabricants de boissons, on recouvre l'édifice avec des nattes et des toiles ; toute la multitude assemblée s'empresse de jeter de la terre sur ce tombeau et d'y former ainsi une grande colline. Ils entourent ce monument d'un fossé qui offre un seul passage à ceux qui voudraient s'en approcher... »

Utilisation.

Question : Combien de villes, combien de groupes de population avons-nous à Ghana et lesquels ?

Réponse : Ghana se compose de 2 villes ; il y a 2 groupes de population : une population musulmane et une population autochtone.

Question : La population musulmane est-elle autochtone ?

Réponse : Il ne semble pas.

Explication : La séparation des deux populations semble considérée comme absolument normale.

La ville musulmane a une vie intellectuelle intense. Elle a d'ailleurs été retrouvée, c'est Koumbi-Saleh que vous voyez ici.

Projection :

diapositive 12.

Explication :

Des fouilles ont été pratiquées en 1949.

Vous voyez : la grand-place, des greniers, un barrage, un puits, des tombes. Cela prouve une organisation urbaine très importante.

Question : Qu'apprenons-nous en ce qui concerne la cité autochtone? Sa population, ses bâtiments ?

Réponse : La région est fort peuplée. Le matériau de construction est la pierre et le bois.

Question : Quel est le problème dont on parle le plus dans ce passage ?

Réponse : On parle surtout du problème religieux.

Question : Quelle est la religion des autochtones ?

Réponse : Ils pratiquent « le paganisme » et le culte des « fétiches ».

Explication : Le fétichisme ou animisme est une religion qui place dans toute la nature des esprits plus ou moins analogues à l'esprit de l'homme. Dans ce culte, il y a croyance à l'âme, principe de vie, qui quitte le corps au moment de la mort. Mais l'esprit de l'individu reste lié au cadavre, dont il faut donc prendre soin.

D'où le culte des morts minutieusement décrit ici.

Question : Que nous prouve le fait que deux religions coexistent sans conflit. semble-t-il ?

Réponse : Ceci est une preuve de tolérance.

Question : La tolérance existait-elle en Europe à la fin du XI[e] siècle ?

Réponse : Non, elle n'existait pas.

Question : Citez un fait très important, essentiel, de l'histoire de l'Europe à cette époque.

Réponse : Les Croisades.

Question : L'auteur décrit avec complaisance l'enterrement du roi. Dans quel autre pays avons-nous vu un phénomène analogue ?

Réponse : En Egypte, lors de l'enterrement d'un pharaon.
Nous allons faire le point de ce que nous avons appris à propos du Ghana

2[e] *plan partiel* (voir plus loin).

Enregistrement 8.

« Vers l'époque où l'empire des Almoravides commençait à s'affermir, le royaume de Ghana était tombé dans le dernier affaiblissement, aussi ce dernier peuple (les Almoravides) étendit-il sa domination sur les Noirs, dévasta leur territoire et pilla leurs propriétaires. Les ayant alors soumis à la capitation, il leur imposa un tribut...

L'autorité des souverains de Ghana s'étant anéantie... la population du Mali prit un tel accroissement qu'elle se rendit maîtresse de toute cette région et subjugua les noirs des contrées voisines... elle étendit sa domination sur le royaume de Ghana (vers 1240) jusqu'à (?) l'Atlantique. Ils professaient l'islamisme.

Utilisation.

Question : Quel est l'Etat qui, du XIII[e] siècle, dans la région du Niger va prendre la place du Ghana.

Réponse : C'est le Mali.

Question : Quelle est la religion de ses habitants ?

Réponse : Les habitants sont de religion islamique.

Explication : L'islamisme au XIII[e] siècle, est en pleine expansion et ce sont des musulmans qui détiennent les pouvoirs. (Répercussion à l'heure actuelle dans ces régions).

Enregistrements 9 et 10.

« MANSA MOUSSA... se distinguait par sa puissance et par la sainteté de sa vie. Telle fut la justice de son administration que le souvenir en est encore vivant. Il fit le pèlerinage en l'an 724 de l'Hégire (1346) ; douze mille jeunes esclaves, revêtus de tuniques de brocart et de soie du Yémen, portaient ses effets. Il arriva de son pays avec 24 charges de poudre d'or, pesant chacune trois quintaux... Dans de longs voyages... il se sert de chameaux.

MANSA MOUSSA rencontra à La Mecque le poète espagnol... TOUEIDJEN et l'emmena avec lui... Revenu dans sa capitale, il voulut construire une salle d'audience... (TOUEIDJEN)... fit un admirable monument... »

MANSA-MOUSSA entretenait des relations amicales avec le sultan (de Fez) ABOU-AL-HACEN et les deux monarques s'envoyaient des présents. »

Utilisation.

Explication : Ibn Khaldoun est le plus grand des historiens musulmans, né à Tunis et mort au Caire (1332-1406).

Questions : Quels éléments pouvons-nous tirer des renseignements d'Ibn Khaldoun ? Aus points de vue économique, social, politique, religieux.

Réponse : Au point de vue économique : pays très riche en or, il entretient des relations avec l'Afrique du Nord et l'Asie. Le chameau sert de moyen de locomotion.

Au point de vue social : existence de l'esclavage.

Au point de vue politique : grand Etat, monarchie bien administrée où la justice est bien rendue.

Au point de vue religieux : religion islamique.

Enregistrement 11.

« Les noirs sont de tous les peuples ceux qui montrent le plus de soumission pour leur roi... Lorsque ce souverain... appelle quelque nègre, celui-ci s'avance avec humilité et soumission ; il frappe fortement la terre avec ses coudes. Ensuite, il se tient dans la position de l'homme qui se prosterne en faisant sa prière...

Quand (il) reçoit une réponse, il se dépouille des vêtements qu'il portait sur lui, il jette de la poussière sur sa tête et sur son dos. »

Utilisation.

Question : Quel élément supplémentaire ce texte nous apporte-t-il au point de vue politique ?

Réponse : Il nous apprend que le roi est considéré comme un dieu, la monarchie est donc de droit divin.

Question : Au point de vue des mœurs et coutumes ? Le comportement envers le souverain éveille-t-il des souvenirs ?

Réponse : Les Egyptiens et les Hébreux se couvraient la tête de cendres, mais en signe de deuil.

Enregistrement 12.

« Parmi les belles qualités de cette population, nous citerons les suivantes :

1) le petit nombre d'actes d'injustice que l'on observe, car les nègres sont, de tous les peuples, ceux qui les abhorrent le plus...
2) La sûreté complète et générale dont on jouit dans tout le pays. Le voyageur... n'a à craindre... ni les voleurs, ni les ravisseurs...
3) Les noirs ne confisquent pas les biens des hommes blancs qui viennent à mourir dans leur contrée, quand même il s'agirait de trésors immenses. Ils les déposent... chez un homme de confiance d'entre les blancs, jusqu'à ce que les ayants droit se présentent et en prennent possession... »

IBN-BATTUTA, *op.cit.*, T. IV, p. 421.

Utilisation.

Question : Quelles qualités Ibn-Battuta a-t-il découvertes chez les Maliens ?

Réponse : Le sens et l'amour de la justice, l'honnêteté.

Explication : Nous avons vu que ces régions sont très prospères : on possède de l'or à profusion, on fait le trafic du sel. Mais de quoi vit-on ?

Enregistrement 13.

« Parmi les arbres... il y en a dont les fruits ressemblent aux prunes, aux pommes, aux pêches et aux abricots... Il y a aussi des arbres qui donnent un fruit de la forme d'un concombre long ; lorsqu'il est bon ou mûr, il se fend et met à découvert une substance ayant l'aspect de la farine... Les indigènes tirent de dessous ce sol des graines qui ont l'apparence de fèves... leur saveur est comme celle des pois chiches... Le garti (est)... un fruit pareil à la prune... très sucré... On broie ses noyaux et l'on en extrait de l'huile.. employée pour la cuisine... l'éclairage... les onctions du corps... après son mélange avec une terre... à enduire les maisons... Cette huile est très abondante... Les courges atteignent... une grosseur énorme. Lorsque le voyageur arrive dans un village, les négresses sortent avec du millet, du lait aigre, des poulets, de la farine de lotus... du riz, du foûni... avec lequel on prépare le couscous... enfin de la farine de haricots.

IBN-BATTUTA, *op.cit.*, T. IV, p. 392-393-394, passim.

Explication : concombre long : banane ?
garti : noix de palme.

Questions : De quoi se nourrissent les habitants de la région ?

Réponse : Ils se nourrissent de fruits, de légumes, de céréales, de graisse végétale et de volaille.

Question : Quel est l'élément de la nourriture qui fait défaut ?

Réponse : la viande rouge fait défaut.

Question : Quelles sont les activités de ces gens ?

Réponse : Ils pratiquent la cueillette, s'adonnent à l'agriculture et au petit élevage.

Explication : Le manque de viande, que l'on rencontre partout en Afrique noire, expliquerait la pratique de l'anthropophagie dans certaines régions

Question : Les habitants sont-ils sédentaires ?

Réponse : Oui, ils sont sédentaires.

3e plan partiel (voir plus loin).

IV. CONCLUSION.

Explication : Les premiers Européens d'Occident qui arrivent dans la région au XVe siècle, sont des Portugais.
Voyons quelle était la situation à cette époque-là ?

Enregistrement 14.

« A Tegazza, qui signifie... charriement d'or, on tire du sel en grande quantité... les Arabes et les Basanés le portent à Tombut (Tombouctou) et de là à Mali, empire des Noirs où... il est enlevé en moins de huit jours, au prix de 2 ou 300 mithcals la charge ; puis avec leur or, ils font retour au pays... L'empereur du Mali (est) grand et puissant seigneur ».

A.CA'DA MOSTO, *Relation de voyages à la Côte occidentale d'Afrique*, 1457.
Publié par Ch. Schefer, Paris, 1895, p. 52 sq.
Cité par C. COQUERY, *op.cit.*, p. 72-73.

Utilisation :

Question : La situation au XV[e] siècle est-elle très différente de celle du XIV[e] siècle ?

Réponse : La situation est inchangée. Le pays est riche, puissant.

Question : Quelle est l'activité du pays ?

Réponse : Le trafic de l'or est l'activité essentielle.

Question : Pourquoi les Portugais viennent-ils en Afrique ? Remarquez la date : 1457.

Réponse : Les Portugais depuis le début du XV[e] siècle cherchent la route vers les Indes. L'occupation de Constantinople par les Turcs rend plus urgente encore la recherche de l'or et des épices.

Question : Tout ce que nous avons vu et entendu permet-il de dire que l'Afrique n'a en RIEN contribué à la civilisation universelle ?

Réponse : Certainement pas.

Explication : Dès lors, il faut se demander pourquoi une telle idée a pu s'accréditer. Laissons à KWAME NKRUMAH, ex-président de la République du Ghana le soin de nous répondre.

Projection : portrait de K. NKRUMAH.

Enregistrement 15.

« Avant que l'esclavage fut pratiqué dans le Nouveau-Monde (Amérique) personne ne méprisait particulièrement les Africains. Les voyageurs les décrivaient dans leurs mémoires avec... curiosité... C'est quand le commerce des esclaves prit les effrayantes proportions que l'on sait... qu'on vit se développer une attitude nouvelle à l'égard des Africains... L'esclavage n'est pas né du racisme, c'est plutôt le racisme qui est la conséquence de l'esclavage, avec cette fausse interprétation était inventé le mythe de l'infériorité des « hommes de couleur »... L'histoire des royaumes africains fut abandonnée à la poussière et aux vers. On effaça le souvenir des réussites de nations qui avaient... mis sur pied un actif commerce international... pendant plus de 300 ans, le commerce des esclaves domina l'histoire de l'Afrique... Selon les auteurs, le nombre d'Africains qui quittèrent le continent comme esclaves varie entre 20 et 50 millions ».

KWAME NKRUMAH, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Payot, 1964, p. 17-24, passim.

Utilisation.

Question : D'après Monsieur NKRUMAH pour quelle raison l'Afrique a-t-elle acquis la réputation de n'avoir rien donné au monde ?

Réponse : Pendant trois siècles, le trafic des esclaves a provoqué un mépris profond pour les Noirs.

Question : Qu'est-ce qui a contribué à ruiner l'Afrique ?

Réponse : L'Afrique a été vidée de sa force humaine.

Enregistrement 16.

Tam-Tam.

Invitation à regarder attentivement les documents présentés dans les vitrines : reproductions d'objets d'art africains, échantillons de l'art artisanal

africain, cartes, documentation sur le problème racial noir en Union-Sud-Africaine et aux Etats-Unis d'Amérique.

QUESTIONNAIRE DE REVISION ET D'EXAMEN.

1. Dans quels domaines l'art africain s'est-il manifesté ?
2. Quelle est la forme du gouvernement des Etats africains de la région du Niger du XI[e] au XV[e] siècle ?
3. Quelle est la base de la nourriture des populations de ces régions ?
4. Avec quels pays sont-ils en relation ?
5. Quelle est la situation de ces régions au point de vue religieux ?
6. Quelle est la situation économique des régions nigériennes du XI[e] au XV[e] siècle ?

APPLICATIONS.

1. Comparez la situation politique et la situation économique des Etats nigégériens aux XI[e] et XV[e] siècles, avec celle d'un pays de l'Europe occidentale ?
2. Comparez la situation alimentaire des habitants du Mali au XIV[e] siècle et celle des habitants de la France par exemple, à la même époque.
3. Au point de vue de la civilisation, nous n'avons pas décelé la trace d'une écriture dans ces régions nigériennes.
   Avons-nous eu, en Europe, des civilisations brillantes qui n'ont pas connu l'écriture; avons-nous des littératures qui se sont transmises par la voie orale, l'écriture étant apparue par la suite ?
4. Comparez les moyens de transport dont dispose l'Afrique nigérienne et l'Europe occidentale aux époques étudiées.
5. Pouvons-nous comparer la conversion de Cloyis au christianisme et celle du souverain du Mali à l'islamisme ?

COORDINATION AVEC LES AUTRES DISCIPLINES.

Art (histoire de)	: art moderne et art africain.
Géographie	: comparaison entre la région nigérienne et l'Europe occidentale au point de vue physique, hydrographique et climatique.
Grec	: le voyage d'Hérodote en Egypte.
Latin	: textes relatifs à la connaissance que les Romains avaient de l'Afrique.

Mathématiques : les connaissances égyptiennes en mathématiques.

Morale : le racisme à l'égard des peuples de couleur.

Musique : musique africaine et jazz.

Au cours de la leçon, situez sur la carte :

Egypte, Banane, Sahara, région de Safar-Tassili, Nigéria, Mali, Abidjan, Côte d'Ivoire, Ghana, Maghreb, Andalousie, Ceuta, Mauritanie, La Mecque, Tage, Aoudaghost, Koumbi Saleh, Yémen, Fez, Tunis, Le Caire, Tegazza, Tombouctou.

Lexique

Noms communs.

universalisme
calebasse
fresque
masque
succession matrilinéaire
dinar
mithcal
Hégire
charge
ribat
animisme
milles
tribut
capitation
quintal
couscous

Noms propres.

Maghreb
Almoravides
Al-Bakri
Al-Idrisi
Ibn-Khaldun
Ibn-Battuta
A Ca'da Mosto
Kwame Nkrumah.

PLAN AU TABLEAU.

I. INTRODUCTION.

a/Pourquoi faut-il étudier l'histoire de l'Afrique ?

L'Afrique depuis sa libération est à l'ordre du jour.
Les Etats africains sont entrés dans le concert des puissances.
Il convient d'étudier l'histoire des peuples africains pour les comprendre et pour leur rendre une juste place.

b/Est-il vrai que l'Afrique n'a pas contribué à la civilisation du monde ?

1. D'après l'historien égyptien CHEIKH ANTA DIOP, la civilisation égyptiene est celle d'un peuple appartenant au groupe ethnique noir. Les preuves qu'il fournit sont séduisantes.
2. L'art de l'Afrique noire se manifeste dans de nombreux domaines : gravure - peinture - sculpture - musique.

II. LA REGION DU NIGER.

a/LE GHANA.

Sources utilisées : musulmanes.
XI[e] siècle AL BAKRI
XII[e] siècle AL IDRISI.

1. Population
2. Economie : relations suivies avec le Maghreb
   or - sel - cuivre.
3. Pouvoir : monarchie absolue
   succession matrilinéaire.
4. Armée : 200.000 hommes
   armement : arcs et flèches.
5. Habitats : constructions en pierre et en bois.
   villes et villages.
6. Religion : Fétichisme : culte des morts
   Islamisme.
   TOLERANCE.
7. Vie intellectuelle : intense.

b/*LE MALI.*

Sources utilisées : musulmanes.
XIV[e] siècle IBN KHALDUN
IBN BATTUTA.

1. Economie : or
   : relations avec
   l'Arabie - le Maghreb - le Yémen.
2. Société : esclavage.
3. Pouvoir : monarchie absolue.
   grand Etat bien organisé :
   justice, sécurité.
4. Islamisme.

Dans cette région nigérienne, du XI[e] au XIV[e] siècle, deux Etats puissants se sont développés : LE GHANA et LE MALI. Ils étaient en relation avec le monde musulman.

Le subsistance des populationcs était assurée par la cueillette, par l'agriculture.

Les moyens d'échange étaient l'or et le sel principalement.

III. Pourquoi l'Afrique a-t-elle acquis la réputation de n'avoir rien donné au monde ?

Durant trois siècles, le trafic des esclaves (à partir de l'époque coloniale) a provoqué un mépris profond pour les peuples noirs.

De plus, l'Afrique a été vidée de sa substance.

Minna AJZENBERG-KARNY.

RAPPORTS CULTURELS BELGO-ALLEMANDS.
RENCONTRE DE BRAUNSCHWEIG (2-6 mars 1969).

Dans le cadre de l'accord culturel belgo-allemand, les délégations des deux pays ont tenu une conférence à Bamberg dans le courant du mois d'octobre 1964.

Les travaux qui se prolongèrent alors durant une semaine portèrent sur l'examen du rapport de la délégation belge (1) consacré aux manuels d'histoire allemands, particulièrement sur l'histoire du nazisme et de la seconde guerre mondiale.

Ils aboutirent à l'élaboration de résolutions comprenant :

1. des considérations d'ordre pédagogique

2. des recommandations découlant de l'analyse des manuels d'histoire allemands, qui s'achevaient par la conclusion suivante :
« (Les deux délégations) admettent l'obligation d'ordre scientifique de traiter de manière objective l'histoire de tous les groupes de résistance allemands anti-nazis, en fonction de leur importance politique réelle, y compris l'opposition de gauche, dans sa totalité, pendant la période 1933-1939.
Elles formulent le vœu qu'une place plus importante soit réservée aux répercussions de l'occupation allemande dans les différents pays ».
Il fut également décidé de joindre en annexe à ces résolutions le rapport de la délégation belge.

Ces résolutions n'ayant toutefois reçu de part et d'autre qu'une approbation verbale, il fut convenu au cours de rencontres ultérieures d'établir un nouveau protocole.

Mais au cours des quatre dernières années, beaucoup de nouveaux manuels d'histoire allemands ayant été publiés, il fut donc décidé de se réunir à nouveau pour discuter d'une part du rapport belge déjà étudié à Bamberg et d'autre part, du rapport concernant les nouvelles publications.

En fait, le nouveau rapport (publié ci-dessous, et portant sur 153 ouvrages, englobe la presque totalité des travaux examinés en 1964 (2).

---

(1) CAHIERS DE CLIO, 1965, n° 4, pp. 87-98.
(2) Les ouvrages allemands ont été analysés par KLONSKI H., NAGELS F., DEPREZ R., BERGEN D., MORREN P., VAN ROELEM J. REMS, SERVAES.
Le rapport général a été élaboré par Mr DEPREZ R.

Et finalement, c'est ce second rapport qui a été discuté à la conférence qui se tint à Braunschweig cette fois, à l'Internationale Schulbuchinstitut du 2 au 6 mars 1969 (1).

Si la discussion fut serrée et parfois, disons-le, dure, la conférence a abouti à des conclusions qui restent dans l'esprit de celles de 1964, mais vont néanmoins au-delà.

La participation très active à la conférence de jeunes collègues allemands, la conclusion par la R.F.A. d'accords semblables à celui-ci avec d'autres pays qui ont combattu l'Allemagne nazie, ont sans doute grandement contribué à un succès dont peuvent se réjouir ceux qui souhaitent la paix et la fraternité des hommes et des peuples dans la dignité et l'indépendance réciproque.

(1) *Délégation allemande :* ALFF W., GAIL A., HARTIG P., KLUKE P., KWIET K., LINNE G., ROSEN E., SATTLER R.-J., SCHRODER H.-CH., WAGNER W.
ECKERT G., chef de délégation.
Délégation belge : AJZENBERG-KARNY M., BERGEN D., CORIJN H., DELCROIX G., DEPREZ R., KLONSKI H., MORREN P., REMS-SERVAES M.-R.,
VAN SANTBERGEN, R., chef de délégation.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE.

Direction des Relations Culturelles Internationales.

Commission mixte permanente chargée de l'application de l'accord culturel belgo-allemand.

SOUS-COMMISSION CHARGEE DE LA REVISION DES MANUELS SCOLAIRES

Révision des manuels d'histoire.

Rapport de la délégation belge.

I. BIBLIOGRAPHIE.

1. MANUELS.

1. ALTRICHTER, M., BLEIBINHAUS, M., BRACK, M., *Geschichte des Hoch und Spämittelalters und des Zeitalters der Glaubenkämpfe,* C.C. Büchner, Bamberg, 1966.
2. BAUER, I.M., MULLER, O.H., *Der Mensch in Wandel der Zeit,* Ausgabe B., vom 7. Schuljahr an, G. Westerman, Braunschweig, Berlin, Hamburg, München, Kiel-Darmstadt, 1961.
3. BECKER, K.M., DEERMAN, B., VOELSKE, A., *Geschichtliches Unterrrichtswerk, Neueste Zeit, von 1917 bis heute,* Ausgabe C.,, Schüningh, Paderborn-H. Schroedel, Hannover, 1962.
4. BENFELD, B., WACHENDORF, M., *Geschichtliches Unterrichtswerk, Mittelstufe,* Band III, *Das Werden der modernen Welt,* Schöningh Paderborn-Schoedel Hannover, 1957.
5. BENDFELD, B., STIER, M.E., TENBROCK, R.H., THIEME, K., *Geschichtliches Unterrichtswerk,* Ausgbe G., Band I, *Der Geschichtliche Weg unserer Welt bis 1776,* Schöningh, Paderborn-Schroedel, ,Hannover, 1963.
6. BOEK, O., DUMKE, A., HUBNER, R., KLENK, F., KRATZERT, O., SOHNS, E. *Damals und Heute, 4.,* Geschichte für Volksschulen, Ausgabe C., Ernst Klett Verlag, Stuttgart, (1965).
7. BOEK, O., HUBNER, R., KLENK, F., KRATZERT, O., *Damals und Heute,* 2. Band, 7-8. Schuljahr, E. Klett, Stuttgart,, (s.d.).
8. BONWETSCH, G., DITTRICH-GALLMEISTER, E., DITTRICH, J., EBERLE, H.H., KRUGER, K., WILMANNS, E., WILDMANNS, G., *Grundriss der Geschichte,* Ausgabe B, Band II, *Vom späten Mittelalter bis zur Mitte des 19 Jahrunderts,* E. Klett, Stuttgart, 1967.
9. BONWETSCH, G., DITTRICH-GALMEISTER, E., DITTRICH, J., HERZFELD, *Grundriss der Geschichte für die Oberstufe der höheren Schulen,* Ausgabe B., III. *vom 1850 bis zur Gegenwart,* E. Klett Verlag, Stuttgart, (1967).

10. BONWETSCH, G., WILMANNS, E., EBERLE, M.M., *Grundriss der Geschichte* Ausgabe A., *II, Vom Ende der Völkerwanderung bis zum Ende des Absolutismus*, E. Klett, Stuttgart, 1967.
11. BUCHEIM, K., *Erbe des Abendlandes, Lehrbuch der Geschichte für höhere Schulen, Oberstufe*, Teil III, *Europa in der Welt*, Ausgabe B., Pädagogischer Verlag Schwann, Düsseldorf, 2 Auflage, 1958.
12. BUSCH, E., HILLGRUBER, A., *Grundzüge der Geschichte, VII, Vom Beginn der französischen Revolution 1789 bis zur Gegenwart, 2 ter Halband Die Geschichte unserer Zeit seit 1914*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, II. Auflage, 1962.
13. *Damals und Heute, I, Geschichte für Volksschulen*, Ausgabe, C., E. Klett, Stuttgart, 1967.
14. *Damals und Heute, 2, Heschichte für Volksschulen*, Ausgabe C., E. Klette, Stuttgart, 1967.
15. *Damals und Heute, 3, Geschichte für Volkschulen*, Ausgabe C., E. Klett, Stuttgart, 1967.
16. DEISSLER, H.H., *Grundzüge der Geschichte* Mittelstufe-Ausgabe, A., Bd. IV, *Vom Wiener Kongress bis zur Gegenwart*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 13, Auflage, 1961.
17. DEERMAN, B., GERSTMANN, E., VOELSKE, A., *Neuzeit, 1648-1918, 4*, 6 Auflage Schöningh, Paderborn-Schroedel, Hannover, 1962.
19. DE MAREES, J., STORCK, G., ADERHOLD, C., PFEIFFER, P., DECH, G., *Hefte zur Zeitgeschichte* : Weltkrieg 1914-1918.
Die russische Revolution 1917.
Vom Kaiserreich zur Republik.
Die Weimarer Republik.
Weltkrieg 1939 bis 1945, J. Belz, Weinheim, s.d.
20. DITTRICH, J., DITTRICH-GALLMEISTER, E., HERZFELD, H., *Grundriss der Geschichte für die Oberstufe der höheren Schulen*, Ausgabe B., II, *Die moderne Welt von den bürgerlichen Revolutionen bis zur Gegenwart*, E. Klett, Stuttgart, 1966.
21 DITTRICH-GALLMEISTER, E., DITTRICH, J., HERZFELD, *Grundriss der Geschichte für die Oberstufe der höheren Schulen*, B., III, *Von 1850 bis zur Gegenwart*, E. Klett, Stuttgart, 1966.
22. DOHN, H., *Der Geschichtsunterricht in Volks-und Realschulen, didaktisch-methodisch Grundfragen, 3/4, H.* Schroedel, Hannover, Berlin, Darmstadt, Dortmund, 1967.
23. EBELING, H., *Die Reise in die Vergangenheit*, Bd. IV, *Unser Zeitalter der Revolutionen und Weltkriege*, G. Westermann, Braunschweig, Berlin, Hamburg, München, Kiel, Darustadt, 1962.
24. EBELING, H., *Die Reise in die Vergangenheit, Ein geschichtliches Arbeitsbuch*, Band I. G. Westerman, Braunschweig, s.d. (1968.)
25. EBELING, H., *Die Reise in die Vergangenheit, Ein geschichtliches Arbeitbuch*, Band IV, *Unser Zeitalter der Revolutionen und Weltkriege*, G. Westerman,, Braunschweig, s.d. (1968).
26. FERNIS-HAVERKAMP, *Gründzüge der Geschichte von der Urzeit bis zur Gegenwart*,, M. Diesterweg, 9. Auflage, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, (s.d.).
27. FERNIS, H.G., HILLGRUBER, A., BUSCH, E., HOFFMAN, J., *Von Zeitalter der Aufklärung bis zur Gegenwart, Grundzüge der Geschichte*, Ausgabe B., M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, Munchen, 1966.

28. FERNIS, H.G., HILLGRUBER, A., *Grundzüge der Geschichte*, Band IV, *Vom Zeitalter der Aufklärung bis zur Gegenwart*, Ausgabe B., M. Diesterweg Frankfurt-am-Main 1968.
29. FIKENSCHER, F., *Der Geschichtsunterricht*, Teil IV, *Das 19. Jahrhundert und das Schicksalhafte 20 Jahrundert*, Ansbach, 1958.
30. FORSTER, H., PINNOW, M., SCHMITT, F., *Kletts Geschichtliches Unterrichtswerk für die Mittelklassen*, Ausgabe C., *3, Das Werden des nationalen Staates*, E. Klett, Stuttgart, 1967.
31 FORSTER, H., SCHMITT, F., SCHWALM, E., *Kletts Geschichtliches Unterrrichtswerk*, Ausgabe C., 3, E. Klett, Stuttgart, 1967.
32. FUHS, M., ZIMMERMANN, E., *Werden und Wirken, 3, Die Neue Zeit, 1500-1815*, G. Braun, Karlsruhe, 1967.
33. FURNHOHR, W., KESSEL, W., *Geschichtswerk für höhere Lehranstalten*, Mittelstufe, Bd. III, *Vom Westfälischen Frieden bis zur Gegenwart*, M. Lurz, München, 5. Auflage, 1961.
34. GRAFF, K.H., KUNZ, J., *Herrschaft der Völker, vom Kampf um die amerikanische Unabhängigkeit bis zum ersten Weltkrieg*, Bagel, Düsseldorf, (s.d.).
35. GROLLE, J., SCHWALM, E., *Menschen in ihrer Zeit, 4, Handreichungen für den Lehrer*, Stuttgart, 1967.
36. GUNDEL, M., KRUGER, K., WILMANNS, G., *Grundriss der Geschichte für die Oberstufe der höheren Schulen* zweibändige Ausgabe B., *I, Von der Urzeit bis zum Ende des Absolutimus*, E. Klett, Stuttgart, 1966.
37. HABISREUTINGER, J., FRICK, W., *Geschichtliches Werden*, Mittelstufe, IV Band, *Geschichten der neusten Zeit, 1815-1950*, C.C. Büchner, Bamberg, 6. Auflage, 1967.
38. HAGENER, C., *Geschichte unserer Welt*, Band III, *von 1890 bis zur Gegenwart*, G. Westermann, Braunschweig, Berlin, Hamburg, München, Düsseldorf, Darmstadt, Kiel, 1967.
39. HAMPEL, J., SEILNACHT, F., *Wir erleben die Geschichte, Ein Arbeitsbuch für den Geschichtsunterricht*, II. Band, 7-8 Schuljahr, Bayerischer Schulbuch Verlag, München, 2. Auflage, 1967.
40. HARTWICH, H.H., GROSSER, D., HORN, W., SCHEFFLER, *Politik im 20. Jahrhundert*, G. Westermann, Braunschweig, 3. Auflage, 1967.
41. HEIMISCH, K.J., *Der Völkerfriede, Bedingungen, Voraussitzungen, Möglichkeiten, Frangenkreise*, F. Schöningh, Paderborn, Blutenburg, München, (1966).
42. HERZFELD, H., DITTRICH-GALLMEISTER, E., *Grundriss der Geschichte für die Oberstufe der höheren Schulen*, Ausgabe A, IV, *Weltstaatensystem und Massendemokratie*, E. Klett, Stuttgart, 1965.
43. HILGENBERG, H., STAUDINGER, H., WAGNER, E., *Unsere Geschichte, Unsere Welt*, Band 3, *Von Napoleon III bis zur Gegenwart*, Bayerrische Schulbuch, München, 1964.
44. HOFMANN, J., *Bilder aus der Weltgeschichte, Historische Szenen*, Heft 14, *Die Grossen Krisen, 1917-1933*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 3. Auflage, 1967.
45. HOFMANN, W., BRUCKNER, R., MULLER, G., *Einst und Jetzt, Geschichtsdarstellung vom Altertum bis zur Gegenwart*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 8. Auflage, 1962.
46. HUG, W., RUMPF, *Menschen in ihrer Zeit, 3, Im Mittelalter*, E. Klett, Stuttgart, 1966.

47. IMMISCH, J., *Zeiten und Menschen, Band IV, Europa und die Welt, Das 20 Jahrhundert*, Ausgabe B., Schöningh, Paderborn-H. Schroedel, Hannover, 1966.
48. JAACKS, G., *Damals und Heute, 4, Geschichte für Volksschulen*, Ausgabe C., E. Klett, Stuttgart, 1967.
49. JOCHMANN, W., NELESSEN, B., *Adolf Hitler, Persönlichkeit, Ideologie, Taktik*, F. Schöningh, Paderborn, 1960.
50. KARELL, U., *Geschichte des Mittelalters, Ein Lehr-Lern und Arbeitsbuch*, Bayerischer Schulbuch, München, 1960.
51. KISTLER, H., *1933-1945, Stoffliche Handreichnung zur Schulwandbilder*, Série II, Müuchen, Stuttgart, 1962.
52. KLAUER, K.S., *Lebenskunde, Sachkunde, Weltkunde*, 1, Dürrsche Buchhandlung, Bad Godesberg, 1966.
53. KLAUER, K.J., *Lebenskunde, Sachkunde, Weltkunde, 2*, Dürrsche Buchhandlung, Bad Godesberg, 1967.
54. KLETTS, *Geschichtliches Unterrichtswerk für die Mittelklassen*, Ausgabe B., IV, Um Volksstaat und Volkergemeinschaft, E. Klett, Stuttgart, s.d.
55. KLETTS, *Grundriss der Geschichte*, Band III, *Von 1850 bis zur Gegenwart*, E. Klett, Stuttgart, 1967.
56. KRUGER, K., *Kletts Geschichtsliches Unterrichtswerk für die Mittelklassen*, Ausgabe B II, Aus Mittelalter und Neuzeit, E. Klett, Stuttgart, 1966.
57. KRUGER, K., *Kletts Geschichtliches Unterrichtswerk*, Augabe C., II, E. Klett, Stuttgart, 1967.
58. KRUGER, K., *Kletts Geschichtliches Unterrichtswerk für die Mittelklassen*, Ausgabe C., 2, Mittelalter und frühe Neuziet, E. Klett, Stuttgart, 1967.
59. KUNZE, K., WOLFF, K., *Das historische Grundwissen*, E. Klett, Stuttgart, 1966.
60. KRYWALSKI, D.,*Die Zerstörung des Rechts und Verfassungs staates im dritten Reich, Frangenkreise für die Oberstufe der höheren Schulen*, F. Schöningh, Paderborn-Blutentag, München, 1965.
61. LACHNER, M., *Grundriss der Geschichte, Die neuste Zeit von 1815 bis zur Gegenwart*, Schöningh-Paderborn-Blutenburg, München, 1965.
62. LASIUS, R., RECKER, H., *Geschichte*, Band 3, *Das Zeitalter der Weltmächte und Weltkriege*, J. Beltz, Weinheim, s.d. (1963).
63. LEBER, A., *Moltke, F.* (Grafin von), *Für und wider, Entscheidungen in Deutschland, 1918-1945*, A. Leber Mosaik Verlag, Berlin, Frankfurt-am-Main, 2, Auflage, 1961.
64. LUCAS, F.S., BODENSIECK, H., RUMPF, E., *Menschen in ihrer Zeit, 6, In unserer Zeit*, K. Klett, Stuttgart, 1966.
65. LUCAS, F.S., BODENSIEK, H., HILLIGEN, W., RUMPF, E., SCHWALM, E., ZITZCAFF, D., *Menschen in ihrer Zeit, Handreichungen für den Lehrer*, Union Druckerei Gmbh, Stuttgart, 1967.
66. LUCAS, F.J., BODENSIECK, H., RUMPF, E., *Menschen in ihrer Zeit, Geschichtswerk für Realschulen*, Band 6, *In unserer Zeit*, E. Klett, Stuttgart, 1968.
67. MANGELSDORF, R., ANDREAS, W., *Werden und Wirken, Geschichtswerk in 3 Bäden für die Oberstufe der höheren Schulen*, Band III, *Neueste Zeit, 1815-1956*, G. Braun, Karlsruhe, 6. Auflage, 1960.
68. MANN, H., *Lebendige Geschichte, Arbeitshefte über Heimat, Vaterland und Welt im Wandel der Jahrhunderte*, 3 Teil, *von 1815 bis zur Gegenwart*, E. Dümmler, Bonn, Hannover, Hamburg, Kiel, München, 5, Auflage, München, 1962.

69. MENZEL, W., HAUSER, O., *Kletts Geschichtliches Unterrichtswerk für die Mittelklassen*, Ausgabe B, III ; *Vom Fürstenstaat zur Bürgerfreiheit*, E. Klett, Stuttgart, 1967.
70. MEYER, E., *Das europäische Nationalstaatensytem, Völker und Staaten Zwischeneuropas*, H. Schroedel, Hannover, Berlin, Darmstaat, Dortmund, 1966.
71. MEYER, H., *Politische Bildung, Handbuch für Lehrer*, H. Schroedel, Hannover, Berlin, Darmstadt, Dortmund, 1966.
72. MULLER, G., HOFFMANN, W., BRUCKNER, R., *Einst und Jetzt, Geschichtsdarstellung vom Altetum bis zur Gegenwart*, II Auflage, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1966.
73. NETT, B., *Aus deutscher Vergangenheit, ein Arbeitsbuch für Geschichte*, Ausgabe C. *Nordwest.*
Ausgabe D. *Baden-Würtemberg*, Teil II, 7-8 Schuljahr, *Vom Zeitalter der Entdeckungen bis zur neuesten Zeit*, Ludwig Auer Cassianeum, Donau wörth, Bayern, Delhaven-Neuss, Rheinland, 6. Auflage, 1954.
74. NITZSCHKE, H., KRUGER, K., MENZEL, W., PINNOW, H., STOCKL, E., *Klettsgeschichtliches Unterrrichtswerk für die Mittelklassen*, Ausgabe B., Band IV, *Nationalstaat und moderne Welt*, E. Klett, Stuttgart, (s.d.).
75. PHILIPPSON, M., NOELSKE, A., *Geschichtliches Unterrichtswerk*, Ausgabe C, I, *Altertum und Mittelalter bis 1918*, Schöningh, Paderborn, Schroedel, Hannover, 1963.
76. PINNOW, H., TEXTOR, Fr., *Klettsgeschichtliches Unterrichtswerk für die Mittelklassen*, Ausgabe B., Band IV, *Um Volksstaat und Völkergemeinschaft*, E. Klett, Stuttgart (s.d.).
77. RIEMECK, R., *Geschichte im Uberblick*, Folge 3, *Vom Wiener Congress bis zum I. Weltkrieg*, G. Stalling, Oldenburg, (s.d.).
78. RIEMECK, R., *Geschichte für die Jugend, Band IV, Vom Wiener Congress bis zur Gegenwart, Geschichtlicher Hauptkurs*, 8. Schuljahr, Mundus Verlag Stuttgart, 3, Auflage, 1961.
79. RIPPER, W., *Geschichte, Lehrplan-Vorbereitung Unterrricht*, 2. Teilband, *Vom Beginn der Industrialisierung bis zum Ende des zweiten Weltkrieges*, J. Beltz, Weinheim und Berlin, 1967.
80. ROLLE, TH., *Europäische Zusammenschlüsse*, Paderborn-Munchen, 1965.
81. ROST, S., *Bilder aus der Weltgeschichte, Historische Szenen*, Helft 12, *Nationalstaaten und Weltmächte*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 3. Auflage, 1966.
82. RUDINGER, K., *Unser Geschichtsbild. Der Sinn in der Geschichte, Bayerischer* Schulbuck, 1955.
83. RUDINGER K., *Gemeinsames Erbe. Perspektiven europäischer Geschichte*, Bayerischer Schulbuch, 1959.
84. RUDINGER, K., *Ereignisse und Linien europäischer Geschichte*, Bayerischer Schulbuch, 1962.
85. RUMPF, E., SCHWALM, E., *Menschen in ihrer Zeit, 3, Handreichungen für den Lehrer*, Stuttgart, 1967.
86. SCHLEGEL, W., *Handbuch für den Geschichtsunterricht an Volks-und Realschulen, II, Von der amerikanischen Revolution bis zur Entlassung Bismarcks (1770-1890), III, Imperialismus, Kolonialismus und erster Weltkrieg (1890-1917), IV, Von Machtübernahme Hitlers (1917-1933)*, J. Beltz, Weinheim, 1964-1966.
87. SCHOEL, R., *Sachkunden für Abschlussklassen, Zeitgeschichte*, H. Schroedel, Hannover, Berlin, Darmstadt, 1962.

88. SEITERS, J., WALZ J.B., *Das Werden der Modernen Welt durch die wirtschaftliche und Gesellschaftliche Revolution*, H. Schroedel, Hannover, Berlin, Darmstadt, Dortmund, 1966.
89. SIMONSEN, F., SCHMIDT, H., *Vom Schicksalsweg des deutschen Volkes*, Heft 4, *Vom Zeitalter der Weltmächte*, Matthiesen, Lübeck-Hamburg, (s.d.).
90. SIMONSEN, F., SCHMIDT, H., *Vom Erbe der Väter*, Heft 3, *Vom Kaiserreich zur Republik*, Matthiesen, Lübeck-Hamburg, 5, Auflage, (s.d.).
91. SIMONSEN, F., *Lebendige Vergangenheit, Geschichtsbuch für Realund Mittelschulen*, Band V, *Von 1850 bis zur Gegenwart*, E. Klett, Stuttgart, (1961).
92. STEIDLE, O., *Bider aus deutscher Geschichte, Neuzeit und Gegenwart*, M. Lurz, München, 5. Auflage, 1957.
93. STEINACKER, R., FATZBENDER, E., *Geschichte unserer Zeit*, A. Bagel, Düsseldorf, 1962.
94. STEINBUGL, E., *Geschichte der Neuzeit 1492-1890, Ein Lehr-, Lern-und Arbeitsbuch*, Bayerischer Schulbuch, München, 1960.
95. STELLMANN, U., *Spiegel der Zeiten, Geschichtbuch für deutsche Schulen*, Band IV, *Die Neueste Zeit*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 5, Auflage, 1962.
96. STERMMERMANN, STENZEL, R., HASELIER, G., *Werden und Wirken, 2, Die Welt des Mittelalters bis 1500*, G. Braun, Karlsruhe, 1966.
97. STIELOW, R., *Bilder aus der Weltgeschichte, 9, Die Bürgerlichen Revolutionen*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1966.
98. TENBROCK, R.H., THIEME, K., *Geschichtliches Unterrichtswerk für höhere Lehranstalten, Die Neueste Zeit vom Ursprung der U.S.A. bis Heute*, F. Schöningh, Paderborn, 1956.
99. TENBROCK, R., STIER, H.E., THIEME, K., *Geschichtliches Unterrichtswerk, Mittelstufe*, Band IV, *Europa und die Welt 1789 bis Heute*, Schöningh, Padeborn-Schroedel, Hannover, 1957.
100. TENBROCK, R.H., STIER, H.E., THIEME, K., *Geschichtliches Unterrichtswerk für höhere Lehranstallen*, Band III, *Weltkriege und Weltordunung im 20 Jahrhundert*, Schöningh, Paderborn-Schroedel, Hannover, 1963.
101. TENBROCK, R.M., THIEME, K., *Geschichtliches Unterrichtswerk*, Ausgabe G., II. *Vom europäischen Staatensystem zum Weltstaatensystem 1776 bis 1914*, Schoningh, Paderborn-Schroedel, Hannover, 1963.
102. TIMM, A., *Was weisst du von Adolf Hitler ?*, F. Schoningh, Paderborn, (s.d.).
103. VITTALI, E., WEILER, K., *Werden und Wirken, Geschichtswerk für die Mittelstufe der höheren Schulen*, Band IV, *Die Neuste Zeit, (1815-1962)*, G. Braun, Karlsruhe, 1965.
104. VOGT, H., *Schuld oder Verhängnis. 12 Fragen an Deutschlands jüngste Vergangenheit*, M. Diesterweg Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 4, Auflage, 1963.
105. WACHENDORF, H., THIERBACH, H., *Geschichtliches Unterrichtswerk für höhere Lehranstalten, Mittelstufe*, Band IV, *I. Halbband, Europa und die Welt, 1789-1914*, F. Schoningh, Paderborn, H. Schroedel, Hannover, 10. Auflage, 1957.
106. WIEMER, J., MEYER, H., *Demokratie als Lebensform*, H. Schroedel, Hannover, Berlin, Darmstadt, Dortmund, 1966.
107. WIEMER, J., MEYER, H., *Der totalitäre Staat, H.* Schroedel, Hannover, Berlin, Darmstadt, Dortmund, 1966.

2. RECUEILS DE TEXTES, RECITS, DOCUMENTS.

1. BAITSCH, O., *Dokumente, Berichte, Schilderungen aus drei Jahrhunderten bis zur Gegenwart.* Ein geschichtliches Lesebuch, ausgewählt von. Kulturbuch Verlag, Berlin, 1956.
2. BEUTEL, F., REMUS, H., *Geschichtsbilder aus alter und neuer Zeit, ein geschichtliches* Lese und Arbeitsbuch für das 5 und 6. Schuljahr, F. Kamp, Bochum, s.d. (1958).
3. BRENDEL, R., *Die Urne, Menschen in der Zeit,* Texte für die politische Bildung. Hirschgraben Verlag, Frankfurt-am-Main, 1962.
4. BUCHHEIM, M., *Arbeitsmaterial zur Gegenwartskunde,* H. Schoedel, Hannover, Berlin, Darmstadt, Dortmund, 1961.
5. BURBACH, K.H., *Bilder aus der Weltgeschichte, Quellen und Begriffe, Heft 5, Das Spätmittelalter,* M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1967.
6. BURBACH, K.H., MANN, H., STIELOW, R., *Bilder aus der Weltgeschichte, 6/7, Renaissannce, Reformation, Glaubenskämpfe,* M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 1965.
7. CHRISTMANN, H., *Quellensammlung für den Geschichsunterricht, Heft 3, Von 1815 bis zum Jahre 1945, ausgewählt und zusammengestellt von.* Ferd. Dümmlers Verlag, Bonn, Hannover, Hamburg, Kiel, München, (1962).
8. CONZE, W., *Quellen und Arbeitshefte zur Geschichte und Gemeinschaftskunde, Der Nationalsozialismus, 1919-1945,* 2 Teile. E. Klett, Verlag, Stuttgart, (1959-1962).
9. DICKMANN, F., *Geschichte in Quellen,* Band III, *Renaissance, Glaubenskämpfe, Absolutismus,* Bayerischer Schulbuch, München, 1966.
10. EBELING, H., *Geschichten aus der Geschichte,* Band II, *Abendländisches Mittelalter.* Band III, Neuziet, G. Westermann, Braunschweig, Berlin, Hamburg, München, Kiel, Darmstadt 1965.
11. EHRLICH, E.L., *Geschichtliche Quellenschriften, Geschichte der Juden in Deutschland,* Pädagogischer Verlag Schwann, Düsseldorf, 4. Auflage, 1961.
12. FLAKE, W., *Geschichtsbilder, bearbeitet von.-Schöningh-Schroedel,* 9. Auflage, (s.d.).
13. GROSCHE, H., *Bilder aus der Weltgeschichte, Historische Szenen, Quellen und Begriffe,* Heft 15, *Der Nationalsozialismus und der zweite Weltkrieg* M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 7. Auflage, 1966.
14. GROSCHE, H., *Bilder aus der Weltgeschichte, Historische Szenen,* Heft 16, *Welt ohne Frieden, Von 1945 bis zur Gegenwart,* Frankfurt-am-Main, 3. Auflage, 1961.
15. GROSCHE, H., *Welt ohne Frieden 1945 bis 1965, Bilder aus der Weltgeschichte, Historische Szenen, Quellen und Begriffe,* M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1966.
16. HANKE, A., *Geschichtliche Quellenschriften Europas Weg zur Einheit,* Pädagogischer Verlag Schwann, Düsseldorf, 1. Auflage, 1959.
17. HEINISCH, K. J., *Der Völkerfriede, Dokumente des Friedenswillens der Menschheit, Fragenkreise,* F. Schöningh, Paderborn, Blutenburg Verlag, München, (1966).
18. HEUMANN, H., *Quellentexte zur Zeitgeschichte, Deutschland 1945 bis heute,* Hirschgraben-Verlag, Frankfurt-am-Main, 2. Auflage, 1961.
19. HIPPEL, E. (von), *Geschichtliche Quellenschriften, Der Rechtsgedanke in der Geschichte,* Pädagogischer Verlag Schwann, Düsseldorf, 1. Auflage, 1955.

20. HIRTLER, K., *Wir sind gewarnt ,Lesebuch für die politische Bildung. Literarische Begleittexte zur Geschichte einer noch gegenwärtigen Vergangenheit*, Verlag Dürrsche Buchhandlung, Bad Godesberg, Köllen Verlag, Bonn, 1961.
21. HOFMANN, W. MULLER, G., BAHL, F., *Einst und Jetzt, Geschichtserzählungen für das fünfte und sechste Schuljahr*, 12. Auflage, M.Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1966.
22. KLEINKNECHT, W., KRIEGER, H., *Materialen für den Geschichtsunterricht in mittleren Klassen, Die Neuziet*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 1963.
23. KLEINKNEKT, W., KRIEGER, H., *Die neuste Zeit 1850-1945, Materialen für den Geschichtsunterricht in mittleren Klassen*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 1965.
24. KLEINKNECHT, W., KRIEGER, H., *Materialien für den Geschichtsunterricht in mittleren Klasse. Das Mittelalter*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1967.
25. KRYWALSKI, D., *Dokumente zur Zerstörung des Rechts und Verfasungsstaates im dritten Reich, Fragenkreise für die Oberstufe der höheren Schulen*, F. Schöningh, Paderborn, Blutenburg Verlag, München, (1965).
26. KUHN, W., *Erzählungen aus der Geschichte, Kletts Geschichtliches Unterrichtswerk*, Ausgabe C., E. Klett, Stuttgart, 1965.
27. LITTMAN, A., MELLBOURN G., *Deutsche Zeitbilder, ein Lesebuch vom deutschen Alltag*, G. Westermann, Braunschweig, 1957.
28. MEYER, H., LANGENBECK, W., *Grundzüge der Geschichte, Oberstufe*, Ausgabe, B., *Historisch-politisches Quellenbuch, II, Vom Zeitalter der Aufklarung bis zur Gegenwart*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1966.
29. MEYER, H., LANGENBECK, W., *Grundzüge der Geschichte, vom Zeitalter der Aufklärung bis zur Gegenwart, Historisch-politisches Quellenbuch*, Band II, Ausgabe B., M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, 2, Auflage, 1967.
30. PAULSEN, I., *Christlicher sozialismus und staatliche sozialpolitik in Deutschland, Quellen und Arbeitshefte für den Geschichtsunterricht*, E. Klett, Stuttgart, s.d.
31. PINNOW, H., *Der Staat der Gewalt, Quellentexte und Berichte über die Nationalsozialistische Diktatur*, E. Klett, Stuttgart, 1960
32. PONICKE, H., *Schriften zum Zeitgeschehen, Aus der Ostdeutschen Wirtschaft*, F. Schöningh, Paderborn, s.d.
33. PONICKE, H., *Schriften zum Zeitgeschehen, Aus der Mitteldeutschen Wirtschaft*, F. Schöningh, Paderborn, s.d.
34. ROEDER-KNORR, H., *Zeiten und Menschen, Geschichtserzählungen*, Schöningh-Schroedel, Paderborn, (s.d.).
35. ROST, S., *Bilder aus der Weltgeschichte, 8, Das Zeitalter des Absolutismus*, M. Diesterweg, Franffurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1967.
36. SCHONBRUNN, G., *Geschichte in Quellen, V. Weltkriege und Revolutionen, 1914-1945*. Bayerrischer Schulbuch München, 1961.
37. SCHOEPS, H.J., *Geschichtliche Quellenschriften, Zur Geschichte Preussens im 19. Jahrhundert*, Pädagogischer Verlag Schwann, Düsseldorf, I. Auflage, 1955.
38. SEILER, A., *Zeitgeschichte und Wir, Berichte, Dokumente, Bilder zur jügsten Vergangenheit*, P. List, München, Frankfurt-am-Main, Berlin, Hamburg, s.d.
39. TROG, W., *Bilder aus der Weltgeschichte, 10, Napoleon und der Aufstand Europas*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1967.

40. WEIRICH, R., BURCK, G., *Gründzüge der Geschichte, Oberstufe, Ausgabe B., Historisch-Politisches Quellenbuch, I, Von der Urzeit bis zum Zeitalter des Absolutismus* M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, München, 1966.
41 WESTPHALEN, L., (Graf von), *Geschichte des Antisemitismus in Deutschland im 19, und 20. Jahrhundert, Quellen und Arbeitshefte zur Geschichte und Gemeinschaftskunde*, E. Klett, Stuttgart, 1967.
42. WITTRAM R., *Die Nationalitätenkämpfe in Europa und die Erschütterung des europäischen Staatensystems, (1848-1917), Quellen und Arbeitshefte für den Geschichtsunterricht*, E, Klett, Stuttgart, s.d.
43. WULF. W., *Geschichtliche Quellenhefte*, Heft 10, *Das Zeitalter des Imperialmus, (1890-1918)*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, Berlin, Bonn, 5. Auflage, 1962.
44. WULF, W., *Die Welt im Wandel, Geschichtliche Quellenhefte, Weltgeschichte, (1939-1946)*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main, 1966.
45. WULF, N., *Geschichtliche Quellenhefte.*
Heft 5. *Das Zeitalter der Reformation und der Glaubenskämpfe.*
Heft 6/7, *Vom Westfälischen Frieden bis zum Wiener Kongress, 1648-1815.*
Heft 8, *Restauration und Liberalismus, 1815-1849.*
Heft 9, *Nationalismus und Demokratie im Werden, 1849-1890.*
Heft 10, *Das Zeitalter des Imperialismus, 1890-1918.*
Heft 11, *(a-b-c), Weltgeschichte, 1919-1965*, M. Diesterweg, Frankfurt-am-Main 1965-1967.
46. ZIMMERMAN, L., *Deutschland und die grossen Mächte, (1918-1932), Quellen und Arbeitshefte für den Geschichtsunterricht*, E. Klett, Stuttgart, s.d.

II. RAPPORT.

Le rapport présenté à la réunion de clôture qui se tint à Braunschweig du 2 au 9 mars 1969 est une synthèse de l'analyse séparée effectuée par chacun des membres francophones et néerlandophones de la délégation.

153 ouvrages ont été examinés. Ils se répartissent en 107 manuels et 46 recueils de textes (récits et documents, essentiellement consacrés à l'histoire contemporaine).

La délégation a porté son attention sur la structure générale des ouvrages examinés et sur quelques points particuliers de l'histoire contemporaine, à partir de la première guerre mondiale.

Ses conclusions se résument à :

1) des remarques générales;
2) des remarques particulières à propos des points qui ont particulièrement retenu son attention. Elles peuvent s'inscrire dans les 4 chapitres suivants :
   1) les causes de la première guerre mondiale et son déroulement;
   2) le nazisme, depuis ses origines jusqu'en 1945;
   3) la seconde guerre mondiale;
   4) la période actuelle, de 1945 à nos jours.

A) **Remarques générales :**

1) Les faits cités sont exacts. Ils se réfèrent à l'historiographie allemande actuelle et sont établis sur la base des connaissances présentes.

La façon d'aborder l'évolution historique est généralement valable (citons entre autres A. 38, A. 41, A. 51, A. 55, A. 59, A. 65, A. 77, A. 104).

Cette évolution n'est toutefois pas toujours suffisamment structurée. La place accordée aux faits cités n'est pas toujours en rapport avec leur importance relative dans le développement historique. Le contexte historique est parfois trop schématisé. Il en est de même de certains faits de l'histoire allemande, par exemple ceux relatifs aux événements révolutionnaires de 1918-1919, ou à l'attitude des troupes allemandes dans les pays occupés au cours des deux guerres mondiales. Sur ce sujet, le point de vue des adversaires de l'Allemagne est rarement évoqué.

2) Tout en adoptant le plus souvent le cadre de l'histoire mondiale, les manuels allemands accordent une place beaucoup plus large aux événements de l'histoire allemande. En ce qui concerne les autres puissances mondiales, la place la plus large est faite aux Etats-Unis, à l'Angleterre et à la France; une part plus réduite est faite à d'autres grands Etats, tels que la Chine, le Japon et la Russie.

La Belgique y occupe donc logiquement une place fort réduite et sporadique. En effet, elle n'est en général citée qu'à propos de l'amalgame hollando-belge de 1815, la Révolution de 1830, la politique coloniale du Roi Léopold II, la déclaration de guerre 1914-1918, la guerre de 1940-1945, l'indépendance du Congo et incidemment à propos des assemblées européennes de la période d'après 1945.

3) Presque tous les manuels adoptent la conception de l'*histoire événementielle.* Ils accordent plus de place aux faits politiques et militaires qu'aux événements de l'histoire des civilisations. Les problèmes économiques et sociaux y sont le plus souvent abordés indépendamment des faits politiques, c'est-à-dire sans qu'apparaissent assez clairement les implications des faits économiques et sociaux sur les faits politiques et vice versa.

4) La façon de présenter certains faits de la période hitlérienne et de la guerre de 1940-1945 semble préjudiciable à la formation démocratique et civique de la jeunesse allemande d'aujourd'hui. En effet, non seulement, le problème de la responsabilité y est le plus souvent fort atténué, mais d'autres faits peuvent aussi jeter la confusion dans les esprits. Par exemple, l'attention portée aux erreurs tactiques de Hitler, l'hommage fait à l'héroïsme des soldats allemands, le combat mené contre le communisme, le nouveau « nationalisme européen » risquent d'entraîner les jeunes à penser, qu'avec d'autres leaders, ces actions n'eussent pas été aussi criticables.

Ce « nouveau nationalisme » présenté comme européen apparaît dans de nombreux ouvrages. Il est essentiellement fondé sur un anti-communiste sans réserve. Dans cet esprit, la place accordée à la Révolution de 1917 en Russie y est en général insuffisante. Son importance politique pour l'histoire du XX^{e} siècle n'y est pas toujours suffisamment mise en lumière.

5) L'évolution de l'histoire allemande pour la période qui suit la deuxième guerre mondiale est présentée dans un éclairage uniforme. Aucun ouvrage examiné ne fait exception à la règle. Ils sont le reflet d'une position gouvernementale que la délégation ne se permet pas de critiquer. Mais indépendamment du fait que la comparaison entre la BRD et la DDR y est présentée en noir et blanc sans nuances, la délégation craint que les informations concernant la DDR y soient trop schématiques pour permettre de comprendre l'évolution économique de cette région de l'Allemagne.

En effet, les faits se rapportant à l'histoire de la DDR relèvent davantage de la propagande que de l'analyse objective de l'évolution historique.

Deux conséquences en découlent :

a) le développement de la DDR est passé sous silence. De ce fait, il s'avère impossible de faire comprendre aux étudiants allemands comment cette région est actuellement devenue l'une des 10 plus grandes puissances industrielles au chiffre de production;

b) en désignant le plus souvent dans les manuels et les atlas historiques, la DDR par le vocable « Mitteldeutschland », on peut craindre un encouragement à un retour du chauvinisme territorial à l'égard de l'ensemble des territoires détachés de l'Allemagne en vertu des Accords provisoires de Potsdam. En l'absence de traité de paix, la délégation belge estime qu'une plus grande réserve est souhaitable en cette matière. Cette appréhension est d'autre part renforcée par la terminologie employée à l'égard des territoires de l'Est désignés comme *Unser* Vaterland, *Unsere* Heimat, *Unser* Vorfahren.

6) La comparaison opérée par sondages entre les ouvrages examinés et les éditions antérieures laisse apparaître parfois quelques modifications aux points de vue de la structure générale et des faits évoqués.

D'une façon générale, les recueils de textes, récits et documents font l'objet des mêmes remarques que celles concernant les manuels.

Les ouvrages dont il n'est pas fait mention dans le rapport sont considérés par la délégation comme échappant aux critiques. Dans cet esprit, elle tient toutefois à mentionner tout spécialement : A. 38, A. 41, A. 51, A. 55, A. 59, A. 65, A. 77, A. 104 et B. et B. 8, B. 13, B. 31 et B. 41.

B) **Remarques particulières :**

1) **Les causes de la première guerre mondiale et son déroulement :**

a) **préparation et responsabilité :** Certains manuels opposent les affirmations du Traité de Versailles à l'historiographie actuelle en matière de responsabilité, ajoutant que ce problème n'a pas encore reçu de réponse définitive (A. 3, A. 9, A. 25, A. 47; A. 66, A. 98, A. 103).

Cette conception n'est pas criticable en soi mais elle ne justifie pas toute élimination d'une part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre.

Ainsi, les manuels qui reconnaissent cette responsabilité, l'attribuent exclusivement à l'état-major, disculpant implicitement de la sorte le gouvernement et le peuple allemands, par ex. : A. 33, A. 38, A. 44, A. 59).

Le plus souvent, la déclaration de guerre est présentée comme une conséquence fatale des mobilisations russe et française, qui menaçaient l'Allemagne d'encerclement. (A. 7, A. 9, A. 59, A. 76, A. 77, A. 87, A. 92). Le problème de la responsabilité est souvent trop schématisé, voire même minimisé (A. 3, A. 24).

b) **Violation de la neutralité belge :** Tous les manuels reconnaissent que ce fut une infraction au droit international mais plusieurs la justifient implicitement par la nécessité de contourner les positions françaises trop fortifiées (plan von Schlieffen (A. 4, A. 9, A. 37, A. 59 A. 66, A. 89). Quant au discours de Bethmann-Hollweg au Reichstag dans lequel il compare la neutralité belge à un *Fetzenpapier,* on trouve dans les ouvrages qui y font allusion des points de vue divergents. L'entrée des troupes allemandes en territoire belge est parfois qualifiée de *violation,* mais aussi d'invasion ou même simplement de *Durchmarsch,* présentée par certains auteurs comme une nécessité (A. 62). D'autres la considèrent comme une erreur tactique, puisqu'elle entraîna l'entrée en guerre de l'Angleterre, aux côtés des Français. (A. 38, A. 74). Certains ne posent pas le problème (A. 7, A. 39). L'interprétation de la guerre 1914-1918 et ses conséquences telle qu'elle ressort de l'ouvrage A. 27 est, du point de vue belge inacceptable.

c) **Attitude des troupes allemandes :** Aucun manuel examiné ne traite de l'attitude des troupes allemandes, ni de la gestion des territoires occupés, pendant la durée de la guerre 1914-1918.

d) **Traité de Versailles :** Tous les manuels insistent sur la sévérité du « Diktat » imposé à l'Allemagne mais la plupart se bornent à exposer, sur ce sujet, le point de vue allemand. Le ton et les commentaires sont toutefois assez différents; en général, beaucoup d'amertume envers les pertes territoriales et économiques (ex. : B. 45). Certains auteurs laissent percer leur optique personnelle, exprimant à ce sujet leur indignation. (A. 3 et A. 105).

2) **Le nazisme, depuis ses origines jusqu'en 1945 :**

Cette période est analysée avec de louables efforts d'objectivité critique. Tous les manuels font état de l'action dictatoriale de la politique hitlérienne et de sa destruction de toutes traces de démocratie. Ces efforts d'objectivité paraissent cependant en plusieurs points insuffisants.

Ainsi, beaucoup de manuels insistent sur le fait que la majorité des Allemands ne se rendaient pas compte des buts poursuivis par Hitler, bien que celui-ci les ait exposés dans « Mein Kampf » et dans des discours incendiaires dès avant 1929. A titre d'exemple, A. 101 écrit que ces discours n'avaient pas plus d'audience que des roulements de tambour.

D'une façon générale, Hitler est présenté, dans la période précédant son accession au pouvoir, comme une des rares personnalités politiques d'envergure (par la place qu'il occupe dans le récit); il est montré comme un des seuls à avoir un programme susceptible de sauver l'Allemagne de la crise et des conséquences du Diktat de Versailles. (A. 3, A. 38, A. 66). Ce fait semble d'autant plus évident que dans ces manuels l'aspect social et les forces politiques en présence sont présentés de façon superficielle. (A. 38, A. 66). Certains manuels présentent l'évolution interne de l'Allemagne sous forme d'alternative : nazisme ou communisme. On y trouve une insistance à placer sur le même pied ces deux idéologies (ex. : A. 23). Si dans leur application, ces deux régimes ont des points communs, leur fondement et leur signification historique sont pourtant différents. Certains auteurs font même valoir le nazisme aux yeux de beaucoup d'Allemands de l'époque comme un moindre mal vis-à-vis du communisme (ex. : A. 74, A. 91). Il en résulte que, dans le contexte politique actuel, le nazisme peut fort bien apparaître comme justifié, aux yeux d'enfants insuffisamment informés.

Cette appréhension est par ailleurs renforcée par :

a) la place substantielle consacrée par certains ouvrages à l'action énergique de la politique hitlérienne contre le chômage, à sa législation sociale en faveur des travailleurs, à sa politique de grands travaux publics, sans qu'ils insistent suffisamment sur l'orientation générale de cette politique vers le déclenchement d'une guerre mondiale pour la réalisation de ses projets. De la sorte, Hitler risque d'apparaître comme la personnalité qui sauva l'Allemagne de la crise économique. A cet égard, tout particulièrement A. 3, A. 9, A. 38, A. 25, A. 62, A. 66, A. 74, A. 93;

b) l'iconographie de certains ouvrages renforce également cette impression.

Peu de photos relatives aux sévices hitlériens avant 1940 à l'égard des adversaires politiques mais, par contre, dans certains manuels, une

abondante iconographie montrant un Hitler jovial, souriant, passant en revue des jeunesses hitlériennes pleines de vitalité, ou présidant des manifestations en son honneur dans des stades combles. Quelques rares ouvrages montrent toutefois l'envers du décor (A. 62, A. 64), salaires inchangés depuis 1932, situation difficile de l'agriculture, résorption du chômage par le gonflement des emplois dans l'armée et construction d'un gigantesque appareil de guerre.

Incendie du Reichstag : Cet événement est important dans la mesure où il justifie aux yeux de Hitler l'*Ermächtigungsgesetz.*

Certains manuels ne le mentionnent pas (ex. : A. 9, A. 39, A. 87). Plusieurs le mentionnent sans poser le problème de la responsabilité, se contentant de dire que Hitler l'attribua aux communistes, ou encore que cet incident arriva providentiellement pour justifier les mesures prises (A. 3). D'autres précisent que ni le procès de Nürnberg ni l'historiographie actuelle n'ont pu encore faire la lumière sur cette affaire (A. 37, A. 43, A. 47, A. 91, A. 98). Il en est pourtant qui excluent la responsabilité des communistes et un même qui rapporte un aveu de Göring au procès de Nürnberg selon lequel il aurait personnellement organisé l'attentat (A. 33, A. 51, A. 60, A. 62, A. 104). Fort peu de manuels font allusion au procès de Leipzig, qui suivit l'attentat et aucun ne mentionne l'acquittement des leaders allemands et bulgares impliqués dans cette affaire, ce qui contribue à justifier implicitement l'accusation hitlérienne.

Annexion de l'Autriche, du pays des Sudètes, de Dantzig : Dans ces questions, c'est la terminologie utilisée qui prête le plus à critique. Aucun manuel ne parle d'annexion mais d'*Anschluss,* d'*Eingliederung,* de *Rückgabe.* La délégation belge estime que cette interprétation est dangereuse car elle risque d'entraîner une réaction nationaliste abusive à propos de ces territoires, d'autant plus que certains manuels insistent tout particulièrement (avec photos) sur l'enthousiasme de la population autrichienne et sudète lors de ces événements (A. 9, A. 43, A. 66, A. 62, A. 74, A. 89, A. 91, A. 93).

A. 9 évoque même à cette occasion, la situation déplorable des Allemands vivant en Pologne. A. 98 prétend que la crise des Sudètes commença avec la mobilisation de l'armée tchécoslovaque.

3) **La deuxième guerre mondiale :**

Neutralité belge : La responsabilité du déclenchement de la deuxième guerre mondiale est parfois attribuée exclusivement à Hitler, contre la volonté des généraux allemands (ex. : A. 9). Dans ce cas, l'agression contre les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg est présentée comme accélérant l'assaut contre l'Angleterre. A ce titre, certains manuels considèrent que Hitler a commis une erreur en permettant aux Anglais de rembarquer leurs troupes à Dunkerque (A. 43, A. 45, A. 76). Certains ouvrages parlent d'assaut sur les Pays-Bas et la

Belgique sans parler d'agression (A. 37). D'autres mêmes reprennent en cette circonstance, la justification donnée pour l'attaque contre la Belgique en 1914, à savoir la présence, du côté français, de la ligne fortifiée Maginot (A. 89, A. 91).

Bombardements aériens et attitude des troupes d'occupation : Peu d'auteurs font allusion aux atrocités nazies dans les pays occupés. Certains même n'en disent rien (A. 9, A. 37, A. 43, A. 62, A. 89). La plupart des manuels examinés ne citent ni les noms de Lidice, d'Oradour-sur-Glane, ou de Bande. Parmi les ouvrages qui en font mention, certains présentent la liquidation des populations de ces villages comme une simple mesure de représaille, ce qui peut laisser croire à une justification implicite (A. 9, A. 37, A. 38, A. 91). Par contre, A. 9 présente le massacre de Katyn comme une atrocité soviétique, sans ajouter comme c'est le cas pour d'autres événements cités plus haut, que l'historiographie actuelle n'a pu encore faire toute la lumière sur ce fait. Plusieurs manuels en outre, affirment que les troupes allemandes furent accueillies en libératrices en Ukraine. (A. 43, A. 47). Ces mêmes manuels ne consacrent aucune ligne aux atrocités nazies en U.R.S.S.

D'une façon générale, le problème de l'attitude des troupes allemandes dans les pays occupés et la gestion de ces territoires est, comme pour la première guerre mondiale passé sous silence ou traité en quelques lignes seulement. Certains auteurs parlent d'une « sinnlose Fortsetzung des Krieges » ou d'une « eines sinnlosen verbrecherischen Krieges » (ex. : A. 3) mais ne disent rien de la situation dans les pays occupés. Il en est de même d'ailleurs du problème de la collaboration avec l'occupant nazi généralement passée sous silence. Dans la plupart des manuels qui font mention du régime d'occupation, et des sévices de l'armée allemande contre la population des pays occupés, évoquent aussitôt en contrepartie, en y insistant beaucoup plus longuement les misères supportées à la même époque et au lendemain de la guerre par la population allemande (à titre d'exemples seulement : A. 3, A. 24, A. 25, A. 47, A. 66). Ces manuels et d'autres mettent largement l'accent sur les malheurs de l'Allemagne après la guerre (prisonniers, réfugiés, démontage d'usines, sous-alimentation, etc...) (par ex. : A. 73, A. 87, A. 89, A. 90, A. 95). L'ouvrage A. 6 déclare que les Russes, à l'Est, et que les Alliés à l'Ouest, commirent aussi des atrocités.

Mais cette constatation est particulièrement frappante en ce qui concerne les bombardements aériens pendant la guerre. Ainsi, certains ne mentionnent les bombardements de l'aviation allemande, que comme de simples opérations militaires. Beaucoup ne citent ni le nom de Rotterdam, ni celui de Coventry, en dépit du verbe « Coventrysieren » inventé par l'autorité nazie dès 1940 (ex. : A. 33, A. 43).

Par contre, plusieurs manuels font une large place aux bombardements aériens sur l'Allemagne entre 1942 et 1945 (A. 7, A. 9, A. 37, A. 45, A. 66, A. 62, A. 87, A. 89, A. 91, A. 93, A. 92, A. 95). Certains y ajoutent plusieurs documents photographiques des principales villes

allemandes bombardées telles que Cologne, Dresde, Hambourg, Stuttgart. La délégation pense d'ailleurs que la reproduction de ces photos, auxquelles les lecteurs peuvent conférer un contenu affectif, est assez dangereuse.

Dans chacun des ouvrages examinés elle n'a trouvé une telle insistance concernant les bombardements allemands tout particulièrement contre les convois de réfugiés civils en 1940.

Antisémitisme et persécutions: L'analyse de l'antisémitisme et de son cortège de persécutions occupent une place substantielle dans tous les ouvrages. Mais certains le présentent comme une invention diabolique de Hitler, sans nécessairement ajouter, sauf exception, que les théories raciales sont scientifiquement insoutenables (A. 28). L'antisémitisme est parfois attribué à l'action d'une minorité (A. 98). De plus, beaucoup d'ouvrages ne font que fort sommairement allusion aux conditions dans lesquelles vivait le peuple juif en Allemagne, ainsi qu'aux ghettos et aux camps de concentration (font notamment exception à cette constatation : A. 21, A. 27, A. 42, A. 51, A. 64, A. 104, A. 107). Sur ce point, il ne leur est attribué par certains auteurs qu'une place insuffisante en fonction de l'importance des problèmes de la répression, tant avant que pendant la guerre (A. 3, A. 7, A. 43, A. 66, A. 62). Certains auteurs reprennent à leur compte l'argument selon lequel des millions d'Allemands ignoraient l'existence des camps de concentration : conception contestée cependant par l'historiographie actuelle (ex. : A. 3, A. 47, A. 45, A. 93). L'ouvrage A. 87 rétorque d'ailleurs à cette interprétation, en renvoyant à des passages de « Mein Kampf ». De plus, aucun Allemand n'était sensé ignorer les « lois de Nürnberg » publiées le 15-9-1935 et les faits qui en découlèrent.

A quelques exceptions près, nous n'avons trouvé mention des persécutions de certaines populations en Pologne et en Russie soviétique. Plus rares encore sont les manuels qui font allusion aux persécutions contre les Tziganes.

La Résistance au nazisme :

Beaucoup de manuels donnent de ce problème une vue incomplète. En outre, l'importance accordée en général à certains facteurs par rapport à d'autres risque de fausser la compréhension des étudiants. En fait, la résistance au nazisme se présente sous deux aspects :

a) la résistance allemande;

b) la résistance dans les pays occupés.

a) **La résistance allemande :** De la résistance des partis politiques, il n'est fait allusion que dans quelques ouvrages (ex. : A. 6). L'évocation des forces en présence et l'aspect social du problème n'y sont que superficiellement montrés (ex. : A. 3, A. 25, A. 38, A. 66). Sauf quelques exceptions, la place prépondérante est faite à 3 types de résistance :

l'Eglise catholique et évangélique, l'armée, avec en exergue l'attentat du 20-7-1944 et la résistance intellectuelle (Weisse Rose, etc...). Certains ne disent rien de la résistance ouvrière (socialiste, communiste, syndicale) (exceptions : A. 6, A. 8, A. 104), bien que nombre de manuels reconnaissent que les camps de concentration ont été organisés tout d'abord, dès 1933, pour y emprisonner les communistes, les socialistes et les juifs. Il en est qui justifient leur silence sur la résistance ouvrière en affirmant que, seuls les intellectuels, l'Eglise et l'armée étaient en mesure de faire pression sur le gouvernement. (ex. : A. 9, A. 38, A. 39, A. 43, A. 47, A. 66, A. 73, A. 87, A. 93, A. 95, A. 98). Certains ouvrages par contre accentuent, avec insistance, l'opposition de l'état-major à Hitler, dès le début de la guerre (ex. : A. 7, A. 43). L'ouvrage A. 62 ne dit rien des camps de concentration. D'une manière générale, les manuels montrent le peuple allemand aveuglé par les promesses de Hitler et ne se rendant compte que trop tardivement de la réalité. La résistance, difficile et inorganisée, n'aurait été le fait que de quelques individus isolés. Certains justifient implicitement la passivité allemande pendant la guerre sous prétexte que la défaite nazie aurait entraîné fatalement la défaite de leur patrie avec toutes les conséquences qui devaient en découler.

b) **La résistance dans les pays occupés** : Plusieurs ouvrages ne disent rien de la résistance dans les pays occupés (citons à titre d'exemples : A. 7, A. 9, A. 37, A. 73, A. 91, A. 92, A. 95, A. 98). L'ouvrage A. 11 explique la résistance dans ces pays par les mesures répressives. Il ne lui consacre que 8 lignes. Dans les autres manuels, sauf quelques exceptions (notamment A. 51, A. 104) ce problème est également traité en quelques lignes, alors qu'en général de nombreuses pages sont consacrées à la résistance allemande.

Sur le nombre de victimes des camps de concentration, fort peu d'indications.

Procès de Nürnberg : La validité de ce procès est contestée par plusieurs manuels. Ils lui reprochent notamment que les accusateurs y étaient à la fois juge et partie et que le tribunal eut à élaborer lui-même les articles de droit en vertu desquels les accusés devaient être jugés (ex. : A. 87, A. 89, A. 95). Certains affirment même que seule la vengeance a fait agir les juges et que, sur le plan juridique, les lois auxquelles ils se référaient étaient sans valeur, puisqu'elles furent élaborées a posteriori. D'autres cependant (tel A. 107) admettent que toutes les critiques que l'on peut formuler à l'égard du procès n'enlèvent rien à la dignité du jugement.

En résumé, ce problème ainsi que celui de la dénazification, sont envisagés d'un point de vue trop unilatéral, le point de vue allemand, sans tenir assez compte du contexte historique de l'époque envisagée (ex. : A. 3, A. 28).

4) **La période actuelle de 1945 à nos jours :**

C'est la période la plus sujette à caution du point de vue de la critique historique, tout particulièrement en ce qui concerne la division de l'Allemagne et le développement de la BRD et de la DDR. Le grand nombre de manuels examinés n'implique pas, en cette matière, une bien grande variété d'interprétations. Ils sont quasi tous violemment anticommunistes. C'est le reflet d'une position gouvernementale que la délégation ne se permet pas de critiquer. Toutefois, au nom de la critique historique et de la nécessité de l'information, elle formule les réserves suivantes :

a) l'histoire de la DDR n'est évoquée que par quelques événements précis, à savoir : le blocus de Berlin, le 17-6-1953, le Mur, l'oppression politique et la soumission totale à l'U.R.S.S. Des conditions économiques et sociales, rien ou peu de choses. Cela suffit-il à faire comprendre le développement industriel d'une région autrefois considérée, pour sa plus grande part, comme essentiellement agricole ?

b) le problème de la DDR n'est envisagé, dans la plupart des manuels, qu'en fonction de la réunification et à partir d'une option politique, n'utilisant que les faits destinés à servir cette conception ou les interprétant dans cette perspective (ex. : A. 3, A. 25, A. 28, A. 66 et B. 29). Une interprétation manifestement tendancieuse perce dans un titre comme : « Wie lässt sich der kommunistische Vormarsch aufhalten ? ». (A. 66). Il émarge davantage de la propagande que de l'information historique. C'est dans une interprétation analogue que certains ouvrages établissent une équivalence entre hitlérisme et communisme.

« Unbewaltigte Vergangenheit », c'est le titre d'un chapitre de l'ouvrage de J. WIERMER et H. MEYER « Der totalitäre Staat ». C'est comme le note, dans son rapport, un membre de la délégation, la question fondamentale. Pour ces auteurs, la discussion reste entachée de subjectivité et d'affectivité.

Cependant, le passé ne sera surmonté, est-il dit dans le rapport cité ci-dessus, que par un effort de réelle objectivité où la passion fera place à la volonté de montrer comment et pourquoi un régime totalitaire peut s'établir. C'est ce qu'ont notamment tenté ces deux historiens. Dépassant le plan des justifications ou des silences, cette lucidité peut, seule, aider cette démarche.

PROTOCOLE COMMUN

Quatre jours de discussions, parfois serrées, ont amené les deux délégations à signer le protocole suivant :

Du 3 au 6 mars 1969 s'est tenu à l'Internationales Schulbuchinstitut de Braunschweig un colloque entre des historiens belges et allemands

en vue de discuter de la présentation de l'histoire des années 1933-1945 dans les manuels scolaires de leurs pays respectifs(1).

Les historiens allemands ont communiqué des rapports partiels sur les manuels scolaires belges.

La délégation belge, de son côté, a analysé 153 manuels scolaires allemands et a présenté un rapport global.

Une discussion animée s'est engagée sur les questions fondamentales de cette période, et, principalement, sur la manière de les envisager dans l'enseignement de l'histoire en R.F.A. (B.R.D.)

La délégation belge a reconnu sur l'ensemble :

« Cette période est analysée avec de louables efforts d'objectivité critique. Tous les manuels font état de l'action dictatoriale de la politique hitlérienne et de la destruction de toutes les traces de démocratie. »

Cependant, les participants belges ont exprimé des réserves sur un grand nombre de points relatifs à la formulation et à l'optique de certains manuels.

La délégation allemande regrette que, par manque de temps, il n'a pas été possible de discuter des rapports allemands sur les manuels scolaires belges, dans lesquels des réserves et des observations ont été formulées.

A l'issue de ce débat, les deux délégations ont marqué leur accord sur les recommandations ci-après :

I. Les deux délégations estiment nécessaire de formuler les **considérations pédagogiques** suivantes applicables à l'enseignement de l'histoire :

(1) Les leçons d'histoire, au niveau de l'enseignement secondaire, n'ont pas comme but premier de préparer au métier d'historien.

(2) La démocratisation de l'enseignement élargit la responsabilité du professeur d'histoire chargé de l'éducation des futurs citoyens du monde. La formation d'une « conscience historique » à base critique est indispensable, en effet, pour garantir la dignité de l'individu et pour assurer les relations communautaires dans l'édification d'un avenir pacifique.

(3) L'enseignement de l'histoire doit abandonner toute forme de nationalisme exacerbé.

---

(1) En vertu du programme du colloque, les problèmes postérieurs à 1945 n'ont pas été abordés. Les deux délégations estiment que ces problèmes devront être traités à l'occasion d'une nouvelle rencontre.

(4) Bannissant l'encyclopédisme, l'enseignement de l'histoire poursuivra des buts de formation et de promotion de la personnalité humaine.

(5) Ainsi, par son objet, sa structure, et ses méthodes, l'enseignement de l'histoire doit aider à l'épanouissement de l'homme au sein d'une société qu'il sera apte à mieux comprendre et à améliorer. Cela implique que tous les aspects de la réalité historique soient pleinement mis en valeur. Dans cette perspective, le choix se portera notamment sur les aspects sociaux, économiques, politiques, culturels et techniques dans leurs interactions, tant sur le plan national que sur le plan universel.

(6) Dans le cadre des moyens didactiques, on doit procéder à un choix tel qu'aucun fait ne soit traité sans une présentation suffisante du contexte historique et des conditions préalables.

II. Les deux délégations estiment que l'examen du fascisme ne peut être formatif que s'il est abordé dans ses structures politiques, économiques, sociales et culturelles, sous forme de thèmes et non seulement d'une façon chronologique strictement événementielle et psychologique.

Il faut expliquer la logique interne du système, son idéologie conduisant à la guerre, à l'exploitation économique des pays occupés et à la destruction de la dignité humaine par des persécutions, des déportations et des atrocités physiques et morales.

III. **Problèmes particuliers.**

(1) Le **fascisme** doit être abordé comme un phénomène général, mais il faut le faire comprendre par des exemples concrets. Il faut expliquer les causes du fascisme sous toutes ses formes. Il faut préciser, notamment pour l'Allemagne, quels sont les groupes qui l'ont porté au pouvoir; il faut tenir compte des antécédents du fascisme, notamment de l'impérialisme du 19e siècle. Il faut donner un jugement explicatif des raisons qui ont permis au fascisme de triomper « légalement » en Allemagne.

En ce qui concerne l'histoire de la République de Weimar, on doit rendre les événements compréhensibles en tenant compte de l'évolution socio-économique dans son ensemble. On doit veiller à ce que des faits — comme par exemple la collaboration temporaire des communistes et des nazis — ne soient pas présentés isolés du contexte, d'une manière trop simplifiée, susceptible de créer des malentendus.

Il faut veiller à ce que les faits présentés soient suffisamment caractéristiques pour servir d'exemples significatifs.

Les mesures militaires ne doivent pas être mentionnées sans expliciter leur but et leurs effets politiques (ex. : l'agression contre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg en 1940).

Il ne faut pas non plus que le fascisme apparaisse comme l'antidote au communisme ce qui le justifierait aux yeux de certains.

(2) **Les réalisations du nazisme.** Il faut montrer en quoi elles ont exactement consisté, par exemple, la résorption du chômage, si elle a amené une amélioration du niveau de vie des travailleurs par rapport à l'époque antérieure, n'en a pas moins été fonction de la préparation de la guerre. Cette amélioration avec tous ses effets psychologiques, n'a néanmoins pas été durable.

Il serait souhaitable de pouvoir disposer, dans la mesure du possible, de documents économiques à ce sujet.

(3) **L'incendie du Reichstag.** Cet événement doit apparaître comme celui qui a favorisé l'établissement d'un régime de terreur.

C'est pourquoi, le parallèle « incendie - **Ermächtigungsgesetz** » est chose excellente.

Si le procès de Leipzig est évoqué, il convient d'en mentionner l'issue.

(4) **Conquêtes territoriales avant la Deuxième Guerre mondiale.** En ce qui concerne les conquêtes d'avant-guerre, il convient de souligner que, même si elles ont rencontré une approbation de la part de certaines populations annexées, même si elles ont été reconnues par les grandes puissances, elles n'en constituent pas moins des violations flagrantes des traités internationaux en vigueur.

Ces annexions ont été obtenues par des moyens de pression, par un chantage qui devait inévitablement conduire à la guerre.

(5) **La neutralité belge.** Le mot « Durchmarsch » souvent employé dans les manuels est malheureux. Si en ce qui concerne la guerre 1914-1918, il convient d'employer les termes de « violation de la neutralité belge », cette neutralité étant garantie par les grandes puissances européennes parmi lesquelles l'Allemagne, pour la Deuxième Guerre mondiale, le mot « agression » est bien celui qui convient pour qualifier l'entrée des troupes allemandes en Belgique.

(6) **Bombardements aériens et attitudes des troupes d'occupation.** On ne devra pas décrire la conduite de la guerre et la politique d'occupation isolée de leurs conséquences pour les populations concernées. Les aspects généraux de la politique d'occupation (l'abolition de la légalité constitutionnelle, les persécutions contre les Juifs, la terreur politique, l'exploitation économique, le travail forcé, etc.) doivent être mentionnés pour tous les territoires occupés dans leur ensemble.

(7) **Persécutions et antisémitisme.** Tout en constatant que dans tous les manuels soumis à la critique de la délégation belge, on ne trouve aucune trace de racisme, il serait néanmoins utile d'introduire à l'ave-

nir dans les manuels d'histoire, la mention de l'absence de tout fondement scientifique du racisme, quel qu'il soit.

(8) **La résistance.** La résistance européenne, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, devrait être présentée non seulement dans ses aspects communs à tous les pays, mais aussi dans les caractères propres à chaque pays occupé, tant sur le plan géographique que social, politique, technique et économique.

En ce qui concerne la résistance allemande, les deux délégations se réfèrent aux conclusions contenues dans le texte néerlandais élaboré lors des discussions menées entre délégués allemands et néerlandais et publiées dans l'Internationalen Jahrbuch für Geschichts- und Geographie — unterricht, Band XI, 1967, rubrique « Het Duitse verzet » (Sonderdruck), pages 22-23. Page 23 : il sera ajouté au point (1) « qui était partiellement la continuation de l'opposition sous la République de Weimar ».

(9) **Le procès de Nürnberg.** Si le problème est traité, il convient de le faire dans le contexte historique de l'époque.

LA RESISTANCE ALLEMANDE.

En traitant de la résistance allemande, il faut s'efforcer d'en donner un aperçu équilibré et qui fait justice aux multiples courants et phases d'évolution. L'oubli total de la résistance ouvrière, qui a été de la plus grande importance, est particulièrement regrettable. En ce qui concerne la résistance catholique, il faut se demander si le comte von Galen et le Père Delp ne sont pas des exemples plus caractéristiques que le cardinal Faulhaber, dont le nom est souvent cité.

Les participants allemands recommandent de tenir compte des points de vue ci-après énumérés :

1. La résistance allemande s'est manifestée pendant une période de douze ans et fut, en partie, la continuation du mouvement d'opposition sous la république de Weimar.

2. Il s'agit d'une résistance contre le gouvernement du pays, qui, du point de vue strictement juridique, avait accédé au pouvoir de façon légale.

3. Mis à part les communistes, le mouvement de résistance ne disposait pas de bases effectives à l'étranger.

4. La résistance allemande commença en 1933. Au cours des années initiales du régime national-socialiste, elle fut avant tout l'apanage de groupes issus du mouvement ouvrier, surtout de tendance social-démocrate et communiste. Au cours des années 1933 à 1937, des dizaines de milliers de fonctionnaires du mouvement ouvrier fu-

rent victimes de la Gestapo. En même temps, le régime au pouvoir réussit à anéantir la plupart des mouvements organisés de résistance. Des dizaines de milliers de prisonniers furent expédiés vers les premiers camps de concentration : Dachau, Oranienbourg, Esterwegen, Buchenwald, etc.

5. Depuis l'hiver 1933-1934 des groupements à caractère bourgeois s'opposèrent de plus en plus au régime ou à certaines dispositions, prises par les autorités national-socialistes. En l'occurrence, il s'agit surtout de protestants et de catholiques, d'intellectuels et, aussi, d'officiers.

La résistance se manifesta en premier lieu contre l'oppression de l'église, le programme d'euthanasie, le dirigisme des arts et des sciences et surtout contre la persécution des Juifs, qui, depuis le « Reichskristalnacht », était de notoriété publique.

6. Après 1938 une partie des cadres supérieurs militaires fit opposition à la politique guerroyante de Hitler. Des interventions d'officiers et diplomates influents auprès de la Grande-Bretagne n'aboutirent à rien. Le coup d'Etat, conçu par Halder, perdit toute raison d'être par suite de la visite inattendue de Chamberlain à Berchtesgaden.

7. Dans la guerre civile en Espagne, des Allemands, adversaires du nazisme, combattirent pour la République. Des formations allemandes jouèrent un rôle important dans la défense de Madrid, dans les batailles de Guadalajara et de Brunete. Des quelque 5.000 volontaires allemands, près de 3.000 trouvèrent la mort.

8. Au cours de la seconde guerre mondiale un large front de résistants au régime se déploya. Il acquit une importance grandissante à partir de 1942. De ce mouvement de résistance, dépourvu d'organisation bien structurée, firent partie des officiers, des diplomates, des intellectuels, des ecclésiastiques protestants et catholiques, des dirigeants de syndicat et des socialistes. D'autre part se développèrent, surtout depuis 1943, des organisations assez importantes soumises à l'influence communiste. Au surplus, des relations furent engagées avec des mouvements de résistance dans les pays occupés et certains contacts furent établis avec les pays alliés par le canal du monde étranger neutre.

Le noyau du mouvement allemand de résistance fut poussé à l'action par l'indignation que soulevèrent les mesures injustes et brutales du régime. Spirituellement, il était apparenté à la résistance européenne contre l'humiliation de l'homme. A côté des groupes de jeunes traditionnellement démocratiques, tels que les étudiants du groupe « La rose blanche », en firent partie les membres du cercle Kreisauer et, en nombre croissant, des militaires conservateurs. Le 20 juillet ne fut que l'acte ultime et l'apogée dramatique de ce mouvement.

René VAN SANTBERGEN - Herman CORIJN - Georg ECKERT.

CHRONIQUE MUSEE-CINEMA

LE MUSEE POUR L'HISTOIRE DES SCIENCES A L'UNVERSITE DE GAND (1).

« Ce musée s'est fixé comme but principal d'illustrer l'interpénétration et la fécondation réciproque des différents courants de la pensée scientifique, des découvertes et des inventions. Aussi diverses et nombreuses que soient les disciplines sous lesquelles ressortent ces découvertes et ces inventions.

» Un musée dit « des sciences » ne peut s'intégrer dans ces cimetières du passé » dont parlait Chateaubriand en ce sens que chaque document et chaque objet doivent y être étiquetés et mis en évidence de façon à représenter une étape, petite ou grande de l'aventure scientifique ou technique. Pour ce faire le musée de Gand dispose de quatre moyens qui, de préférence, sont à appliquer simultanément: ses vitrines, ses maquettes et appareils dit « vivants », sa bibliothèque et sa salle de projection cinématographique avec filmothèque et diathèque. »

Directeur chef de service.
Prof. ir. J.-B. QUINTYN.

Le musée pour l'histoire des sciences comporte les sections suivantes : médecine, biologie, optique, astronomie, chimie, électricité, physique, télécommunications.

Il dispose d'une salle de projection pour films et diapositives; un auditoire est mis à la disposition des professeurs qui désirent faire une leçon sur place ou donner quelques informations ou explications complémentaires.

Des visites guidées pour groupes scolaires se font sur demande.

FILMS.

En version néerlandaise :

De Olympische spelen in Tokyo 1964 - 19 min.
Wiskundig spel - 12 min.

(1) Korte Meer, 9, Gand. Tél. 09/23.65.58. Un guide très complet du musée est envoyé sur simple demande.

Mens en Computer - 24 min.
Het kleine Mirakel - 14 min.
Edelgassen - 22 min.
Os Mundi - 27 min.
Rontgenstralen en de architectuur der atomen - 35 min.
Het leven in een druppel water - 20 min.
Hoe werkt de radio ? - 8 min.
Interludium electronicum - 28 min.

En version allemande :

Herr Kekule, Ich kenne Sie nicht - 20 min.

En version anglaise :

Reddy Kilowatt - 19 min.

En version française :

Feedback - 12 min.
Le ruban magique (les possibilités de la bande magnétique) - 24 min.
Composition en C (la chimie du carbone) - 37 min.
Alpha - Beta - Gamma (la radioactivité) - 20 min.
Carbone 14 ou le temps retrouvé - 14 min.

SERIES DE DIAPOSITIVES.

Een populaire inleiding tot de kernphysica - 30 dias.
De verwantschap der elektronenbuizen - 42 dias.
De diode - 38 dias.
De triode - 30 dias.
De katodestraalbuis - 26 dias.
De beeldbuis - 28 dias.
Foto-emissie - 34 dias.

Josette DEBACKER.

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

NOTES et glanures

OUVRAGES GENERAUX.

DANTO Arthur, **Analytical Philosophy of history**, Cambridge, UP, 1965.

Professeur associé à l'Université de Columbia, philosophe préoccupé d'analyser les manières dont le monde est pensé et exprimé, l'auteur détaille certaines asymétries entre les jugements concernant le passé et ceux concernant l'avenir en vue de démontrer l'impossibilité de certaines prévisions, d'écrire l'histoire des événements avant qu'ils ne soient arrivés. Il réfute la position du relativisme historique selon laquelle il serait impossible d'avoir une vision exacte du passé, mais il souligne les problèmes insurmontables lorsqu'il s'agit d'appliquer les mêmes propositions à l'avenir. Il explique certains critères logico-esthétiques pour les narrations valables et pour montrer le rôle que joue la narration dans l'explication et la description historique. Il considère finalement les sujets ultimes des jugements historiques et avance que tout rapport concernant l'histoire doit être compris en terme de comportement humain. Le langage de cet ouvrage fort technique est cependant accessible. Il ouvrira quelques horizons à ceux qu'inquiète le problème de l'utilité de l'histoire.

R.V.S.

GROTTANELLI Vinigi L., **Ethnologica. L'uomo e la civilta**, Milan, Labor, 1965, 3 vol. illustrés.

Ouvrage monumental de synthèse de toutes les connaissances relatives aux sociétés passées et actuelles qui ont ignoré l'écriture mais que l'histoire ne peut pas pour autant ignorer. Il y a, en effet, continuité entre les sociétés étudiées par l'ethnologie et celles relevant de l'histoire de la civilisation, où la subdivision des divers domaines est seulement plus poussée. Si une vision fonctionnaliste a pu rappeler opportunément qu'aucun fait n'est interprétable en dehors de son milieu, il apparaît nettement ici qu'un retour à la méthode comparative s'impose, car il y a des contextes similaires qui autorisent donc le rapprochement.

Une somme qui aidera les sceptiques à comprendre la nécessité d'une mutation de l'enseignement de l'histoire vers une meilleure perception de l'homme dans toutes les manifestations de son humanité, en un mot vers une histoire vraiment, et enfin, universelle.

R.V.S.

LINTON Ralph, **De l'Homme** (The study of Man), trad. Y. Delsaut, coll. « Le sens commun », Paris, Ed. de Minuit, 1968.

On peut ne pas être d'accord avec les implications philosophiques de la pensée de R. Linton concernant l'intégration au groupe. Il n'en reste pas moins vrai que cet ouvrage, écrit en 1936, constitue une somme dont il est grand temps que les lecteurs francophones prennent connaissance. Il constitue une introduction passionnante, toujours agréable à lire et d'une grande profondeur d'expression à l'anthropologie culturelle. La connaissance des sociétés et des mécanismes qui les animent est essentielle pour les historiens. Leur rôle n'est pas seulement de définir les faits, mais de les objectiver dans la signification évolutive. L'histoire doit aider à comprendre et soi-même et autrui. Le chapitre sur les origines de l'homme, celui sur la notion de race emportent bien des mythes qui ont fait tant de mal à l'humanité. Les fondements de l'entendement humain soulignent que « Le fils d'un homme civilisé, s'il grandissait dans un isolement complet, serait, par son comportement, plus proche du singe que de son propre père ». D'où résulte l'importance de la culture, définie comme « héritage social de tout le genre humain », lui-même composé d'autant de culture particulière qu'il y a de groupes humains. Le poids du comportement appris d'autrui est démontré par les expériences pratiquées sur des portées de chatons. Tout éducateur, tout réformateur de l'éducation, de la démocratisation de l'éducation, devrait être pénétré de cet enseignement : le milieu conditionne la culture.

Quelle leçon aussi pour l'historien à la recherche de la vie dans le passé que d'apprendre : « L'avènement et le déclin spec-

taculaire de certaines civilisations ne doivent pas nous dissimuler le fait que la plupart des cultures n'ont jamais disparu : ces cultures et les sociétés qui leur servaient de support se sont perpétuées tranquillement, enrichissant leur contenu par des inventions et des emprunts, changeant leur forme et parvenant à s'adapter de mieux en mieux à leur environnement particulier ». Combien capital se révèle l'emploi de la méthode historique basée sur l'observation du continuum historique pendant un intervalle de temps aussi long que possible : « Il est ridicule d'essayer de comprendre la forme et le contenu de sectes telles que le christianisme et le mahométisme avant de connaître le fondement culturel d'où elles sont nées ».

La diffusion et l'intégration des faits culturels aident à montrer la profonde solidarité qui unit les peuples de cultures différentes et dénonce les prétendues supériorités, celles-ci sont explicables par la nature des moyens de communication et par l'environnement. Que d'autres richesses encore dans cet ouvrage trentenaire dédié, ô signe des temps, « A la civilisation à venir », en songeant que « La conquête de la société sera le plus grand triomphe de l'histoire humaine ».

R.V.S.

MORAZE Charles, **La logique de l'histoire,** Paris, Gallimard, 1967.

A mesure qu'il s'élève et embrasse davantage l'espace chronologique, l'historien découvre dans l'agitation contingente des hommes des lignes de force, des courants, invisibles du sol, mais qui évoquent dans les mouvements de l'histoire des tendances parfaitement intelligibles. Désordre à la base, ordre et méthode au sommet : ici aussi l'arbre cache parfois la forêt. Plus que quiconque, les enseignants de l'histoire devraient en être conscients, eux qui arpentent sans arrêt les avenues de l'histoire universelle. Charles Morazé s'applique dans cet ordre d'idée à décrire ce qu'il croit découvrir comme logique de l'histoire, il s'appuie pour ce faire sur les disciplines nouvelles des sciences humaines. Il découvre les vertus de la périodisation de temps long grâce auxquelles les événements s'expliquent mieux.

La condition humaine se définit par l'histoire, car seuls les hommes ont une histoire. Ils prennent par elle conscience de leur appartenance à un seul et même genre humain. Le culte des morts, propre à l'homme, apparaît bien être comme l'émergence de cette conscience d'un corps collectif et éternel. C'est la mutation la plus importante après l'apparition de la vie. Son étude, pour être globale relèverait d'une sorte d'anthropologie historique, carrefour de la sociologie, de la psychologie, de la biologie, fécondé par l'histoire.

Le véritable historien devrait connaître toutes les sciences de l'homme, car pour être logique, pour découvrir les structures de ses mouvements l'histoire doit être totale. Elle n'apparaît illogique que dans la mesure où elle est partielle. L'histoire est fille de l'imagination animée par la maturation du milieu capable de susciter la découverte qu'elle soit scientifique ou favorable. Ainsi se trouve esquissée la voie de l'humanité réfléchie où nous entrons actuellement, après avoir vécu les deux premières phases de l'humanité ; prenant conscience d'elle-même, comme collectivité globale, les hommes de demain trouveront peut-être plus facilement qu'hier les moyens d'accorder l'imaginaire et le possible. De là l'importance des sciences de l'homme dont l'apparition marque le début d'une ère nouvelle plus importante peut-être que la révolution industrielle. L'unité de l'humanité a pour corollaire l'unité de la science. Elle doit s'épanouir dans l'individu à la fois plus unique et plus dépendant.

Un message lucide, dense, pertinent d'amour et d'humanisme que tous les historiens plongés dans leurs fiches feraient bien de méditer.

R.V.S.

SEVE L., **Marxisme et Théorie de la personnalité,** Ed. Sociales, Paris, 1969, 509 p., 330 fr.

Quarante ans après le livre de Politzer, cet ouvrage tente de donner corps à une réelle psychologie concrète et axée sur le matérialisme et le socialisme scientifique.

L'auteur recherche en marxiste les aspects de l'anthropologie contemporaine et s'appuie sur une analyse rigoureuse de tous les grands textes de Marx. Comme L. Sève le fait remarquer dans sa préface, il s'agit d'une œuvre de réflexion de longue haleine. A partir du « Capital », il élabore un certain nombre de concepts essentiels. Après avoir étudié de plus en plus près le dialectique, il se prépare à ses écrits par l'enseignement de la philosophie au Lycée, qui, dit-il, à la fois par le programme de psy-

chologie à y traiter et la pratique psychopédagogique à y développer, lui permet d'analyser certains problèmes.

Pour qui s'attache à suivre, en marxiste, le développement de la psychologie, il semble impossibe de n'en pas venir au fil des années à une vue résolument critique de la situation où elle se trouve. La première phase du livre de Sève explique le contenu du livre, qui aboutira à une théorie de la personnalité.

Les différents chapitres nous amènent à comprendre l'importance de la psychologie, son rôle dans les sciences humaines et dans la politique, l'apport du marxisme, la conception marxiste de l'homme, les rapports naturels et les rapports sociaux entre les conduites. Après avoir émis diverses hypothèses concernant la théorie scientifique de la personnalité, l'auteur rappelle dans ses conclusions qu'il est avant tout philosophe et passe alors en revue les idées de Sartre, d'Althusser, du structuralisme concernant la psychologie. C'est, dit-il, « la ruine de l'essentialisme métaphysique, et le reflux idéologique qui l'accompagne qui expliquent la fortune de l'existentialisme athée, qui pouvait apparaître comme émancipatrice. Or, s'il s'agit d'une révolte de l'individu de la société bourgeoise contre cette société, il s'agit aussi de l'expression de l'impuissance à dépasser radicalement l'horizon idéologique bourgeois ». L'existentialisme correspond au moment subjectif de la prise de conscience.

Quant au structuralisme, « sous le couvert de l'emprunt au marxisme du mot infrastructure, il donne pour base explicative à la société préalablement réduite à la culture, la nature, en faisant abstraction de la formation économique, des rapports de classe, etc... ».

Il est certain que le mouvement des idées sur l'homme est dominé par une vaste scission entre des conceptions philosophiques, qui reflètent des aspirations humanistes, « parasité par l'idéologie bourgeoise ».

Il faudrait, l'auteur le reconnaît, que les marxistes rattrapent certain retard, d'autant plus qu'ils possèdent une connaissance scientifique du marxisme comme instrument de travail. Alors ils arriveront à élaborer une conception scientifique de l'individu, en lisant notamment les œuvres de Marx et Lénine à la lumière de la psychologie. L. Sève termine en posant un problème urgent : celui d'une véritable science de la vie individuelle. Ce volume très fouillé et très intéressant est à conseiller à tous ceux qui veulent comprendre les sciences de l'homme et l'individu, à ceux qui tiennent à comprendre les progrès de l'individu dans une Société future pour laquelle, où dans laquelle, il faut non seulement se battre, mais lutter afin de trouver un véritable but à la vie.

A recommander non seulement aux professeurs d'histoire mais aussi aux professeurs de morale et de sociologie.

J.D.

ART ET ARCHEOLOGIE.

POWEL T.G.E., **L'Art préhistorique,**
Librairie Larousse, Paris, coll. Le Monde de l'Art, 1967, pp. 284.

En voyant l'ouvrage, on est tenté de s'écrier : encore un ouvrage de préhistoire ! encore l'art préhistorique !

Et pourtant nous avons revisé notre jugement à la lecture de l'ouvrage que nous recommandons vivement à tous ceux qui apprécient les œuvres d'art et aiment les ouvrages bien faits. Naturellement, nous retrouvons ce qui fait l'utilité des volumes édités par les soins de la Maison Larousse : abondance de photos en noir, qualité de celles qui sont en couleur, index, cartes, documentation bibliographique et renseignements divers.

L'auteur a délimité son aire de recherche à l'Europe, ce qui peut surprendre de prime abord puisqu'on souhaite de plus en plus mondialiser les problèmes et en donner une vue aussi globale et générale que faire se peut. Il s'en explique et justifie ce choix par trois raisons : le nombre important d'études réalisées sur la préhistoire européenne et qui donne une meilleure connaissance, la conservation relativement favorable des objets des cultures préhistoriques et enfin la spécificité des cultures différentes de l'Europe. Le critère de séparation des époques préhistoriques repose essentiellement sur les types d'activités humaines et non sur l'utilisation de certains d'entre eux : culture des chasseurs, culture des agriculteurs (des cultivateurs), culture des artisans du métal et culture de la Tène (peuple que les Grecs appelaient des Celtes) L'A. élimine donc le bassin méditerranéen grec et italien, Mais l'aire géographique choisie s'étend de la plus lointaine antiquité jusqu'à l'arrivée des Romains ou de la civilisation romaine.

L'étude fait donc la synthèse de l'Europe scandinave, germanique et anglaise. L'art des chasseurs est celui d'une société évoluée

qui a renoncé à assurer sa subsistance uniquement par la cueillette ou le ramassage.

Il est constitué essentiellement de fresques. Il existe aussi cependant des objets sculptés de pierre, d'ambre, de bois (IIIe et IIe millénaires).

Certains auteurs considèrent que l'art des cultivateurs est caractérisé par l'apparition de la céramique. Il est présenté, dans ce volume, comme une conquête que seul peut permettre un changement d'existence et de mentalité. Du point de vue de la céramique, l'Orient est nettement en avance ; en Europe, il y a coexistence de communautés de chasseurs et de colons néolithiques qui entretiennent très probablement des relations entre elles. Ces céramiques européennes copient des prototypes, soit en vannerie, soit en cuir tendu sur osier. Mais c'est surtout l'art de la manière de travailler le cuivre, l'or, le bronze qui amena un changement dans la manufacture des objets coûteux (parure, équipement, etc.). On constate que l'art culturel décline au profit de l'art d'apparat. Le troc d'objets d'or et de cuivre venant de la mer Egée et de l'Anatolie ne peut à lui seul avoir modifié la mentalité et le mode de vie. L'exploitation et l'organisation sur une échelle importante en vue de réunir les matières premières ont sans aucun doute modifié les aspects économiques des rapports humains.

Pour l'A. rappelons enfin que l'art est compris en un sens large puisqu'il englobe aussi les objets d'artisanat.

P.B.

BOUARD Michel de, **Où en est l'archéologie médiévale ?**, dans **Revue historique**, t. 251 ; p. 5-22, Paris, PUF, 1969.

Dans tout domaine historique, la vision s'éclaire. Il n'est plus question aujourd'hui de confondre histoire de l'art et archéologie. L'archéologie médiévale, née en Pologne, terre sans « passé » lointain, révèle sa fécondité et multiplie ses succès techniques. La pratique de l'archéologie médiévale requiert une formation d'historien. Elle seule donne au chercheur une problématique convenable et les connaissances nécessaires. Les structures sociales, économiques, démographiques relèvent de ce bagage essentiel. En révélant, par recoupement, la valeur réelle des sources écrites, si chères aux historiens d'hier, les méthodes de l'archéologie s'affirment comme outil indispensable. Elle est irremplaçable dans le domaine de la vie matérielle. Elle donne aux notions purement conceptuelles, écueil du savoir historique, une apparence palpable. Dans notre enseignement en voie de rénovation voilà une initiation nécessaire à nos futurs professeurs et une voie de recyclage pour les plus âgés.

Les recherches réalisées démontrent l'extraordinaire continuité de certains plans et certaines techniques depuis la néolithique jusqu'au moyen âge. Notons les comportements régressifs qui en période de déclin font ressurgir des modèles provenant du passé le plus lointain

R.V.S.

TONDREAU Lucy, **Les bas-reliefs funéraires du XVe siècle conservés dans l'arrondissement de Mons**, dans **Annales du Cercle Archéologique de Mons**, 1965-67, t. 66, pp. 1-78, 1-ill.

Cette étude est consacrée à vingt-cinq « taulets » du XVme siècle conservés à Mons, Aulnoit, Baudour, Boussu, Cambron-Casteau, Estinnes-au-Val et Wasmes.

L'auteur analyse systématiquement l'épitaphe et la sculpture de ces œuvres, il identifie les défunts (nobles, bourgeois ou ecclésiastiques), il date les œuvres (première moitié du XVme siècle), il repère leur emplacement (église Sainte-Waudru, Saint-Germain, église et cloître des frères mineurs...), il étudie la matière (calcaire carbonifère des carrières de Soignies ou d'Ecaussinnes), les dimensions et la taille, il essaie d'invoquer la polychromie (qui a disparu), il relève aussi les œuvres signalées uniquement par les textes. A trois exceptions près, les auteurs ne sont pas connus. Les sujets correspondent à la grande piété de la fin du moyen-âge (Vierge, saints patrons, Sainte Trinité, crucifix...). La composition est assez uniforme (défunts agenouillés, hommes à droite, femmes à gauche du personnage central, sujets encadrés par l'épitaphe et par un décor de bordure de tableau ou d'éléments architecturaux, composition symétrique...). Des comparaisons sont faites avec d'autres œuvres du même genre trouvées à Tournai, Bruges, Binche et Ecaussinnes ainsi qu'avec d'autres œuvres de la sculpture montoise du même moment. Les œuvres sont aussi classées suivant différents critères : décoration, auteurs, provenance, matériau, style...

Dans sa conclusion l'auteur souligne l'intérêt épigraphique, historique et archéologique de ces œuvres. Elles sont des témoignages de la production de la sculpture hennuyère durant le XVme siècle. Ces œuvres ne sont pas uniquement des productions montoises, certaines d'entre elles peuvent

avoir été exécutées à Tournai, Soignies ou Ecaussinnes.

Cette belle étude historique et archéologique passionnera tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à l'art du Hainaut.

J.-P. D.

COGNIAT Raymond, **La Peinture au XVII^me siècle,** Paris, Editions du Pont Royal, 1964, coll. Le Livre-Musée, in 12°, 47 p. et 176 ill.

Cette collection tente de vulgariser les œuvres d'art et met sur le marché, des livres d'un prix relativement peu élevé. Le 12e volume de la série Livre-Musée est consacré à la peinture occidentale au XVIIe siècle. Il présente une brève introduction à l'art pictural de cette époque et une copieuse illustration de 180 photos de qualité inégale mais illustrant parfaitement les thèmes ou les auteurs choisis.

Les thèmes préférés au XVIIe siècle sont les portraits, les tableaux d'histoire et les scènes populaires ; tout est au service de l'homme et de la magnification de sa puissance (p. 8). La grande composition considérée comme la création capitale envahit la plupart des œuvres. Portraits, paysages et natures mortes se libèrent de l'ensemble de la composition pour former des thèmes indépendants quoique mineurs mais qui, du point de vue de l'historien, sont parfois fort intéressants et fort révélateurs des habitudes, coutumes, survivances etc... L'artiste ne réalise plus l'entièreté de l'œuvre ; il conçoit l'œuvre et confie à des spécialistes de son atelier certaines portions du tableau : personnages secondaires, paysages etc...

L'Italie demeure encore assez dynamique mais en réalité elle occupe déjà un rôle secondaire malgré le succès de certains peintres tels les Carrache et Guido Reni (Ecole de Bologne). L'Espagne dont c'est le début de la décadence politique et économique réalise cependant le siècle d'or de sa peinture. L'accès de ce pays au réalisme explique le développement fort important de la nature morte chez Zurbaran ou chez Velasquez. Nous aimerions quant à nous une explication de cette disparité entre deux domaines que l'on présente souvent en symbiose et le reflet l'un de l'autre. Ni l'Angleterre ni l'Europe centrale et scandinave n'ont donné naissance à des œuvres révélant un talent personnel. Certains artistes font « **le voyage d'Italie** » et sont les témoins de l'influence de l'art du XVIIe siècle mais ils restent tributaires du passé. On y retrouve même des souvenirs de l'époque gothique. Quant à la Russie malgré les tentatives d'européanisation, elle demeure encore fort « orientale » et byzantine.

Cette introduction au XVIIe siècle pictural est accompagnée d'une courte biographie des artistes cités qui constitue une bonne mise au point.

P.B.

HISTOIRE RELIGIEUSE.

FAU Guy, **Le Dossier Juif - Rome contre les juifs,** Les Editions rationalistes, Paris, 1967, 154 francs.

L'auteur recherche l'origine de la haine envers des Juifs, et retrace comment l'Eglise a transformé le problème juif en y introduisant le dogme du peuple déicide. Il explique l'antisémitisme, discute les arguments, et semble en dégager une conclusion objective Le livre se termine sur l'actualité, la motion votée en 1965 au Concile, l'Etat d'Israël, les difficultés de l'assimilation. Il importe de réduire les légendes à leur caractère fictif et de chasser de l'esprit des hommes la notion même d'un mystère échappant à la raison.

Son but est de partir à la recherche de la vérité. En partant des difficultés des Juifs dans l'Empire romain, il passe a la seconde partie du livre qui remonte alors aux Juifs avant les 18e et 20e siècles, et même la législation antijuive du gouvernement de Vichy. Le dernier chapitre s'intitule « où en sommes-nous ? » et c'est bien pour cela que le livre nous semble une invitation à réfléchir, à substituer à des préjugés les résultats d'une enquête rationnelle.

J.D.

PLANHOL Xavier de, **Les fondements géographiques de l'histoire de l'Islam,** Paris, Flammarion, 1968.

Il y a lieu de se réjouir lorsqu'un géographe apporte le secours de ses méditations et de ses observations à l'histoire. Comme le déclare l'auteur : « Ce livre veut être une histoire de la terre de l'Islam ». Il ne laisse pas de convaincre. Comment fonder, en effet, l'histoire économique et sociale du monde musulman sans référence au sol et au milieu géographique ?

L'Islam est une religion de citadins. Les nomades ont été les auxiliaires de son ex-

pansion. Peu préoccupés d'agriculture, les fondateurs de l'Islam ont laissé s'opérer une bédouanisation qui atteint son maximum au XIX[e] siècle. Les zones de forte densité agricole, les reliefs boisés ou montagneux ont offert souvent une résistance durable. La désorganisation administrative, le déclin des relations commerciales expliquent peut-être plus l'abandon de certaines cultures que les invasions. Ainsi le rôle des Hilaliens en Afrique du Nord est-il ramené à une autre dimension, comme l'a récemment souligné l'historien Jean Poncet précédemment analysé.

Les Turcs et les Mongols jouent en Orient le rôle des Bédouins Le retour du sédentaire se manifeste de la montagne vers les plaines en Afrique du Nord, des villes vers la campagne en Egypte, Syrie, Irak, des plaines vers les hauts reliefs en Moyen-Orient. L'impact de l'Europe et de la colonisation a été révolutionnaire, peut-être en réintroduisant les conditions administratives de la reprise agricole et l'apport de capital.

Le facteur géographique déterminant dans la péninsule ibérique la survivance d'une forte densité de chrétiens ruraux, la perte de ces régions profondément marquées cependant par la civilisation musulmane urbaine s'explique mieux. La verminose interdisant certaines zones aux éleveurs entraîne l'absence d'expansion dans certains secteurs (Afrique noire notamment).

Dans l'Océan indien, l'Islam bénéficie des courants humains antérieurs dirigés par la voie maritime vers l'Indonésie et l'Afrique orientale. Sindbah le Marin héros de la littérature arabe en témoigne. Ainsi trois influences marquent l'expansion musulmane : l'influence créatrice des villes, l'influence destructrice du nomadisme, l'influence fécondante des navigateurs.

Histoire, géographie qui marche ?

R.V.S.

DOMMANGET Maurice, **Le curé Meslier. Athée, communiste et révolutionnaire sous Louis XIV**, Paris, Julliard, 1965.

Mythe ou réalité, ce personnage hors série illustre bien cette conviction qu'en histoire rien ne naît de rien. Sous un masque impassible, ce digne ecclésiastique rivé à sa condition par besoin, accumule les griefs envers une société qu'il subit par devoir d'état, mais qu'il critique par conviction morale. Prophète, mais non martyr, le curé Meslier nie l'existence de Dieu, il souhaite substituer la raison à la foi. Il veut révéler les erreurs, combattre les abus par des moyens propres aux masses : celles-ci assureront leur salut par elles-mêmes grâce au refus de subsistances. La société d'ordres, la propriété privée sont nocives. La communauté des biens est une nécessité. Il faut que le commun prenne conscience de sa misère. La libération de l'esprit est la condition de la libération complète de l'individu. Loin d'être un théoricien, ce pasteur d'âme connaît son troupeau, il en démontre l'aliénation mais il en souligne la violence, la rusticité. L'analyse que, dès le XVII[e] siècle, ce bon homme confiait à son journal intime, exprime dès ce moment des sentiments que certains philosophes n'oseront proclamer que des décennies plus tard et que les théoriciens sociaux reprendront à leur compte au XIX[e] siècle. Longue est la marche ...

R.V.S.

HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE.

MORINEAU Michel, **D'Amsterdam à Séville, de quelle réalité l'histoire des prix est-elle le miroir**, dans **Annales**, t. 23, p. 178-205, Paris, Colin, 1968.

A l'occasion de la publication d'une liste complète de prix valables pour la Hollande, par feu N.W. Posthumus, on s'aperçoit que la courbe se divise en quatre périodes : 1450-1550, stagnation avec brèves éruptions ; 1550-1660, hausse rapide ; 1666-1820, lourdeur, déclin et hausse modérée ; 1820-1914, hausse vigoureuse.

La quantité de monnaie n'est pas le seul facteur qui influe sur le mouvement des prix, on peut en distinguer sept :

1) augmentation de la population. - 2.) déclin de l'agriculture - 3.) la guerre et la crainte de guerre - 4.) diminution des liquidités - 5.) politique monétaire des autorités - 6.) solde de la balance des comptes - 7.) accroissement du stock métallique.

Contrairement à ce qu'on a cru, il semble que l'influence des séries de récoltes joue un rôle très important. Au XVI[e] siècle, l'influence des métaux précieux se ramène à un rôle de soutien de la monnaie. Dans la suite, on peut d'ailleurs constater l'impuissance des « trésors » à relancer les prix. Les bonnes récoltes sont toujours les plus fortes.

Cette constatation ne peut surprendre celui qui se rappelle que la production agricole représente l'essentiel des activités jusqu'à une époque très proche. Ainsi se

trouve ramené à sa juste place le fait commercial tant médiéval que moderne, trop fréquemment valorisé par rapport à l'ensemble. Relativité de l'histoire !

R.V.S.

MORINEAU Michel, **Y a-t-il eu une révolution agricole en France au XVIII^e siècle ?**, dans **Revue historique**, t. 239, p. 299-328.

En France, on dénombre 26 ouvrages d'agronomie au XV^e siècle, 108 au XVI^e, 130 au XVII^e et 1214 au XVIII^e siècle. La **Révolution agricole** est d'abord une évidence littéraire. Voltaire le soulignait déjà : « Vers l'an 1750, la nation, rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras, de romans, d'histoires romanesques, de réflexions morales plus romanesques encore, de disputes théologiques sur la grâce et les convulsions, se mit à raisonner sur les blés. On oublia même les vignes pour ne parler que du froment et du seigle. On écrivit des choses utiles sur l'agriculture ; tout le monde les lut, excepté les laboureurs. On supposa au sortir de l'opéra-comique, que la France avait prodigieusement du blé à vendre ... ». D'autres témoignages, celui de Young notamment, concordent sur les rendements à la fin du XVIII^e siècle.

Il est certes difficile d'opérer une vérification quantitative, mais les éléments rassemblés laissent apparaître qu'en 1840 encore la production agricole céréalière est stagnante, retardataire sinon primitive. Sous quelqu'angle qu'on l'aborde, rien ne transparaît d'une « révolution agricole » à ce moment. Les chiffres absolus, comme leur distribution sur le territoire, s'intègrent facilement dans une perspective structurale, fixiste, à l'exception peut-être du Nord. Même ici, les vérifications permettent de constater que dès les XV^e et XVI^e siècles on obtient des rendements céréaliers équivalents à ceux du XVIII^e siècle.

L'amour du progrès fait parfois perdre le sens des relativités, ainsi Jardrinet, conseiller municipal de Namur, vers 1802, écrit : « En général, dans ce département, comme presque partout, on fait les choses par routine. Partisan entêté des anciennes méthodes, le cultivateur s'imagine qu'on a tout essayé dans les siècles précédents et qu'il n'est plus possible de faire de nouvelles expériences au profit de l'agriculture... ». Or les rendements sont de 31hl/ha pour le seigle, 48 pour l'épeautre, 33 pour le froment.

La révolution agricole ne devrait-elle pas être cherchée du côté de l'économie de main-d'œuvre ? De toute manière nous sommes ici en présence de phénomènes d'opinions typiques qu'il appartient à l'historien de souligner.

R.V.S.

SOBOUL Albert, **Survivance « féodales » dans la société rurale française au XIX^e siècle**, dans **Annales**, t. 23, p. 965-986, Paris, 1968.

La nuit du 4 août vit la suppression des droits féodaux. C'est clair, c'est net, c'est définitif, nos manuels scolaires ont défini l'œuvre de la Révolution. Hélas, c'est aussi négliger toute l'astuce qui réside derrière les formules juridiques et oublier, comme l'écrit E. Labrousse que, « sur l'économique retarde le social, et sur le social le mental »

La survivance économique de la féodalité résulte de la volonté des propriétaires de tourner à leur avantage la législation révolutionnaire supprimant la dîme et les droits féodaux. Les mots exécrés étaient proscrits, mais la charge demeure sur le métayer ou le fermier dont les baux sont alourdis d'autant.

La Restauration avive la crainte et la fureur des paysans en raison des prétentions, exprimées notamment par les catéchismes, à rétablir la dîme ecclésiastique. En 1856, A de Tocqueville écrit : « Pourquoi les droits féodaux ont-ils excité dans le cœur du peuple en France une haine si forte qu'elle survit à son objet même et semble ainsi inextinguible ? ». En 1868, l'inauguration de vitraux à l'église de Chevanceaux (Charente-inférieure) entraîne la mise à sac de l'édifice et l'extension des manifestations aux alentours.

Loin du sens donné à féodalité par les juristes qui en nient la survivance au XVIII^e siècle, le terme désigne dans la réalité paysanne la servitude de la terre et dès lors explique toute la haine féroce et durable qu'il maintient bien longtemps après la Révolution.

Nous voici, encore, bien loin du découpage catégorique d'une chronologie rigide, en plein dans la vie, dans la longue durée.

R.V.S.

LEVY-LEBOYER Maurice, **Les processus d'industrialisation : cas de l'Angleterre et de la France,** dans **Revue historique,** t. 239, p. 281-298, Paris, PUF, 1968.

La quantification de l'histoire économique revèle des aspects souvent insoupçonnés. Si elle confirme que à l'industrialisation anglaise des XVIII[e] et XIX[e] siècles correspondent des décélérations corrélatives des concurrents, lesquels remontent ensuite grâce à l'adoption de techniques modernes, le cas est différent pour la France.

Ce pays n'a jamais connu de retard structurel, sa technologie reste adaptée, malgré un déclin important sous la Révolution et l'Empire. Sa croissance industrielle reste parallèle à celle de l'Angleterre au XIX[e] siècle.

L'industrie anglaise a bénéficié tôt : de la sécurité, par absence d'invasion et de révolution ; de l'unité du marché intérieur et du bas prix des transports tant fluviaux que maritimes ; de l'expansion de ses marchés extérieurs, grâce à l'importation des denrées alimentaires et des matières premières. La pénurie de main-d'œuvre, le déboisement, l'absence de ressources hydrauliques expliquent la mécanisation et la création de grandes manufactures productrices d'articles de qualité moyenne, consommables sur place.

En France le marché intérieur est stagnant : revenus bas, faible croissance démographique (2 contre 4 en Angleterre). La main-d'œuvre bon marché mais de qualité produit des articles de luxe pour l'exportation et des produits de pacotille pour le marché méditerranéen.

L'Angleterre se porte naturellement vers la production industrielle mécanique (input-capital), la France vers la production manufacturière (input-travail). L'évolution interne se fera dans des directions opposées : en Angleterre, des industries de base vers les industries de finition, en France à l'inverse mais en limitant son attention aux secteurs grands consommateurs de main-d'œuvre.

L'Angleterre a aidé le monde à se développer, en exportant des articles manufacturés à bas prix, des filés et des métaux à ouvrager, des machines et des techniciens, la France se contente de prendre avantage des efforts britanniques en écoulant ses produits sur les marchés ouverts par les Anglais.

Tout est nuance en histoire, il faut éviter de comparer les secteurs de pointe anglais avec les secteurs traditionnels continentaux. La croissance peut provenir d'un rendement mieux organisé de ce qui existe.

R.V.S.

MORAZE Charles, **L'histoire et l'unité des sciences sociales.** dans **Annales, Economies, sociétés, civilisations,** t. 23, p. 233-240, Paris, Colin, 1968.

Jamais le moment ne fut aussi opportun que pour rappeler qu'aucune histoire ne fut valablement écrite sans que l'auteur y traite de sociétés, d'économies et de psychologies. Ainsi se pose sous la plume de l'A. le problème des rapports de l'histoire avec les sciences sociales, aussi ancien que la légitimité de chacune à exister indépendamment de l'autre. L'histoire ne peut ignorer les sciences sociales que si elle se retire dans le réduit exclusif de l'**art de vérifier les dates.** Ayant à rapporter des phénomènes de tous ordres, l'historien doit être prêt à s'inspirer des trouvailles de toutes les disciplines. L'histoire est syncrétique de nature. Marc Bloch et Lucien Febvre, animateurs des **Annales,** n'on cessé de se pencher sur tout ce qui pouvait enrichir l'histoire, la psychologie, le structuralisme. La réinterprétation des mythes, de l'Antiquité classique par exemple, y a gagné en intérêt.

On peut espérer que bientôt les rapports de l'histoire à la mathématique seront d'échange mutuel, ce qui entraînera une évolution du statut de l'histoire dans l'ensemble des disciplines scientifiques. La logique et l'épistémologie scientifique doivent féconder la recherche historique, elles le peuvent même dans des domaines récents. Les trois disciplines : logique, psychophysiologie, histoire doivent constituer le nœud des sciences sociales.

R.V.S.

PERROT Jean Claude, **Rapports sociaux et villes au XVIII[e] siècle,** dans **Annales, Economies, Sociétés, Civilisations,** t. 23, p. 241-267, Paris, Colin, 1968.

En matière de classification sociale, les critères sont aussi variés que multiples. L'A. en passe quelques-uns en revue, il en montre les faiblesses, les chevauchements, reflets de l'effarante complexité de la société Dans son **Tableau de Paris, L. S. MERCIER** constate à propos de cette ville : « Il y a toujours dix-huit à vingt genres de sociétés

qui n'ont aucune connexion matérielle, les individus ainsi morcelés ne se touchent que par quelques mots conventionnels. Les intérêts... sont tout différents. ...Il ne peut donc y avoir ni accord, ni harmonie, ni ensemble dans les idées ».

Il s'attache ensuite à décrire l'importance du facteur géographique dans la localisation urbaine des classes sociales en fonction de la configuration des quartiers et des habitations. Par leurs ajouts successifs, les villes ne sont que du temps pétrifié, témoin éminent de l'histoire sociale.

Tandis que se développent dans les classes aisées les thèmes du retour au champ, le XVIII[e] siècle révèle un afflux du petit peuple des campagnes vers les villes. L'immuabilité des trois ordres avant 1789 n'est qu'apparente. Les variations dans les préséances publiques en constituent un témoignage, entre autres.

R.V.S.

SPIRA György, **La dernière génération des serfs de Hongrie,** dans **Annales, Economies, Sociétés, Civilisations,** t. 23, p. 353-367, Paris, Colin, 1968.

Le 14 mars 1848, on annonce aux députés du Parlement hongrois que 40.000 paysans armés se sont concentrés sous la direction du poète Petöfi, non loin de Pest, pour marcher sur les châteaux. La nouvelle était fausse, mais le lendemain, les seigneurs votent l'abolition du régime féodal. La Révolution de 1848-1849 est commencée en Hongrie.

Les conditions sociales qui l'ont amenée sont exposées ici chiffres à l'appui. La croissance de la population, doublée entre 1770 et 1828 dans le comtat de Pest, la stagnation des tenures exploitables (+ 4,8%), provoquent l'appauvrissement malgré quelques bonnes fortunes dues aux spécialisations maraîchères ou vinicoles. La diminution du bétail, dont un tiers des produits périt par sous-alimentation chaque année, illustre ce déclin. Kossuth n'avait pas tort de déclarer qu'en 1848, les paysans sans terre ne trouvaient pas plus de cinquante journées de travail par an. Sans bétail, ils ne pouvaient même pas bénéficier du communal. Le mécontentement latent qui en résulte ne peut que déboucher sur des bouleversements.

R.V.S.

BEDARIDA François, **Londres au milieu du XIX[e] siècle, une analyse de structure sociale,** dans **Annales, Economies, Sociétés, civilisations,** t. 23, p. 268-295, Paris, Colin, 1968.

« Pendant qu'au-dessus des ponts se déploie la ville du luxe, la grande capitale, où se pressent les étrangers ravis ; c'est au-dessous des ponts, en descendant la Tamise, que s'étend une seconde ville de Londres qui fait la vie de la première ». Ce témoignage de Frédéric Ozanam, en visite à Londres en 1851, situe bien le relief de cette étude. Il note encore : « La ville la plus riche de l'univers est aussi celle qui traite le plus durement ses pauvres. Pendant que l'étranger erre avec enchantement dans les fastueuses rues de Regent Street, derrière cette même rue, il y a des quartiers affreux où croupit une misère dont nous n'avons pas d'exemple ». Tableaux statistiques, graphiques dûment commentés aident à dégager :

1. Une vue chiffrée et hiérarchisée des groupes sociaux de Londres. Elle constate le mépris et le préjugé envers l'ouvrier.
2. Une méthode de stratification sociale et de classification applicable à d'autres recherches.
3. Une analyse des activités économiques de l'agglomération.

Pour les professeurs qui n'ont pas peur des « classes dangereuses », spécialement dans les cours de sciences sociales, une excellente matière première.

R.V.S.

GOLDSTEIN Estelle, **D'hier et d'aujourd'hui - souvenirs,** Collection Culture et Humanisme, Société générale d'édition Sodi, Bruxelles - Paris - Amiens, 231 pages.

Licenciée en Sciences sociales, conférencière, chroniqueur judiciaire, auteur de plusieurs ouvrages, Estelle GOLDSTEIN a joué un rôle actif dans le monde politique et le journalisme.

A travers ses expériences, et sa vie de militante socialiste, elle nous promène à travers les événements nationaux et internationaux, depuis après la guerre 1914-1918 jusqu'à nos jours. Ayant fréquenté des personnalités importantes : Rosa Luxembourg, Emile Vandervelde, Adolphe Max, Henri Deman, la période du Rexisme, la question royale, des gens de lettres et des artistes, elle apporte un témoignage dont l'histoire a besoin.

Ce livre, parsemé d'anecdotes, nous révèle à la fois une chaleur humaine, une méditation et un courage qu'il faut souligner, d'autant plus que ces mémoires se lisent avec plaisir, intérêt et peut-être, comme le dit l'éditeur, passion.

L'auteur elle-même dit qu'elle a voulu écrire ce livre parce que les peuples, les partis, les individus ont des faiblesses, des grandeurs, qu'il faut comprendre, parce que la jeunesse qui monte est sans mémoire et parfois sans illusion.

A la fin du volume, Estelle GOLDSTEIN rend hommage au parti socialiste, qui, dit-elle, a donné un sens à sa vie pendant quelque 40 ans.

Son journal n'est pas épuisé et nous attendons un second volume car de tels livres peuvent éclairer et aider un professeur d'histoire qui voudrait pouvoir, à l'aide de témoins oculaires, étayer son propre cours afin de faire mieux comprendre aux élèves, la période si importante et si complexe dont nous parle l'auteur.

J.D.

HISTOIRE ANCIENNE.

VIDAL-NAQUET Pierre, **Le chasseur noir et l'origine de l'éphébie athénienne,** dans **Annales,** t. 23, p. 947-964, Paris, 1968.

Dès 1913, Henri Jeanmaire élucidait à l'aide de l'ethnologie comparée les mystères de la cryptie lacédomonienne, forme antique de rites initiatiques vivaces encore chez certains peuples de type archaïque. En 1921, P. Roussel écrivait : « L'éphébie est tout autre chose qu'un temps de service militaire. C'est la période de transition entre l'enfance et la participation absolue à la vie sociale... » Le mariage, la participation à la phalange des hoplites, à l'armée ou à la flotte constituent les formes essentielles d'agrégation à la société pour le jeune Athénien.

L'éphèbe occupe une place sociale périphérique (**péripolos**), comme le crypte il s'isole dans la brousse ou la montagne. Il accomplit ainsi une action peut-être préparatoire à la vie militaire, mais exactement inverse à ce qu'on attend de la discipine de la phalange. L'éphébie, comme la cryptie constitue l'institution symétrique et inverse de l'institution de la phalange. D'un côté, tout est ordre, de l'autre tout est ruse, désordre, déraison, déloyauté. L'hoplite personnifie la culture, le côté du **cuit**, le crypte, le côté de la **nature**, le côté du **cru**. La distinction existe également en Crète, aux **agélai** (troupeaux) de jeunes gens s'opposent les **hétaireiai** (compagnonnages) d'hommes faits. Nombreuses sont en Grèce les survivances d'un époque très ancienne dans les traditions guerrières ou matrimoniales. L'éphèbe est en quelque sorte le noir, c'est-à-dire celui qui n'a pas réussi encore l'exploit qui lui permettra de s'asseoir parmi les adultes, par exemple tuer un sanglier sans filet, comme les Mossis d'Afrique orientale chassent le lion à l'arc pour être promus guerriers. L'éphèbe est donc anti-hoplite, tantôt noir (comme le **commando**) tantôt travesti (comme l'espion), tantôt rusé. Il est techniquement un combattant armé à la légère qui maintient par-delà l'organisation politique des formes de guerre ante-hoplitiques qui réapparaissent aux périodes de troubles et de subversion.

Une nouvelle dimension de l'histoire, combien attrayante pour nos jeunes explorateurs férus de merveilleux ! Un merveilleux bien proche du réel.

R.V.S.

PETIT Paul, **La Paix romaine,** coll. « Nouvelle Clio, l'Histoire et ses problèmes », Paris, PUF, 1967.

L'ouvrage couvre les deux premiers siècles de l'Empire romain, après la bataille d'Actium. L'auteur s'attache à scruter cette période d'apogée selon les méthodes habituellement réservées aux périodes de crise. Réduisant l'histoire politique à des schémas il s'attache surtout, selon la tendance actuelle de cette collection, à l'histoire économique et sociale. Il fait la part large aux travaux, mal connus jusqu'ici, des historiens marxistes. Il révèle ainsi autant de problèmes et de difficultés que les périodes dites difficiles. De **Paix romaine,** il n'y en eut littéralement pas. Il y a encore des guerres impérialistes, même si les nombreuses campagnes d'une armée romaine relativement réduite et envahie par des pérégrins, sont destinées à assurer la sécurité des frontières. L'armée devient de plus en plus provinciale et forme une caste, elle ne se barbarisera qu'au Bas-Empire. Les centurions, bas-officiers, sont l'âme d'une troupe commandée en fait par des amateurs. Le manque d'argent et d'hommes atteste l'épuisement de la force conquérante de l'Empire.

Morte au passage du Rubicon, la République fait place au principat caractérisé par la force de l'administration appuyée sur

une base constitutionnelle. L'**imperium** (proconsulaire ?), la **tribunicia potestas**, la dignitié de **pontifex maximus** forment les trois éléments du pouvoir constitutionnel, le reste est occasionnel. César est un nom de famille, Auguste un titre accordé par le Sénat.

La comparaison de la vie moyenne de l'esclave à Rome, 17,5 années et du personnel des temples 58,6, en dit long sur l'aspect social. Sur le plan économique l'Etat n'intervient que très peu. Il se contente des perceptions fiscales. Le régime s'appuie sur l'aristocratie sénatoriale hostile à tout ce qui pourrait limiter ses privilèges. Les sociétés publicaines sont cependant mises au pas. La culture et la circulation du blé, ainsi que les transports, préoccupent les gouvernants dans la mesure où l'annone joue un rôle politique. La situation matérielle des travailleurs se détériore, ainsi que les conditions de travail.

L'apogée économique de l'Italie se situe au 1er siècle, elle souffre ensuite de la concurrence provinciale. Le producteur réduit les frais, l'élevage se substitue à la culture, l'industrie se replie sur des secteurs de rentabilité moindre mais plus sûre.

Le commerce extrême-oriental et oriental atteint un grand développement. Alexandrie et Palmyre en constituent des foyers. Les produits principaux : ambre, encens, ivoire, poivre et soie. La présence de monnaies romaines nombreuses au Pendjab peut s'expliquer par des achats de coton. La balance commerciale amène des pertes monétaires sous l'empire. Comme un être vivant celui-ci évolue sans cesse. Son étude aussi comme témoigne l'analyse de P. Petit et l'important matériel bibliographique, cartographie et autre qu'il nous propose.

R.V.S.

AUTOUR DE BYZANCE.

DRAGON Gilbert, **Aux origines de la civilisation byzantine : langue de culture et langue d'Etat**, dans **Revue historique**, t. 251, p. 23-56, Paris, PUF, 1969.

Le latin est la langue du pouvoir, elle n'est pas en Orient la langue de culture, qui est le grec. La **partitio** du IVe siècle a introduit à Byzance une recrudescence d'influence latine, notamment dans le cadre de l'administration. Les hellénisants protestent, ils dénoncent Constantinople, « fausse cité et fausse capitale ». L'hellénisation des cadres politiques rendra à la langue latine sa valeur de culture, spécialement sous l'angle juridique. Le grec devient langue du pouvoir, mais le latin subsiste comme langue de culture et cette dualité caractérise la civilisation byzantine. Sans que son rôle n'ait été déterminant, il faut reconnaître à l'Eglise chrétienne une influence dans le maintien du grec. Les théologiens orientaux lui reconnaissent plus de subtilité que le latin. Il est assez typique de constater que la latinisation de l'Eglise de Rome d'abord grecque a pu se faire sous l'influence de l'Afrique où le latin était une langue de culture. En devenant la langue de l'Orthodoxie, le grec devient une langue de la légitimité impériale, elle s'oppose aux langues provinciales, comme aux hérésies. Mais cette langue est fortement influencée par le latin tant dans le domaine des institutions que dans la vie quotidienne, du domaine technique.

Une nouvelle civilisation s'est mise en place, dont la langue donne la clé.

R.V.S.

GEANAKOPLOS D.J., **Byzantine East and Latin West : two Worlds of Christendom in Middle Age and Renaissance**, Oxford, Studies in Ecclesiastical and cultural history, 1966.

Cet ouvrage dénonce quelques fausses interprétations et souligne que :

1. L'Empereur d'Orient n'a pas sur l'Eglise l'influence qu'on lui prête communément, notamment en matière de dogme La théorie des deux pouvoirs a été mise au point par Justinien, elle n'a été remise en cause qu'accidentellement ensuite. Les papes attribuent à tort aux empereurs l'opposition à la réunification de l'Eglise.
2. L'influence de Byzance n'a pas cessé après 1453, elle s'est maintenue par les colonies vénitiennes et par le rayonnement de la Crète jusqu'à la fin du XVIe siècle.

R.V.S.

DAGRON Gilbert, **La « Querelles des images »**, dans **Annales**, t. 23, p. 1347-1350, Paris, 1968.

A propos d'un nouveau volume de **Travaux et mémoires**, du centre de recherche d'histoire et de civilisation byzantine, il est souligné que dans la Querelle des Images, c'est l'image du Christ qui justifie ou con-

damne d'un coup toutes les autres images. Ce débat constitue la reprise de toute la réflexion christologique antérieure, l'une monophysite insistant sur l'unité de la personne du Christ au point de confondre en lui les deux autres natures, l'autre nestorienne distinguant deux personnes dans le Christ. En privilégiant le Christ dans sa forme humaine on valorise l'une ou l'autre conception. Ainsi deux orthodoxies se trouvent confrontées l'une positive (iconodoule), l'autre négative (iconoclaste).

On comprend mieux la signification de la **Fête de l'Orthodoxie** qui marque sous le patriarche Méthode le rétablissement du culte des images.

R.V.S.

MOYEN AGE.

DUBY Georges, **L'An Mil**, dans coll. « Archives », Paris Julliard, 1967.

A l'image consacrée de l'**An mil** tenant les peuples prosternés dans l'attente de la mort, l'auteur substitue la description d'une époque de renouveau. Après les malheurs du premier millénaire après J.C., l'Occident chrétien se plaît à respirer et son dynamisme éclate. L'archéologie, les chartes, les sources écrites autorisent une approche nouvelle de cette période toute pénétrée de la glorification du Dieu des chrétiens. L'histoire y joue un rôle essentiel : « Bonnes ou mauvaises, toutes les actions qui se produisent dans le monde, par la volonté ou par la permission de Dieu, doivent servir à la gloire et à l'édification de l'Eglise. Mais si on ne les connaît pas, comment peuvent-elles contribuer à louer Dieu et à édifier l'Eglise » (Pierre le Vénérable). Ce temps fut-il celui des moines, comme le prétend l'auteur, où les monastères donnèrent l'occasion d'exprimer les tendances du temps ou, du moins, de privilégier certaines tendances assurées par l'histoire de leur conservation - L'histoire du moyen âge est une histoire toute d'intuition et de clairvoyance pour qui veut rendre compte objectivement du plus grand nombre. Ce sont les attitudes mentales du clergé qui dans ce livre sont mises en évidence.

Ceci nous vaut des textes intéressants sur les études, l'instruction des moines, le visible et l'invisible, l'ordre social, les prodiges du temps : comètes, famines, désordres sociaux, la purification, la Nouvelle Alliance, signe d'une religion d'action.

R.V.S.

LE JAN-HENNEBICQUE Régine, **« Pauperes et Paupertas » aux IX^e^ et X^e^ siècles**, dans la **Revue du Nord**, t.L., n° 197, avril-juin 1968, pp. 167-187.

DUFERMONT, Jean-Claude, **Les pauvres d'après les sources anglo-saxonnes du VII^e^ au XI^e^ siècle**, Ibidem, pp. 189-201.

Nous avons déjà attiré l'attention sur l'importance du vocabulaire historique L'étude lexicographique adhère à la réalité économique et sociale, dont elle peut être une bonne introduction. Le résumé de ces deux mémoires, présentés à l'université de Lille, publié par la **Revue du Nord** en donne une belle illustration.

A l'époque carolingienne, « pauper » est synonyme de « minus potens », de faibles de condition libre dont la propriété n'est pas suffisante pour résister aux pressions des « potentes », comtes, grands propriétaires, usuriers. On le rencontre particulièrement au nord de la Loire, où la petite propriété est fréquente et où la fertilité permet l'accroissement démographique. Avec la décadence de l'autorité royale à la fin du IX^e^ siècle, les exactions des « potentes » s'accroîtront et les « pauperes » passeront sous la dépendance des grands.

L'Eglise s'est toujours préoccupée du sort des « pauperes » et a engagé les rois à les protéger. L'autorité royale s'y est employée par devoir et par intérêt : elle a eu souci d'éviter la disparition d'une classe sociale sur qui pèse le service militaire. L'Eglise s'est attachée de deux manières à aider les « pauperes » : l'aumône (la matricule) pour les sédentaires, les hôpitaux pour les errants. Il semble que les matricules n'aient existé que là où on les note déjà à l'époque mérovingienne, c'est--à-dire à l'ouest du Rhin, tandis qu'à l'est de ce fleuve les hôpitaux sont très nombreux, ce qui correspond mieux à une société en état de fixation où les « pauperes » constituaient les colons des terres orientales. La sécularisation des biens du clergé et les invasions normandes, en ruinant les abbayes et les églises, ont compromis les bases matérielles de l'assistance aux « pauperes ». Pour lutter contre les exactions, l'Eglise les a rangées parmi les fautes capitales et a fait de cette assistance une voie d'absolution et de salut.

Jean-Claude Dufermont déduit des textes anglo-saxons la même définition du terme « pauper » : petit propriétaire libre. Partant du postulat discutable — mais, à considérer les sources disponibles, peut-on imaginer une autre méthode statistique — que la fréquence du terme « pauper » dans les

documents atteste le degré de « pauperтas », Il s'efforce, en deux tableaux, de marquer l'évolution de celle-ci, qui s'aggrave particulièrement au début du VIII[e] siècle, à cause de la crise économique due aux guerres civiles, se poursuit en raison des invasions danoises et aboutit à la disparition de cette classe de petits propriétaires libres. Le développement du gouvernement local et l'apparition de la seigneurerie s'expliquent dès lors plus aisément. La condition précaire de la paysannerie pauvre ou marginale, exposée aux intempéries, aux épidémies, aux guerres, aux exigences fiscales, aux pressions et exactions des grands — maux auxquels elle succombera, mais qui n'en subsisteront que plus durement — est clairement suggérée à l'aide de la bibliographie disponible.

En face de la pauvreté, l'Eglise anglo-saxonne adopte une attitude morale : la pauvreté est préjudiciable aux pauvres et la richesse aux riches, parce qu'elle les éloigne de leurs obligations religieuses. Les riches laïcs insulaires, s'ils ont opprimé les pauvres, les ont aussi secourus pour assurer leur salut personnel. L'Eglise a lutté contre les abus des puissants par la pression morale que son autorité lui permettait, par la « pénitence tarifiée, taxée », adaptée aux circonstances puis fixée, respectant finalement moins l'esprit que la lettre du pénitentiel.

L'assistance aux pauvres a été assurée principalement par les aumônes imposées par la pénitence taxée. Les difficultés intérieures expliquent que l'Angleterre ne connaissait pas encore l'hôpital pour les pauvres à la fin du IX[e] siècle et n'avait pas de matricule. Les Bénédictions y suppléeront au X[e] siècle, lors de leur réforme, en organisant des hôpitaux, qui résistèrent à la tourmente des invasions danoises (990-1016). Les Normands, l'archevêque Lanfranc en particulier, apportèrent, avec la réforme grégorienne, un nouvel élan monastique où l'assistance aux pauvres eut une large part. Celle que les laïcs accordèrent librement à cette effort charitable est limitée à quelques membres de la cour et à quelques personnages isolés.

J.P.D.

DESPY Georges, **Villes et campagnes aux IX[e] et X[e] siècles. L'exemple du pays mosan**, dans la **Revue du Nord**, t.L., n° 197, avril-juin 1968, pp. 145-168.

Reprenant les conclusions de l'historiographie récente sur le commerce mosan aux VIII[e]-X[e] siècles, en particulier les travaux de MM. Félix Rousseau et Fernand Vercauteren, l'auteur, après un examen critique, en montre la valeur mais limite la portée de certains arguments : l'espacement géographique régulier des villes mosanes, qui n'est exact que dans la principauté de Liège, le rôle passif des autochtones dans le commerce fluvial et l'importance dominante des marchands frisons affirmés sur des bases fragiles. Il cherche à déterminer la part des campagnes du bassin mosan dans l'animation du négoce fluvial, en s'attachant à l'étude du polyptyque de l'abbaye de Prüm (893), en particulier en ce qui concerne l'alleu de Villance, déjà étudié par MM. Ch.-Ed. Perrin et G. Duby, et le domaine de Tavigny. Il y décèle les signes d'une expansion de l'habitat (défrichements), de la population (beaucoup de manses sont occupés par deux, trois et même quatre tenanciers), de l'économie (paiement en numéraire, rachat d'une partie des corvées, commerce du lin, du fer et probablement de la laine), dont l'abbé de Prüm a bénéficié aussi bien que les tenanciers. Cette constatation se confirme pour le domaine hesbignon de l'abbaye de Prüm et pour celui de l'abbaye de Lobbes. L'existence de marchés ruraux à Saint-Hubert, à Bastogne, à Fosses, à Nivelles, confirme la réalité d'échanges ruraux, qui ne pouvaient qu'être reliés à ceux de Maastricht, de Visé, de Huy, de Dinant, par une circulation routière attestée pour cette époque à travers l'Ardenne et la Hesbaye. On ne peut que constater avec intérêt qu'après R. Latouche, G. Despy, ainsi d'ailleurs que F. Vercauteren (**Cahiers Bruxellois**, 1967, pp. 117-140) se rallient à la théorie soutenue jadis par L. Verriest (**Revue de l'Université de Bruxelles**, 27[e] année, 1921-1922, pp. 279-326) à propos de l'origine des villes.

Ce bel article mérite toute l'attention de nos collègues parce qu'il étudie et signale des textes utilisables en classe, il les situe dans l'apparat critique et bibliographique indispensable à leur utilisation correcte.

J.P.D.

NAZET Jacques, **L'apparition des chartes-lois dans le comté de Hainaut : Soignies (1142)**, dans les **Annales du Cercle archéologique et folklorique de La Louvière et du Centre**, t. VI, 1968, pp. 85-125, **I ill.**

Note sur la traduction romaine de la charte-loi de Soignies, Ibidem, pp. 127-132.

On sait l'importance des chartes rurales, comme des comptes seigneuraux, pour l'é-

tude des structures agraires médiévales et modernes. Léo Verriest a jadis étudié les chartes-lois du Hainaut, en a fixé la chronologie, la signification juridique et montré à la fois les limites et les richesses. Il eût été ravi de voir un jeune chercheur du F.N.R.S. se consacrer à celle que, dans l'état actuel de nos connaissances, on peut considérer comme la doyenne d'entre elles. On n'en a malheureusement pas conservé l'original. L'auteur donne l'édition critique parallèle de la confirmation accordée en 1200 par le comte BauduinV de Constantinople et la traduction romane, que l'étude philologique à laquelle il s'est livré permet de dater de la deuxième moitié du XIII[e] siècle ou du début du XIV[e]. Après un examen diplomatique de la confirmation de 1200, il ne décèle aucune suspicion ni dans le formulaire, ni dans le contenu, ni dans la datation, ni dans la liste des témoins. Il n'a pas éclairci avec certitude la raison pour laquelle c'est le comte qui a accordé la charte-loi à la communauté d'un alleu du chapitre de Soignies : ce n'est pas en qualité d'avoué puisqu'il ne le deviendra qu'au début du XIII[e] siècle ; ne serait-ce pas plutôt la « conséquence de la dignité comtale... une manifestation du pouvoir exercé par le prince sur l'ensemble du territoire hennuyer » en vertu d'une « **ditio** attestée depuis les environs de 950 » ? Les bénéficiaires de la charte-loi sont les bourgeois, les étrangers et les sainteurs. Il n'est question ni des nobles ni des ecclésiastiques, qui relèvent de droits et de juridictions particulières. Les serfs sont exclus du bénéfice du privilèges, ce qui confirme la thèse soutenue par Léo Verriest, mais que Jacques Nazet s'applique à nuancer, selon laquelle les chartes-lois n'ont pas modifié la condition servile. Après l'analyse du document, l'auteur montre la contribution qu'il apporte à l'émancipation rurale, en mettant un terme à l'arbitraire seigneurial par une convention claire et précise, par l'affranchissement de la taille et probablement de la mainmorte et du formariage, par des garanties diverses contre les exactions injustes, les poursuites judiciaires sans preuve, par la liberté de quitter la seigneurerie, ... mais il remarque que des obligations subsistent (une taxe personnelle de deux sous l'an, le service d'ost) et que sont laissés sous silence, donc non réglementés, ce qui concerne certaines contraintes antérieures, comme les corvées et les banalités, et les institutions de la communauté. Comme on n'en était alors qu'au début de l'émancipation rurale, il faut conclure que les libertés sonégiennes sont déjà importantes en 1142. Une belle étude, un dossier bien au point pour les professeurs du Hainaut et d'ailleurs.

J.P.D.

GUENEE Bernard, **Espace et Etat en France médiévale**, dans **Annales**, t. 23, p. 744-758, Paris, 1968.

Notre vision actuelle des choses nous trompe bien souvent sur la réalité passée. Cet article vient à propos rappeler que si dès le moyen âge, la bureaucratie parisienne était convaincue que la puissance royale devait passer par Paris ou s'effondrer, le roi jouit d'une large assise personnelle dans les provinces dont il est le seigneur. En respectant les autonomies locales, il s'assure du loyalisme des officiers du lieu. Loin d'une centralisation géographique, il poursuit tout au plus une centralisation institutionnelle souvent réduite au contrôle. Pour être moins expéditive que la décision centrale, cette forme d'autorité est efficace pour maintenir la cohésion de l'édifice monarchique.

R.V.S.

LANHEERS Yvonne, **Crimes et criminels au XIV[e] siècle**, dans **Revue historique**, t. 250, p. 325-338, Paris, PUF, 1968.

Comprendre l'homme du passé est aussi essentiel que de comprendre l'homme d'aujourd'hui dans les diverses manifestations de ses civilisations. Ainsi démystifie-t-on l'histoire et se garde-t-on d'y trouver de faux arguments et de fausses justifications.

L'analyse de bien rares documents de la pratique judiciaire médiévale s'avère ici précieuse pour décrire le revers de la vie chevaleresque. Société fruste, versatile, impudente, naïve, passionnée, méfiante envers l'autorité que révèlent ces registres criminels mais peut-être criminelle dans le chef de ses représentants en raison de tous ses caractères ? L'observation de sociétés actuelles, autrement structurée que la nôtre ne nous donnerait-elle pas des éléments de solution ?

R.V.S.

DUFOURCQ Charles Emmanuel, **Berbérie et Ibérie médiévale : un problème de rupture**, dans **Revue historique**, t. 240, 293-324, Paris, PUF, 1968.

Tentative de démontrer non sans originalité que l'arabisation, partant l'islamisa-

tion du Maghreb résulte du repli en Afrique du Nord des Andalous. L'Espagne demeura, en effet, pendant le Moyen Age le principal foyer de culture islamique. Les flux et reflux de la **reconquista** en définissant la frontière entre chrétiens et musulmans contribuèrent à valoriser l'exclusivisme national des deux religions. Celles-ci avaient, en effet, cohabité assez étroitement à partir du VIII[e] siècle. L'Afrique du Nord conserva longtemps des influences chrétiennes, comme elle conserva des influences romaines. **L'alfariqi** ou **al-latini al-afariqi** était communément parlé au XIII[e]siècle dans la région de Gabès et de Gafsa. Les communautés chrétiennes d'Afrique n'ont pu bénéficier par la reconquête des avantages religieux des chrétiens d'Espagne. Comme dans l'Espagne musulmane, l'architecture du Maghreb conserve les influences romaines qui s'affirment aujourd'hui encore au Maroc par le plan des villas rurales, dans les oasis où se retrouve la maison à impluvium, dans le **qsar (caesar ?)** dont le plan est celui du **castrum,** dans le **tighremt** à quatre tours d'angle sur le modèle du **castellum.**

Jusqu'au XX[e] siècle, le calendrier julien restera le calendrier agraire des Marocains, tant berbères qu'arabisés, avec les noms latins à peine déformés. La plupart des termes d'agriculture sont d'ailleurs de souche latine. Le Monde antique se survit dans les usages malgré l'Islam. Combien apparaissent dès lors fondées les thèses nouvelles concernant le peu d'influence de l'invasion hilallienne dans le processus d'arabisation et l'importance des facteurs socio-économiques dans l'évolution de toute chose.

R.V.S.

ASHTOR E., **Essai sur l'alimentation des diverses classes sociales dans l'Orient médiéval,** dans **Annales,** t. 23, p. 1017-1053, Paris, 1968.

Depuis longtemps des bulletins traitent dans les **Annales** de la vie **matérielle et des comportements biologiques.** Ils constituent une source précieuse pour les artisans d'un enseignement rénové de l'histoire. Celui-ci, le n° 16, apporte une foison de données. Elles nous apprennent que le froment l'emporte en Orient sur le riz, que l'orge y apparut après les Croisades, les Européens faisant de celui-ci leur provende habituelle, avec le seigle ou le méteil jusqu'après la Peste Noire à partir de laquelle les baux furent libellés en froment, indice d'une mutation alimentaire dans nos régions occidentales. L'huile d'olive constitue un luxe en Orient consommateur de produits plus frustes tels que le sésame, la rave, la laitue, le colza (semences). Le sucre était connu en Egypte dès le X[e] siècle par la culture de la canne dont on extrait le candi (**al-kand**) ou sucre blanc. La production tomba au XV[e] siècle par suite de la grande crise économique de ce temps.

Les types d'aliments sont soit très doux, soit très salés, soit des viandes très épicées ou préparées avec des fruits, secs notamment (amandes, pistaches). En général la classe populaire est sous-alimentée et se contente de pain grossier, de poisson, de légumes, de dattes. La situation alimentaire s'améliore après la Grande Peste, du XIV[e] au XV[e] siècle, le nombre de calories passe de 1154 à 1930 en Syrie. En Egypte, la progression passe de 1087 calories à 1930, du XI[e] siècle au XV[e].

C'est dans le courant du moyen âge que la consommation du porc disparaît des menus occidentaux. Si la consommation de viande est plus éclectique en Occident, son poids n'est pas tel qu'il représente une situation meilleure de l'alimentation de l'Occidental, du moins dans les classes inférieures. Le nombre de calories ne dépasse pas pour lui 2000, soit l'équivalent de l'alimentation du paysan indien d'aujourd'hui (1880).

Les conséquences démographiques furent plus désastreuses en Orient par suite d'un facteur psychologique. En Occident les populations luttent pour la reconnaissance de leur droit ; en Orient, écrasées par les charges féodales, elles succombent davantage aux épidémies favorisées par la chaleur du climat. Les voyageurs sont effrayés de la décrépitude physique et matérielle des Egyptiens et de leurs villes aux temps modernes.

La faim, une lutte perpétuelle, ...un personnage historique trop ignoré !

R.V.S.

COLONISATION ET DECOLONISATION.

VALENSI Lucette, **Esclaves chrétiens et esclaves noirs à Tunis au XVIII[e] siècle,** dans **Annales,** t. 22, p. 1267-1284, Paris, Colin, 1967.

La course constitue une ressource importante de la Tunisie au XVIII[e] siècle, elle fournit notamment les esclaves d'origine méditerranéenne et circasienne. Les armateurs ne sont pas les seuls bénéficiaires de

l'entreprise. Les banquiers majorent de 13 à 15% le prix de la rançon payée au Bey. Les marchands français, italiens ou juifs, le Consul de France lui-même, ne dédaignent pas ce type d'opération.

L'armement en course est compris comme une opération commerciale. On s'associe pour une campagne, comme on s'associe pour trafiquer des marchandises. Les bénéfices sont partagés en fin de campagne. Elle n'en conserve pas moins l'allure d'une guerre invoquant notamment le prétexte religieux.

R.V.S.

SARAIVA Antonio, **Le père Antonio Vieira S.J. et la question de l'esclavage des noirs au XVII^e siècle,** dans **Annales**, t. 22, p. 1289-1309, Paris, Colin, 1967.

Pour le père jésuite, les Portugais sont coupables d'avoir introduit l'esclavage des Africains, car les hommes sont égaux selon la loi de Dieu. C'est d'autant plus grave que si on compare les Indiens et les Noirs, ceux-ci sont plus doués et plus civilisés que les Indiens que l'on a libérés. Il affirme cependant que Dieu a permis l'esclavage des noirs pour assurer leur salut. Tous les nègres importés au Brésil doivent se présumer esclaves légitimes ; se soustraire à l'esclavage, c'est succomber au péché mortel. L'économie du Brésil dépend absolument du travail des noirs de l'Angola. Ainsi la traite des noirs est légitime.

Rappelons que à l'origine de la traite il y a la notion de guerre juste menée par les Portugais contre les infidèles. Cette notion valable pour les pays musulmans fut, abusivement, étendue aux pays d'Afrique noire. Un bref du 16 juin 1452, de Nicolas V accorde, en effet au roi de Portugal la faculté de conquérir, envahir, attaquer et subjuger tous les territoires au pouvoir des Sarrasins, païens et infidèles et ennemis du Christ, ainsi que la faculté de réduire en esclavage tous les habitants de ces royaumes

En 1512, les lois de Burgos créent dans le droit civil le principe de la liberté des Indiens. Un bref du 29 mai 1537, appuyé par la bulle du 2 juin 1537, flétrit ceux qui priveraient les Indiens de leur liberté et de leurs biens, il interdit absolument l'esclavage pour quiconque, quelles que soient sa race ou religion Ce fut confirmé par les **Leyes nuevas** en ce qui concerne les Indiens. La bulle pontificale fut oubliée pour les autres. Les lois espagnoles furent étendues au Brésil sur les conseils probables des jésuites. Consulté sur la légitimité du commerce d'esclaves noirs, Francisco de Vitoria, théologien réputé, répondit en substance « Qu'ils ferment les yeux et qu'ils agissent comme tout le monde », le plus grand bien qui puisse arriver aux noirs c'est de devenir chrétiens. Les jésuites se livrent à ce commerce. L'un d'eux écrit : « Nous qui sommes ici depuis quarante ans et qui comptons parmi nous des pères très doctes, nous n'avons jamais considéré illicite ce trafic. Les pères de la province du Brésil non plus, et il y eut toujours, dans cette province-là, des pères éminents par leur savoir. Aussi, nous-mêmes et les pères du Brésil, nous achetons ces esclaves-là sans aucun scrupule ». Certains s'indignent contre ce trafic. On a vu l'opinion de Vieira qui condamne les mauvais traitements, mais accepte l'esclavage.

R.V.S.

A signaler les ouvrages suivants : SIO A., **Interpretation of Slavery : the slave status in the Americas,** dans **Comparative studies in society and history**, t. 7, 1965, soulignant les particularités propres à l'esclavage anglo-saxon et latino-américain. DEBIEN G., **Plantations et esclaves à Saint-Domingue,** Dakar, 1962, étude de deux domaines sucriers dans la période 1750-1803. On pourra suivre dans les faits la condition des esclaves noirs dans leur vie de tous les jours. La condition du trafic d'esclaves en Amérique du sud est illustrée par l'ouvrage de ASSADOURIAN Carlos, **El trafico de esclavos en Cordoba, de Angola a Potosi,** Cordoba, Université nationale, 1966.

DELUMEAU Jean et RICHARD Jean, **Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'Océan indien,** dans **Annales,** t. 23, p. 823-843, Paris, 1969.

La réunion à Beyrouth en 1966 d'un Congrès international d'histoire maritime vient d'apporter quelques éléments de démystification de légendes trop souvent véhiculées par les manuels. Ainsi les soi-disant richesses d'Orient. La soie de Cathay (Chine) est de bien moins bonne qualité que celle du Moyen Orient, une balle de drap des Flandres vaut plusieurs balles de poivre. C'est vers l'Ouest qu'afflue l'or d'Orient. L'Egypte est aux prises avec la pénurie de fer. Les interdits du pape touchant la fourniture de fer aux pays soumis au sultan sont tournés par les Génois et les Vénitiens. Ceux-ci dénoncent le trafic d'esclaves qui alimente les armées en janissaires et en mamelucks, effectué par les Génois, mais ils livrent du fer pour leur fabriquer des armes.

Les marchands du golfe Persique, voire de l'Océan indien sont bien davantage des Iraniens que des Arabes.

L'existence de comptoirs romains dans la péninsule indienne est archéologiquement démontrée. Des marchands gréco-romains étaient reçus dans ces régions.

Il est difficile de ne pas croire à une influence des techniques chinoises sur le progrès occidental, notamment touchant l'art de la navigation, mais on continue à s'interroger sur les intermédiaires.

R.V.S.

BETTELHEIM Charles, **L'Inde indépendante**, Paris, Colin, 1962.

L'ampleur du sous-développement de l'Inde apparaît dans la condition d'une population en croissance rapide (30%) depuis le début du siècle et représentant 72% d'agriculteurs, en présence d'un accroissement des rendements agricoles de 12% seulement. Le rendement à l'hectare est de 6,6 quintaux pour le blé, 11 pour le riz paddy. Le sous-équipement technique se complique d'un élevage pléthorique sans utilité. La rente du sol représente 30 à 40% même pour des tenues si réduites que leurs occupants restent inoccupés 2/3 de l'année. La pauvreté les confine ainsi dans leur condition faute d'imagination.

La population urbaine est marquée par l'influence du capitalisme qui introduit un processus de prolétarisation. L'influence des propriétaires fonciers dans les structures gouvernementales expliquent la timidité des réformes agraires. La croissance industrielle dépasse de loin le taux de croissance agricole, mais le drame reste la surpopulation due à une démographie galopante.

R.V.S.

AYACHE Germain, **Le sentiment national dans le Maroc du XIX^e siècle**, dans **Revue historique**, t. 250, p. 393-410, Paris, PUF, 1968.

Il est de l'ordre de la colonisation d'avilir le colonisé en dépréciant ses valeurs. Il n'y a pas qu'aux Pays-Bas du XVI^e siècle que les patriotes furent appelés « Gueux ». Jusqu'il n'y a guère, ils n'étaient pas rares les textes comme celui-ci extrait d'une thèse de doctorat de Paris de 1906 : « La société marocaine n'est qu'une mauvaise réunion de tribus... Chez elle, l'idée de nationalité est aussi absente que celle d'obéissance à un chef commun ».

Identifier l'idée nationale à l'obéissance envers un chef commun, voilà bien une idée occidentale européenne. Ne se définirait-elle pas plutôt par son effet sur l'ensemble des populations d'un pays pour les conduire à agir puis à réagir en masse, au lieu de réagir et d'agir de façon séparée, par groupe, par tribus, par clan ou par individu. Elle se définit par ce qui en fait une force historique, objective. « Xénophobie », « fanatisme », « hostilité aux réformes », autant de manières qui caractérisent le sentiment national sous la plume des Occidentaux. Un exemple d'adaptation sémantique : « Ce prince (Moulay Abderrahman) ..., comme tous les chefs de l'islamisme, n'est fort qu'en s'appuyant sur les préjugés du culte dont il est le pontife et d'où émane toute sa puissance. Il ne commande efficacement qu'en obéissant d'abord à la foi des zélés musulmans, pour recevoir en retour et leur soumission et le pouvoir absolu que chacun d'eux attribue au chef de la religion... ». Il n'est ici que de remplacer dans ce texte « les préjugés du culte » par « le sentiment national » et d'y substituer « l'élan patriotique » à « la foi des zélés musulmans » pour que l'existence d'une conscience nationale apparaisse, différente sans doute de celle conçue par les Européens occidentaux du XX^e siècle. Mais serait-elle très différente du sentiment national français à l'époque où Jeanne d'Arc faisait **sacrer** le Roi ?

R.V.S.

BIANCO Lucien, **Les origines de la révolution chinoise**, Paris, Gallimard, 1967.

Livre d'une rare densité et d'une grande clarté.

La Chine a ressenti profondément l'humiliation de la présence étrangère. La déchéance commence avec le XIX^e siècle : renversement de la balance commerciale sous l'effet des importations d'opium dont l'augmentation ne cesse de croître, 30.000 caisses vers 1836, 96.000 vers 1873 ; destructions massives à l'époque des **Taïpings** (1850-1878) ; franchises accordées aux étrangers ; aliénation des douanes ; effondrement du commerce extérieur, des transports traditionnels, de l'industrie textile ; contributions militaires énormes ; endettement passant de 200 millions de dollars d'argent en 1911 à 800 millions en 1924 ; calamités naturelles répétées et catastrophiques, peut-être dues à l'érosion des hautes terres par suite de la plantation de maïs; extension de la culture de l'opium destinée

à alimenter les caisses des militaires. L'étranger et sa politique est responsable de ce recul brutal.

La révolution populaire s'inscrit dans une tradition chinoise, elle identifie patriotisme et révolution sociale. Les communistes chinois ont bien compris qu'il était nécessaire de s'adapter à la nature des choses chinoises et de rejeter tout dogmatisme.

R.V.S.

FOHLEN M., **Les Noirs aux Etats-Unis,** coll. « Que sais-je ? », Paris PUF, 1965.

La mise en valeur des colonies anglaises d'Amérique s'est réalisée sous le signe de la servitude. Celle des « engagés » blancs d'abord, celle des Noirs ensuite. L'Angleterre est l'instigatrice et la bénéficiaire du système contre lequel des réactions se manifestent dans les colonies mêmes par crainte d'une invasion noire. Réticents d'abord, les propriétaires d'esclaves encouragent la christianisation des esclaves maintenus néanmoins dans leur condition. L'abolition légale du trafic en 1808 a entraîné la création de haras d'esclaves.

Au XIX[e] siècle, l'émancipation vient d'un double mouvement de révolte des esclaves et d'abolitionnisme résultant de courants humanitaires détestés par les Sudistes mais aussi par beaucoup de Nordistes.

Les John Brown, les Henry Thoreau sont rares au total. Aussi la Guerre de Sécession en mettant fin à l'esclavage n'a-t-elle pas résolu le problème noir. Notons que pendant quelques années les Noirs ont participé activement aux affaires politiques, notamment en Floride, Alabama, Louisiane, Mississipi, Caroline du Sud. Ils en ont été écartés dans la suite en raison de la collusion des industriels du Nord et des planteurs du Sud dont les premiers avaient besoin pour la Reconstruction. En raison du relèvement rapide du Sud, les Noirs tombent sous la tutelle économique des Blancs capitalistes. La main-d'œuvre noire, bon marché, est essentielle, on brisera la possible union des Noirs et des Populistes de la fin du siècle. La ségrégation s'intensifiera lorsque l'impérialisme yankee aura assujetti Cuba et les Philippines, peuplées d'hommes de couleur. Le désarroi des Noirs se manifeste par leur mythologie aberrante, leur vaine tentative de « se blanchir ». Une prise de conscience se manifeste par la conquête des droits civiques en cours, mais le problème reste économique : il y a deux fois plus de chômeurs noirs que de blancs.

R.V.S.

FABRE M., **Les Noirs américains,** Paris, A. Colin, 1967. Coll. U.2.

Analyse de la situation des Noirs aux Etats-Unis d'Amérique sous de multiples aspects.

Aspects historique : Les premiers Noirs des E.U., libres, compagnons des explorateurs, l'esclavage et la traite, les révoltes d'esclaves, l'émancipation ratée après la guerre de Sécession, les violences du K.K.K. la grande migration vers le Nord, l'urbanisation et l'industrialisation, l'accélération de ce processus au cours de la 1[re] et surtout de la 2[e] guerre mondiale, la libération de l'Afrique déclenchent la lutte pour l'égalité et amènent une psychologie nouvelle : la fin de la peur et la revendication de la négritude.

Aspect économique et social : La pauvreté, le chômage, la discrimination dans l'emploi, la ségrégation scolaire et résidentielle, l'impossibilité d'exercer le droit de vote, la partialité de la justice, la répression policière maintiennent le Noir au bas de l'échelle sociale et font de lui un citoyen de 2[e] classe.

Aspect révolutionnaire : mais l'évolution historique débouche aujourd'hui sur une situation nouvelle. Et c'est l'analyse de tous les facteurs de la résistance noire (églises, presse de couleur, littérature, arts, sports) et de la révolution noire (négritude, leaders, groupements, mouvements).

Aujourd'hui, c'est le dilemne : intégration ou séparation.

Une anthologie (43 textes anglais), une bibliographie de 150 titres (ouvrages de références, histoire, sociologie, révolution et culture noires), des références pour une discographie et des films documentaires complètent fort heureusement cet excellent travail.

M.A.

PREMIERE GUERRE MONDIALE.

SCHERER André et GRUNEWALD Jacques, **L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la première guerre mondiale.** Documents extraits de l'Office allemand des Affaires étrangères, Paris, P.U.F., 1966.

A propos du retour de Lénine en Russie en 1917, il semble démontré qu'il fut le résultat d'un concours heureux de circonstances et non le résultat d'un complot ma-

chiavélique. L'initiative revient aux réfugiés russes de Suisse qui réclament des sauf-conduits pour rentrer dans leur pays par l'Allemagne. Ils ne peuvent le faire par les pays de l'Entente qui connaissent leurs sentiments pacifistes. Ils proposent d'intervenir dès leur retour en Russie pour la libération des prisonniers allemands. L'avis très favorable de la légation d'Allemagne à Berne est confirmé par le haut Etat-Major. Lénine rentre donc en Russie sans avoir eu de contact politique avec les Allemands. Ceux-ci n'attendent rien d'une révolution en Russie. Ils mettent leur espoir dans un désengagement de ce pays moyennant des compensations sérieuses pour l'Allemagne. Dans l'attente de la négociation on temporise et on laisse faire les « comités de soldats » qui fraternisent sur le front de l'Est.

Concernant la politique belge de l'Allemagne, celle-ci désire s'assurer le contrôle de la côte flamande, celui des chemins de fer et du port d'Anvers, le droit de passage pour leurs armées. Deux Etats doivent cohabiter dans le futur royaume, l'un flamand dont Bruxelles défrancisée serait la capitale, l'autre wallon, capitale Namur. L'influence des Wallons (**Verwelschung**) doit être éliminée.

Curieuse coïncidence avec certains points de l'actualité !

R.V.S.

ISNENGHI Mario, **I vinti di Caporetto,** Padoue, Marsilio, 1967.

La grande masse des soldats italiens de la Grande Guerre était composée de deux types d'hommes : ceux pour qui la patrie était le bourg ou tout au plus la province, résultat de dix siècles d'esclavage ; et ceux pour qui la patrie était le monde, résultat de cinquante ans de prédiction évangélique internationaliste.

Le patriotisme reste une catégorie vide ; aucune adhésion consciente à la guerre et à ses objectifs : « Le peu qu'a fait le soldat, il l'a fait parce que monsieur le lieutenant le lui avait dit ». Caporetto ne sera que la rupture de cette soumission, la fin toute momentanée de cette passivité, l'effondrement provisoire de l'ordre.

On peut penser que Caporetto apparaît comme une sorte de révolution, comme une sorte de jacquerie, une expression de la lutte des classes dont 1917 a donné d'autres témoignages.

R.V.S.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

DESEES Julien, **Les jeux sportifs de pelote-paume en Belgique du XIV^e^ au XIX^e^ siècle, aperçus historiques, récits anecdotiques, évolutions,** Bruxelles, 1967, 206 p., 33 ill., prix : 176 fb. (en vente chez l'auteur : 3, square de Biarritz, Bruxelles 5 - C.C.P. 46.32.27).

M. Julien Desees est un sportif qui, depuis plusieurs années, s'intéresse à l'histoire de ses jeux et sports favoris. Il a constitué une abondante bibliographie et il a fait des dépouillements dans de nombreux dépôts d'archives. Il se propose d'écrire l'histoire des jeux de balle depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Son premier ouvrage est centré sur les jeux de pelote-paume en Belgique du XIV^e^ siècle. L'auteur a lui-même conscience des limites de ce premier travail. Il le considère comme une « ébauche ». Celle-ci était d'autant plus difficile qu'il n'existe pratiquement pas de monographie régionale sérieuse sur le sujet et que, très souvent, l'auteur a dû aller directement aux sources.

Le jeu de paume dont les documents font mention dans notre pays à partir du XIV^e^ siècle est l'ancêtre des jeux de tennis, de balle pelote et de petite balle au tamis. Deux types principaux de ce jeu sont pratiqués à partir du XV^e^ siècle : la courte paume, jouée en salle avec utilisation d'un « toit », pratiquée surtout par les nobles et même par les familles princières (par exemple Philippe le Beau), et la longue paume beaucoup plus populaire. Dès le XV^e^ siècle la paume se joue par équipes et les règlements esquissent les traits essentiels des jeux actuels. La courte paume disparaîtra presque totalement au cours des siècles tandis que la longue paume se diversifiera suivant les régions, les influences économiques ou sociales et les techniques utilisées (aspect de la balle, utilisation du gant ou de la raquette...). Au cours du XIX^e^ siècle les jeux de pelote-paume deviennent de plus en plus des sports athlétiques : équipes permanentes, esprit de clocher, influence de la paume espagnole et française. Le jeu de petite balle au tamis est le plus pratiqué en Belgique mais il est de plus en plus concurrencé par la balle pelote. C'est aussi à cette époque que s'établit l'organisation actuelle des rencontres : entrées payantes, sociétés privées, culte de la vedette, introduction de l'influence commerciale... L'étude se termine au début du XX^e^ siècle avec la formation

des fédérations belges de jeu de balle. L'auteur examine aussi la diffusion du jeu de paume à travers la Belgique et souligne qu'il n'était pas ignoré en pays flamand comme on l'a écrit avant lui. Toutefois, à partir du XIX[e] siècle, le jeu de balle est surtout pratiqué dans le Hainaut et est beaucoup plus répandu en Wallonie qu'en Flandre. L'auteur étudie le jeu de balle région par région en insistant sur la place occupée par le Borinage, le Tournaisis, les pays d'Ath et de Chimay, le Brabant Wallon et Bruxelles, les régions de Charleroi et de Namur.

On peut critiquer certains aspects de ce travail : des lacunes dans les références, le manque de clarté dans les distinctions entre les diverses sortes de jeux, la faiblesse des explications sociologiques ou économiques. Toutefois, il faut souligner surtout la nouveauté de cette étude, la richesse et l'importance de la documentation mise en œuvre, ainsi que de nombreuses perpectives de recherches. Les professeurs d'histoire y trouveront des documents pour leurs leçons. Les textes régionaux susciteront surtout l'intérêt des élèves. Ils sont souvent révélateurs de situations économiques ou sociales, voire même de certains faits politiques. A ce titre, ils peuvent s'intégrer dans les programmes.

En conclusion, voilà un livre sur un sujet nouveau qui attire l'attention sur l'histoire des jeux et des sports populaires et qui présente beaucoup de documents utiles.

J.P.D.

LELIEVRE (G.A.) et VAN OVERSTRAETEN (D.), **Topographie de la ville de Saint-Ghislain au XVI[e] siècle,** dans les **Annales du Cercle archéologique de Mons**, t. 66, 1965-1967, pp. 313-342, 8 pl. h.-t., Mons, 1967.

On sait l'intérêt de l'étude de la topographie urbaine pour la compréhension du passé économique, social et militaire de nos cités. On l'a encore constaté récemment lors de la publication par le Centre Pro Civitate des « Plans en relief des villes belges levés par les ingénieurs militaires français ». Ainsi cette étude est-elle particulièrement bienvenue, d'autant plus qu'elle se réfère à une époque ancienne en ce qui concerne la cartographie.

Saint-Ghislain est plus favorisée que la plupart des villes de cette importance : outre le plan de Jacques de Deventer et les gouaches de l'album de Croy (1598, Oesterreichische Nationalbibliothek de Vienne), dont la plupart des villes du Hainaut bénéficient, elle a conservé deux plans de 1503-1504 et celui que Pierre Le Poivre a établi à la fin du siècle. Les auteurs en font une édition critique, une analyse, et en tirent une description méthodique de la ville au XVI[e] siècle : cours d'eau, fortifications, ponts intérieurs, marché, rue, moulins, abbaye, église Saint-Martin, édifices publics et privés, faubourgs et viviers de la banlieue, les rapprochant des vestiges subsistants.

Quel magnifique matériel intuitif à rapprocher des textes encore disponibles, les professeurs saint-ghislainois n'ont-ils pas désormais à leur disposition, et cela présenté avec une bonne bibliographie bien à jour ! On ne peut qu'envier leur chance et en tirer parti pour des comparaisons ou des analogies.

J.P.D.

TRIVIERE-FALAU Annie, **La vie et l'œuvre littéraire du Montois Gilles-Joseph de Boussu,** dans **Annales du Cercle Archéologique de Mons,** 1965-67, t. 66, pp. 79-128.

L'écrivain et historien Gilles-Joseph de Boussu, né en 1681, appartenait à une famille montoise de hauts fonctionnaires et de magistrats. Formé chez les Jésuites et à l'université de Louvain, il fut homme de fief du comté de Hainaut (1709 et 1729), membre de fondations charitables, échevin de Mons (1715-16, et 1737-38-39), membre du Conseil de ville, payeur des rentes (1716) et député aux Etats de Hainaut (1732-33). A côté de cette carrière politique, de Boussu a accompli toute une œuvre littéraire et historique. L'auteur analyse successivement les tragédies, une comédie et un livret d'opéra.

Dans cette œuvre théâtrale il apparaît comme le médiocre imitateur des grands dramaturges du XVII[e] siècle. L'auteur signale aussi les écrits historiques de Boussu : une « histoire de la ville de Mons,.. », une « histoire de la ville de Saint-Ghislain... » ou encore une « histoire de la ville d'Ath... »

Des manuscrits autographes de Boussu sont conservés à la bibliothèque de Mons. Ce travail apporte d'intéressantes précisions sur la personnalité d'un des plus anciens historiens du Hainaut.

J.P.D.

DEROISIN Sophie, **Le Prince de Ligne,** Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1966.

« Pour suivre ce fils de Mercure, ce type parfait de Gémeau, il suffit de courir, et l'air est bien son élément ! » La phrase, empruntée à l'introduction, donne le ton du livre. Il s'agit plus ici d'un divertissement à propos de Charles Lamoral Joseph, prince de Ligne que d'une authentique biographie. Non que les faits rapportés ne soient pas authentiques, mais parce que sous couvert d'originalité on a mis l'accent sur tout ce qu'avait de contradictoire la figure de cet homme, intelligent, dynamique, mais perverti par l'éducation d'une société qui n'est plus de son temps et qui épuise dans une vie de façade les ressources d'un talent qui aurait pu s'employer plus efficacement. « Mes amis, pleurons le dernier des chevaliers français », du chevalier certes, il a la fidélité inconditionnelle et l'étroitesse de vision.

Il n'a rien compris aux aspirations populaires, mais il s'attache le bon peuple par la charité fastueuse. Il juge d'un trait sûr les grandes figures de son temps : Joseph II notamment, mais il ne voit pas les causes de la Révolution française.

Napoléon l'hypnotise sans se l'attacher. Peut-être n'admire-t-il que la puissance qui s'exprime par l'empereur et qu'il n'a pas pu lui-même exprimer autrement que par les moyens légers que lui accordaient les souverains auxquels il est attaché.

Au total un belle image de la futilité d'une époque inconsciente, dans un style parfois chaotique. Une notation qui pourrait réconcilier avec l'auteur : « Une histoire de la police secrète reste à écrire, les uns attribuant le remarquable système occulte autrichien aux Jésuites, les autres à l'organisation policière napoléonnienne. J'y verrais, pour ma part une tradition bien plus ancienne : le carrefour de la délation vénitienne et de l'inquisition ottomane. Appareil de surveillance du Grand Sérail, si parfait, qu'il était encore en usage, combiné des relents de l'Okhrana tsariste, dans tous le Balkan, jusqu'à ces dernières années ». Ceci peut expliquer certains aspects, tant critiqué, des régimes de l'Est.

R.V.S.

DUCHESNE Albert, **Au service de Maximilien et de Charlotte : L'expédition des volontaires belges au Mexique 1864-1867,** 1re partie, Musée Royal de l'Armée et d'Histoire Militaire, 3, Cinquantenaire, Bruxelles 4, 1954, 328 pages.

Cet ouvrage présenté en 1956 comme thèse de doctorat à la faculté de philosophie et lettres de l'Université Libre de Bruxelles, a été mis à jour jusqu'aux premiers mois de 1967.

L'enquête bibliographique comprend près de 90 pages et est très fouillée.

Monsieur DUCHESNE y parle des sources d'archives, des sources inédites et des sources éditées. Il parle ensuite de l'intervention française au Mexique, afin de replacer l'organisation et le recrutement de la légion belge. Après avoir analysé les problèmes posés par la création de la légion, les réactions en Belgique et à l'étranger, l'auteur nous parle de l'opinion publique en Belgique à travers la presse et les partis.

Il termine par les réactions à l'étranger, sur le plan diplomatique et sur le plan de la presse internationale. Monsieur DUCHESNE, à travers la presse internationale, s'aperçoit que souvent notre légion fut maltraitée par les publicistes de l'époque. Il s'agit tout de même de faire remarquer ici comme le fait l'auteur qu'aucun Etat, à l'exception peut-être du Mexique de Juarez, ne paraît avoir été dupe de certaines apparences. La neutralité belge n'était pas engagée ou simplement compromise. En fait foi la totale absence de véritables interventions diplomatiques à ce sujet.

Cet ouvrage, très fouillé, dont nous n'avons eu l'occasion de lire que la première partie, peut apporter aux professeurs d'histoire un point de vue nouveau sur l'empire de Maximilien et de Charlotte au Mexique.

J.D.

REVUES REÇUES.

Revue du Nord, tome II, n° 200, janvier-mars 1969 (secrétariat : 9, rue Auguste Angellier, Lille).

G. SIVERY, **Recherches sur l'aménagement des terroirs des plateaux du Hainaut-Cambrésis à la fin du Moyen Age.**

B. DELMARE, **L'Hôpital Saint-Jean-Baptiste d'Aire-sur-la-Lys dans la première moitié du XV° siècle.**

C.E. CLAEYS, **Les retraits de frareuseté et d'esclèche dans l'ancienne coutume de la ville de Lille.**

Ch. DEREINE, **Note sur le Mort-Gage en Flandre et Hainaut entre 1050 et 1100.**

A. GENEL, **Les mémoires de Jacques Genelle, Bourgeois d'Arras (XVI° siècle).**

A. DELMASURE, **Evolution d'un village de la Châtellenie de Lille : Croix du XI° au XX° siècle.**

Sciences sociales aujourd'hui n° 1, 1969, Académie des sciences de l'U.R.S.S., rue Arbat 33/12, Moscou.
Le but de cette nouvelle publication est de faire connaître en anglais, en français et en espagnol les recherches publiées en U.R.S.S. sur les questions actuelles d'économie, d'histoire, de sociologie, de philosophie et de philologie.
Le numéro 1 est entièrement consacré à la révolution scientifico-technique.

A. ROUMIANTSEV, **les bases sociales de la révolution scientifico-technique.**

N. SEMIONOV, **Le travail scientifique à la lumière de la théorie marxiste-léniniste de la connaissance.**

V. GOTT, V. DERIOUCHEV, A. PERETOURINE, **Hegel et la physique moderne.**

A. SMIRNOV, **Le socialisme, la révolution scientifico-technique et la prévision à long terme.**

A. AKHIEZER, **La révolution scientifico-technique et la direction du développement de la société.**

V. MARAKHOV, I. MELECHTCHENKO, **Les particularités et les conséquences sociales de la révolution scientifico-technique.**

E. BREGUEL, **La théorie de la convergence des deux systèmes économiques.**

O. CHKARATAN, **La classe ouvrière de la société socialiste à l'époque de la révolution scientifico-technique.**

A. SHPIRT, **La révolution scientifico-technique et l'économie du tiers monde.**

L. ALTER, **La réglementation et la programmation de l'économie capitaliste.**

TABLE DES MATIERES

Pages

TRIBUNE LIBRE.

A. CLAUSSE, *La perspective historique, fondement de toute cutlure* 5

DIALOGUE.

M. GUILLOT, *Dialogue avec les économistes* 11

INFORMATION HISTORIQUE.

C. MOSSE, *La naissance des partis politiques à Athènes au temps de Périclès* 21

R. VAN SANTBERGEN, *Aux origines de la législation du travail, Liège 1886* 27

J.-L. CHARLES, *Les débuts de la résistance en Europe (1939-1942)* 41

INFORMATION PEDAGOGIQUE.

J. BOURRAUX, *Réflexions sur les méthodes de l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique dans l'enseignement secondaire* 53

LEÇONS-TYPES.

P. GHIGNY, *Utilisation d'une émission de télévision scolaire* . . . 61

M. AJZENBERG-KARNY, *Afrique, terre de civilisation* 67

RAPPORTS CULTURELS BELGO-ALLEMANDS.

R. VAN SANTBERGEN, H. CORIJN, G. ECKERT, *Rencontre de Braunschweig (2-6 mars 1969)* 83

CHRONIQUE MUSEE-CINEMA.

J. DEBACKER, *Le musée pour l'histoire des sciences à l'université de Gand* 109

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE.

NOTES ET GLANURES 113

LINGUISTIQUE

La communication et l'articulation linguistique

par Eric BUYSSENS

Table des matières : I. **Sémiologie :** *L'acte sémique — Définition du sème — Classification des sémies — Combinaisons de sémies — Les signes — Connaissance et signification — Caractères fondamentaux des langues* — II. **Linguistique :** *La convention linguistique — Tempo et sonorité — La première articulation segmentaire intégrale — La ligne prosodique et la ligne monémique — L'articulation de la phrase — L'articulation du mot — Equivalences et transformations — Le monème — L'articulation segmentaire formelle — L'articulation longitudinale formelle — Classification des phonèmes — La pertinence et la neutralisation — Voyelles et consonnes.*

Un volume 16 x 24 cm., de 176 pages (Travaux de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université Libre de Bruxelles, tome XXXI)

Prix : 199 francs.

EN VENTE DANS TOUTES LES BONNES LIBRAIRIES

EDITIONS LABOR C. C. P. 2086.80

342, rue Royale - Bruxelles 3 Tél. : 16.81.50

IMPRIME EN BELGIQUE.